

l'actualité économique



Offensive canadienne au Mexique

Les relations commerciales entre le Canada et le Mexique connaissent depuis le début de l'année un essor spectaculaire. M. Claude Charland, le nouvel ambassadeur du Canada à Mexico, prévoit que les échanges entre les deux pays pourraient atteindre le milliard d'ici deux ou trois ans. Le Québec a lui aussi tenté une première percée publicitaire dans ce nouveau Eldorado et M. Bernard Cloutier (notre photo), président de Soquip, espère prendre la relève de Péro-Canada pour l'achat d'État à État de nos besoins en pétrole.

— page 13



Une période faste pour Power Corp.

Power Corporation se porte dangereusement bien. Les rumeurs d'expansion sont nombreuses et insistantes. Cette fois, l'empire de \$7 milliards, dirigé par le financier montréalais Paul Desmarais (notre photo) pourrait bien faire une poussée du côté des États-Unis. La chose « ne serait pas illogique », a reconnu un responsable de la firme. Mais les possibilités d'acquisition ici ou ailleurs demeurent multiples. Et pendant que les hypothèses circulent dans les milieux financiers, les profits continuent d'affluer des différentes filiales de Power.

— page 15

AU SOMMAIRE

■ L'UN décide ce soir du sort de son leader parlementaire

— page 2

■ Pimparé et Guérin: la préméditation ne fait pas de doute pour la Couronne

— page 3

■ Qui devra payer le règlement? un éditorial de Jean-Claude Leclerc

— page 4

CTCUM et employés d'entretien acceptent sous condition le rapport du médiateur

par Alain Duhamel

Aussi bien la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal (CTCUM) que le syndicat de ses employés d'entretien ont assorti leur réponse favorable aux recommandations des médiateurs de conditions.

En effet, hier la CTCUM a accepté les recommandations des médiateurs pour les trois groupes de ses employés pourvu que les unités syndicales concernées les acceptent aussi.

Pour les dirigeants syndicaux des

employés d'entretien, cette condition de l'employeur lie le règlement de leur conflit aux règlements qui pourraient intervenir plus tard dans le cas des chauffeurs de bureau et dans le cas des chauffeurs d'autobus et des opérateurs de métro.

Réunis hier soir en assemblée générale, les membres du Syndicat du transport (employés d'entretien), affilié à la CSN ont donné le mandat à leurs dirigeants de signer une convention collective pourvu que la CTCUM accepte par écrit et intégralement le rapport du médiateur, M.

Yvan Blain, sous-ministre du ministère du Travail.

De plus, les partis doivent encore négocier un protocole de retour au travail qui paraît soulever des difficultés. Les parties ne s'entendent que sur cinq de la quinzaine d'articles contenus dans le protocole proposé par le syndicat.

En 1977, les négociations sur un protocole de retour au travail avaient retardé de quatre jours la reprise du transport en commun sur l'île de Montréal.

La CTCUM et le Syndicat du transport ne s'entendent pas sur le délai de signa-

ture de la convention ni sur la date de paiement des arrérages de salaire. Le syndicat exige de plus que la CTCUM imprime à ses frais 3.000 copies de la convention collective, paie les employés pour tous les jours où ils n'auront pas été en grève même s'il n'y a pas de service. Si la grève se poursuit, a dit le président du syndicat, Me Jacques Morissette, ce n'est pas de notre faute. Nous étions prêts à rentrer à minuit. « Toute la journée hier, les dirigeants syndicaux ont attendu les représentants patronaux qu'ils ont finalement rencontrés, en fin de journée, brièvement, avant de se rendre à leur assemblée générale. »

Les deux autres syndicats doivent aujourd'hui réunir leurs membres afin de prendre position sur les recommandations des médiateurs. On s'attend généralement à ce que les dirigeants du syndicat des employés de bureau, également affilié à la CSN, recommandent eux aussi, et des conditions semblables, d'accepter le rapport du médiateur.

De son côté, la Fraternité des chauffeurs d'autobus et des opérateurs de

Voir page 6: Autobus

L'ambassade demeurera à Tel-Aviv

par Michel Vastel

OTTAWA — Volte-face surprise du premier ministre du Canada devant la Chambre des communes hier: M. Joseph Clark renonce à sa promesse électorale de transférer l'ambassade du Canada en Israël, de Tel-Aviv à Jérusalem.

La déclaration de M. Clark a suivi le dépôt en Chambre d'un rapport préliminaire de M. Robert Stanfield, ambassadeur extraordinaire au Moyen-Orient. M. Stanfield conclut « qu'un déménagement de l'ambassade canadienne en Israël pourrait être interprété comme un jugement prématuré ou égaré aux négociations menées par les parties au Moyen-Orient et pourrait même nuire au progrès en vue d'un accord de paix équitable et durable ».

Le rapport de M. Robert Stanfield ne devait venir qu'au début de l'an prochain. L'ancien chef conservateur doit encore visiter plusieurs pays d'Afrique du Nord, les États-Unis et les capitales provinciales du Canada mais il a décidé de faire rapport immédiatement sur la question de l'ambassade, convaincu qu'il en savait maintenant assez. « Les recommandations relatives à l'emplacement de l'ambassade en Israël s'imposent déjà d'elles-mêmes », écrit-il.

L'ambassadeur est maintenant convaincu que le déménagement de l'ambassade empêcherait le Canada de jouer tout rôle positif au Moyen-Orient. Même les précisions, plusieurs fois apportées par M. Clark, selon lesquelles l'ambassade serait démenagée dans la partie ouest de la ville, ces précisions ne calment pas les capitales arabes, a précisé M. Stanfield.

L'ambassadeur extraordinaire du Canada a encore constaté, au cours de son long séjour au Moyen-Orient, que « les réserves des pays arabes sont très grandes sur les accords de Camp David. M. Clark avait pourtant déclaré, en juin, que ces accords permettaient justement de réaliser aujourd'hui le déménagement de l'ambassade ».

Le mandat de M. Stanfield ne portait pas seulement sur le déménagement de l'ambassade du Canada en Israël, mais aussi sur toute suggestion quant au rôle que le Canada pourrait jouer dans le rétablissement de la paix au Moyen-Orient. « Or, si nous voulons utiliser efficacement l'influence quelconque que nous avons dans cette région afin d'encourager la modération et les compromis, nous de-

vons maintenir notre crédibilité de porte-parole équitable auprès des deux côtés. Cela serait impossible si nous démenagions notre ambassade à Jérusalem », précise l'envoyé spécial canadien.

M. Stanfield recommande donc « que la décision relative à l'emplacement de l'ambassade du Canada en Israël fasse

Voir page 6: Ambassade

À l'aéroport de Mirabel

11 Cubains demandent asile politique au Canada

par François Barbeau

Onze touristes cubains ont profité dimanche soir à Mirabel d'une escale inattendue de l'appareil de la compagnie aérienne tchécoslovaque CSA qui les conduisait vers Cuba, pour demander asile politique au Canada.

Ils ont été pris en charge par des

agents du ministère de l'Immigration, et sont actuellement hébergés dans un hôtel de Montréal en attendant que leur demande soit prise en considération par le ministre.

Le même jour, deux autres citoyens de Cuba demandaient également asile politique au Canada, cette fois à Gander, à Terre-Neuve, toujours à l'occa-

sion d'une escale d'un avion les conduisant en vacances en URSS.

Le groupe de onze personnes qui a inscrit sa demande auprès des agents de l'immigration à Montréal, est formé d'une famille de cinq personnes, le père, la mère et trois enfants de 10, 12 et 15 ans environ, d'un couple dans la

Voir page 6: Asile



Le 50e anniversaire de l'effondrement de la Bourse de New York a été «célébré» hier par plusieurs centaines de manifestants opposés au développement des industries nucléaires et d'armement. Quelque 850 d'entre eux ont été arrêtés par la police sur Wall Street. Les activités de la Bourse se sont poursuivies normalement. (Photolaser AP)

Ottawa est prêt à négocier des accords bilatéraux

par Claude Turcotte

OTTAWA — Profitant des séances d'un comité des Communes sur les Finances et le Commerce, les députés conservateurs de l'arrière-banc critiquent de plus en plus ouvertement le gouverneur de la Banque du Canada.

« Je n'ai aucune preuve que votre politique est efficace », a lancé hier M. Alvin Hamilton, député de la Saskatchewan, à un Gerald Bouey plutôt embarrassé.

« Votre politique ressemble à un suicide économique », a renchéri, quelques minutes plus tard, M. Pat Nowlan, de la Nouvelle-Écosse.

Hier au Comité des Finances, ce sont surtout les députés conservateurs qui ont

pris la parole. Même si tous n'ont pas eu la verve de style de MM. Hamilton et Nowlan, ils ont cependant raconté l'avalanche de coups de téléphone qu'ils reçoivent depuis une semaine. M. Gerald Bouey n'a pu que continuer à répéter les mêmes explications qu'il fournit inlassablement depuis maintenant plus d'un an.

Le député le plus critique, M. Alvin Hamilton, a déjà fait parler de lui il y a un mois alors qu'il réclamait publiquement la démission du gouverneur de la Banque du Canada. Sa stratégie a maintenant changé, préoccupé qu'il est de ne pas faire revivre une nouvelle affaire Coyne.

M. Hamilton a indiqué au DEVOIR qu'il veut faire comparaître, devant le co-

mité des Communes, des économistes de renommée internationale, tel M. John K. Galbraith, afin qu'ils exposent publiquement pourquoi ils ne sont pas d'accord avec la politique actuellement suivie par M. Bouey. Ensuite, a précisé le député de Saskatchewan, si M. Bouey ne convient pas de son erreur, il lui restera à démissionner.

M. Hamilton ne s'inquiète pas de savoir que M. Bouey pourrait terminer son mandat en février, avant qu'il ne soit temps de réclamer sa démission. « Vous assistez à une bataille entre les représentants élus du peuple canadien et l'élite qui gère la politique économique du pays », a précisé M. Hamilton, laissant entendre que les reproches valent autant pour son mi-

nistre des Finances que pour le gouverneur de la Banque du Canada.

Il semble que, depuis la dernière augmentation du taux d'escompte à 14%, propulsant certains prêts commerciaux à plus de 15%, les députés, particulièrement les conservateurs, soient inondés d'appels téléphoniques de petits hommes d'affaires et de fermiers au bord de la faillite. A ces préoccupations, M. Bouey n'a pu répondre que par un vœu pieux: il espère que les banques se montreront compréhensives avec ces petits hommes d'affaires. « Mais je ne m'attends pas à ce qu'elles perdent de l'argent non plus », a expliqué le gouverneur.

Les critiques des députés conservateurs ont surtout porté hier sur l'apparente

inefficacité de la politique monétaire en vigueur depuis 18 mois. C'est en effet la onzième hausse consécutive du taux d'escompte de la Banque du Canada, mais ces hausses n'ont pas empêché le dollar canadien de tomber ni l'inflation d'augmenter. A cela M. Bouey répond que cela aurait peut-être été encore pire sans une hausse des taux d'intérêt. Mais c'est en vain que les députés conservateurs lui ont donné des preuves de ce qu'il avançait.

Hormis un député libéral de l'Ontario, M. Ed Lumley, les oppositions se sont généralement tenues tranquilles hier. Les députés libéraux et néo-démocrates ont tous déjà interrogé le gouverneur de la Banque du Canada et se réservent pour la première apparition, aujourd'hui, du ministre des Finances, M. John Crosbie. Il n'est pas non plus dans l'intérêt de l'opposition d'attaquer surtout le responsable de la Banque du Canada puisque c'est plutôt le gouvernement qu'elle veut tenir responsable de la mauvaise gestion de la politique monétaire.

Bouey vivement critiqué par deux députés conservateurs

par Michel Vastel

OTTAWA — Le gouvernement conservateur de M. Joe Clark est prêt à négocier des accords bilatéraux avec les provinces dont les termes pourront varier d'une province à l'autre.

C'est ce qu'affirme M. William Jarvis, ministre d'État chargé des relations fédérales-provinciales, dans une entrevue exclusive accordée au DEVOIR et publiée en extenso en page cinq de la présente édition.

« Nous croyons, dit le ministre, que l'autorité fédérale doit être disposée à instaurer de telles variantes afin de rendre au système fédéral la souplesse requise pour satisfaire aux divers besoins et aux diverses aspirations des différentes régions du Canada ».

Cette ouverture sur un Canada en quelque sorte asymétrique est le dernier de quatre principes énoncés par M. Jarvis dans cette entrevue. Ce principe apparaît comme l'intervention la plus substantielle à ce jour du gouvernement Clark dans le dossier fédéral-provincial.

Les autres principes qui guideront le gouvernement dans sa démarche sont: les arrangements politiques ou administratifs avec les provinces pour réduire les frictions; la réduction des chevauchements; la consolidation des programmes qui pourra se faire à l'un ou l'autre palier gouvernemental à partir de critères d'équité et d'efficacité.

Cherchant à mieux faire comprendre l'attitude du gouvernement, M. Jarvis déclare ceci: « Ce que le premier ministre a dit, somme toute, c'est que nous

avons renoncé à toute velléité de paternalisme, d'impérialisme constitutionnel ».

Il insiste beaucoup sur l'approche empirique ou pragmatique du gouvernement fédéral. « Il est impossible, explique-t-il, de dissocier la substance et la forme dans la conduite des relations fédérales-provinciales. D'où le pragmatisme de notre démarche ».

Plus loin dans l'entrevue on lira ceci: « Nous allons certainement pousser plus avant notre réflexion constitutionnelle, raffiner notre problématique et faire progresser nos analyses; mais nous nous proposons aussi d'agir chaque fois qu'une convergence de vues se dessinera sur un sujet donné et qu'un accord nous paraîtra possible ».

Dans l'optique de référendum québécois

Voir page 6: Bouey



M. William Jarvis

60 ouest rue Notre-Dame où il faut

stopper ou arrêter



Desmarais & Robitaille

LUNDI, MARDI, MERCREDI: DE 9H À 5H 30. JEUDI, VENDREDI: DE 9H À 9H. SAMEDI: DE 9H À 6H.

Les manuels scolaires

DUSSAULT 8955 saint-jacques, montréal



# L'UN décide ce soir du sort de son leader parlementaire

par Jean-Claude Picard

QUÉBEC — Les députés et les membres de l'exécutif de l'Union nationale devront décider ce soir, au cours d'une réunion spéciale, du sort de leur leader parlementaire dissident, M. Maurice Bellemare.

Selon les informations recueillies hier par LE DEVOIR, les participants à cette réunion, qui avait été initialement convoquée pour faire le point à la suite des décisions annoncées la semaine dernière, devront examiner en priorité ce qu'il convient de faire avec leur doyen, maintenant que ce dernier a renié son chef, M. Rodrigue Biron, et fustigé la dernière orientation prise par le parti.

Cette décision est loin d'être facile. D'une part, M. Biron devrait en principe asséoir ce qui lui reste d'autorité et ainsi retirer à M. Bellemare son poste de leader parlementaire pour le confier à un autre membre du caucus. Mais ce geste a le grand désavantage qu'il équivaudrait, dans les circonstances, à expulser le député de Johnson du parti et à lui faire jouer le rôle de martyr dans l'opinion publique et chez les militants du parti.

D'autre part, le chef unioniste peut-il décemment faire preuve d'un tel ostracisme à l'endroit de celui qui, en 1973, a remis le parti sur l'échiquier politique, qui fut en outre responsable de son élection à la direction et dont le seul tort est de continuer de croire à l'Union nationale?

Voilà le dilemme devant lequel les députés et les membres de l'exécutif unioniste sont placés. Au surplus, M. Bellemare ne fait rien pour leur faciliter les choses.

Joint hier dans son comité de Johnson, M. Bellemare a affirmé qu'il demeurerait leader parlementaire de son parti et qu'il attendra tout bonnement d'être expulsé si c'est là le désir de ses collègues.

« Ils devront porter l'odieux de leur geste. Ce n'est sûrement pas moi qui vais quitter mon poste », avait dit M. Bellemare. Il a confirmé son intention d'être présent cet après-midi à l'Assemblée nationale et de siéger à côté de M. Biron même s'il ne reconnaît plus l'autorité de ce dernier.

« Les gens n'ont élu à titre de député de l'Union nationale et je vais sûrement continuer de siéger sous cette étiquette. Quant à M. Biron, ce n'est plus mon chef et je n'ai pas l'intention d'assister au caucus de ce soir, même si j'y ai été invité », a-t-il dit.

Gaunt à l'autre député dissident, M. Bertrand Goulet, son avenir paraît moins problématique puisqu'il semble s'être finalement rallié à la décision de ses collègues et qu'il participait samedi à l'assemblée publique où M. Biron a annoncé que l'UN tiendra, le 24 novembre, un congrès spécial pour entériner les décisions de la semaine dernière.

Ce congrès sera précédé au cours des prochaines semaines de diverses réunions régionales où les dirigeants du parti expliqueront aux membres les raisons qui ont motivé leur geste.

A cet égard, il est encore difficile, de mettre le doigt sur ce qui s'est vraiment passé au sein de l'Union Nationale et sur les raisons qui ont motivé cette décision-surprise de se saborder au profit d'un éventuel regroupement des forces de droite qui surviendrait après le référendum du printemps.

Il semble en effet que cette

décision ait été provoquée par trois phénomènes différents mais complémentaires: la situation du parti, la faiblesse du leadership de Rodrigue Biron, et la volonté de certains de contribuer à la mise sur pied d'un parti conservateur provincial.

En premier lieu, tous s'accordent à dire que la situation interne de l'UN était devenue périlleuse. A cet égard, les départs successifs de MM. William Shaw et Claude Dubois, les lourdes défaites subies aux élections complémentaires de Notre-Dame-de-Grâce, Argenteuil et Jean-Talon, de même que la décision de s'abstenir de participer aux partielles du 14 novembre prochain, ne font qu'illustrer une même situation: le membership et le militantisme à l'intérieur du parti ont fondu à vue d'œil depuis deux ans; les finances sont mal en point — on parle de dettes d'environ \$300,000 —; en somme le bateau coulait de toutes parts et un peu tout le monde avait perdu le goût de continuer de se battre en vivant pareille défection au ni-

veau des troupes et du soutien populaire.

Au surplus, le leadership de M. Rodrigue Biron ne faisait plus l'unanimité depuis plusieurs mois. Après la défection de M. Claude Dubois, M. Biron avait offert de démissionner mais sa suggestion n'a pas été retenue, notamment parce qu'aucun remplaçant crédible ne semblait disponible. Or, depuis quelques semaines, tel n'était plus le cas puisque M. Rodrigue Tremblay aurait notamment laissé savoir qu'il était prêt à prendre immédiatement la succession du député de Lotbinière. M. Tremblay avait multiplié les contacts avec plusieurs députés unionistes et il semble, selon certaines informations, que le putsch aurait pu survenir très bientôt n'eût été des événements de la semaine dernière.

Enfin, depuis la victoire conservatrice du 22 mai, plusieurs conservateurs québécois — qui sont également des membres actifs de l'UN — rêvent de la mise sur pied d'une aide provinciale du PC fédéral. Ce rêve, qu'ont esquissé

plusieurs vieux routiers, tels MM. Roch LaSalle, Marcel Masse et Brian Mulroney, aurait finalement conquis plusieurs députés unionistes et membres de l'exécutif actuel du parti. Il aurait notamment pu prendre forme lors du congrès que les conservateurs fédéraux du Québec tiendront au début du mois de décembre. En pareil cas, l'UN aurait été appelée à se fondre au sein de ce nouveau parti contrôlé par les conservateurs de M. Joe Clark.

Ainsi, c'est dans cette perspective que M. Biron aurait décidé de prendre tout le monde de vitesse et garder l'initiative des opérations en annonçant le premier regroupement éventuel des forces de droite.

Au sein du parti, on se dit conscient que cette décision ne fera probablement qu'accroître le grenouillage décrit plus haut mais on espère que, ce faisant, la direction actuelle de l'UN réveillera ses troupes et gardera le contrôle de ce nouveau regroupement de toutes les forces conservatrices de la province.

## Le congrès de l'aile québécoise du PC aura lieu le 30 novembre



M. Roch LaSalle

Le congrès de l'Association progressiste-conservatrice fédérale du Québec (APCFQ) qui doit se dérouler à Québec à partir du 30 novembre, fournira aux militants l'occasion rêvée de discuter de la formation d'une « aile » québécoise du Parti conservateur à la lumière de la décision de M. Rodrigue Biron de saborder l'Union nationale.

C'est ce qu'a fait remarquer hier le ministre des Approvisionnement et services, M. Roch LaSalle, qui dévoilait le programme de son congrès.

Rappelant que M. Clark avait déjà annoncé à M. Ryan que le Parti conservateur n'entendait pas se retrouver sous le parapluie du NON, M. LaSalle a souligné hier que l'Association progressiste-conservatrice fédérale du Québec n'entendait pas non plus se réfugier sous ce parapluie qui ne représente pas, a-t-il expliqué, une « autorité tout à fait compatible avec les objectifs que nous poursuivons ».

Le congrès de l'APCFQ du mois de novembre se déroulera sous le thème de « Un choix à bâtir ». Le président de ce congrès, M. Gerald Scott, homme d'affaires de Granby, a souligné que si ce thème paraissait bien éloigné des préoccupations des Québécois qui tendent de plus en plus vers le

référendum, il fallait tenir compte de l'importance pour le Parti conservateur de se définir et de définir sa philosophie au Québec.

L'aspect référendaire sera évidemment abordé lors de ce congrès, a souligné M. Scott, mais le Parti conservateur, s'il veut en arriver à quelque chose au Québec, doit d'abord savoir dans quelle direction il s'orientera.

Trois ateliers politiques marqueront le congrès. Le premier portera sur le rôle de l'Etat et sera présidé par M. Marcel Masse. Trois personnes ressources participeront à cet atelier dont Mme Marie-Josée Drouin, directrice de l'Hudson Institute.

Les délégués seront aussi appelés à se prononcer sur les sociétés d'Etat, question d'actualité ces jours-ci pour les conservateurs.

On cherchera dans cet atelier à déterminer si l'entreprise d'Etat est sous contrôle du gouvernement et si par ce fait elle est contrôlée démocratiquement par les représentants élus des citoyens.

Dans le dernier atelier, on tentera d'établir de quelle façon le gouvernement peut intervenir au niveau de la fiscalité des entreprises pour leur permettre des initiatives et des bénéfices dynamiques.

### La crise de l'énergie ira en s'accroissant

# Pas d'économie d'énergie sans hausse de prix

par Michel Nadeau

QUÉBEC — La crise de l'énergie ira en s'accroissant car plusieurs pays producteurs de pétrole n'auront plus bientôt d'excédents pour les marchés de l'exportation. Pour de nombreux pays membres de l'OPEP, le pétrole est devenu un facteur important de développement économique et industriel et ne joue plus le simple rôle de canal pour l'entrée de devises étrangères.

Par ailleurs, la seule véritable façon efficace de conserver l'énergie, c'est d'en augmenter le prix.

Ces idées ont été lancées hier par des conférenciers au IVE Colloque international d'économie pétrolière qui se tient présentement à Québec. Des experts du Moyen-Orient, du Venezuela, du Mexique, de l'Europe et des États-Unis discutent avec des spécialistes québécois et canadiens du thème: « L'énergie: prix, financement et équilibres économiques ».

Les séances d'hier ont permis aux participants d'entendre un son de cloche habituel: trois des quatre conférenciers invités ont plaidé la cause de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Les représentants de grandes compagnies pétrolières américaines et de banques new-yorkaises écoutaient en fronçant les sourcils les brillants exposés de jeunes technocrates arabes sur l'importance de protéger la patrimoine énergétique mondial par une hausse soutenue des prix internationaux.

Le directeur du département d'économie et des finances de l'OPEP, M. Adnan Al-Janabi a expliqué comment la consommation intérieure a triplé au sein des pays de l'OPEP au cours des 15 dernières années.

« Une proportion de plus en plus grande du pétrole servira à des fins domestiques. Les surplus disponibles pour l'exportation iront en s'amenuisant », a rappelé M. Al-Janabi.

« Il faut remarquer un changement important de la fonction du pétrole dans l'économie de plusieurs de nos pays membres. Ce fut, dans le passé, surtout une source de revenus importants. Aujourd'hui, l'activité pétrolière est étroitement liée à l'ensemble de l'économie. Le pétrole fera de plus en plus partie du processus d'industrialisation de nos pays comme ce fut le cas et c'est le cas des pays industrialisés. »

Aussi, le jeune fonctionnaire viennois soutient que le prix et la production pétrolières ne réagiront plus dorénavant au marché économique international mais répondront d'abord à l'intérêt national des différents pays producteurs.

« Pour ce qui est des revenus apportés par la vente du pétrole, il ne faut pas comparer la situation des pays de l'OPEP avec celle des nations industrialisées. Dans ce dernier cas, une économie très diversifiée permet d'investir des milliards de dollars. Mais pour les pays de l'OPEP, l'état de l'économie ne permet pas une injection massive et rapide de capitaux. Aussi, il nous faut protéger une ressource qui est en voie de disparition. Ce que nous vendons lorsque nous exportons du pétrole, c'est un actif sans pour autant être assurée de son remplacement. »

M. Al-Janabi a conclu en mentionnant que la prochaine décennie sera difficile en raison d'une offre très faible de pétrole. « La disponibilité très réduite du pétrole obligera les pays à une gestion adéquate des pays. Pour les pays industrialisés, le défi est de gérer leur propre système énergétique. »

Un jeune fonctionnaire de la Sonatrach (Compagnie nationale des pétroles algériens),

M. Nordine Ait-Laoussine s'en est pris pour sa part aux idées reçues voulant que l'OPEP soit à l'origine de la hausse du prix du pétrole.

Tout d'abord, M. Ait-Laoussine a rappelé qu'entre 1950 et 1970, la contribution de l'OPEP à l'approvisionnement mondial a été multipliée par sept pendant que le revenu par baril vendu diminuait de 10% en termes réels.

Pour ce qui est des augmentations depuis le relèvement spectaculaire de l'automne 1973, « les effets de la correction ont été presque annulés dans les cinq années qui ont suivi à la suite de l'impact combiné de l'inflation et de la chute du dollar. »

« Nous devons demeurer vigilants et veiller à ne pas retomber progressivement dans l'erreur qui consiste à encourager, par une politique de prix artificiellement bas, le gaspillage d'une source noble d'énergie. »

Par ailleurs, M. Ait-Laoussine a rappelé, tout comme son collègue de l'OPEP, que le pétrole demeurera en forte demande au cours des prochaines années, malgré les limites des réserves. Pour les pays producteurs, cet outil est la seule voie d'accès au développement. Il faut donc l'utiliser avec sagesse et mesure. Plusieurs pays comme l'Algérie, l'Iran et le Venezuela affichent une hausse de la consommation interne de plus de 15%. « A ce taux qui représente un doublement tous les cinq ans, certains pays de l'OPEP entrent déjà la perspective d'un arrêt de leurs exportations. »

Un participant est intervenu pour demander que fussent alors ces pays pour économiser et conserver l'énergie? La réponse n'a pas tardé à venir: le problème de ces nations en

voie de développement, propriétaires d'une ressource dont ils ont peu profité jusqu'à maintenant se pose de façon fort différente par rapport aux pays industrialisés qui ont été construits avec de l'énergie bon marché!

Pour le vice-président de la Sonatrach, trois conditions sont importantes pour atténuer « l'impact de la crise énergétique vers laquelle nous nous dirigeons rapidement ».

Il faut d'abord mettre en production toutes les sources additionnelles d'énergie en quantités commercialement exploitables. Il importe également de lancer à l'échelle de la planète un programme de recherche pour avoir accès

aux ressources des régions excentriques. Enfin, l'avenir passe par un programme de conservation. « L'OCDE a estimé qu'un programme soutenu de conservation permettrait d'économiser en 1985 l'équivalent d'une production journalière de quatre millions de barils. »

Pour réunir ces trois conditions, un facteur est essentiel: le relèvement des prix.

« Comment voulez-vous encourager la recherche pétrolière dans l'Arctique, l'« offshore » profond autrement que par le prix lorsque l'on sait que des capitaux énormes seront requis dans une aventure qui reste, malgré tout, risquée? »

Comment pouvons-nous es-

pérer que les sources non conventionnelles d'énergie connaissent un développement quelconque si les coûts d'accès à ces sources restent supérieurs au prix courant du pétrole? »

« Quel est enfin le moyen le plus radical pour stimuler la conservation de pétrole et pour lutter contre toutes les formes de gaspillage si ce n'est le relèvement des prix? »

M. Ait-Laoussine a résumé ainsi la situation: « Ou les prix augmentent ou l'offre sera inadéquate. »

Peu de temps avant l'ouverture, à Caracas, de la prochaine conférence ministérielle de l'OPEP, le représentant de l'Algérie a conseillé

aux pays consommateurs de voir dorénavant à une augmentation du prix du pétrole « non pas comme un fardeau à court terme mais comme une sorte de prime d'assurance contre la pénurie ».

Rappelant que plusieurs années s'écoulent souvent entre le début d'un projet énergétique et le commencement effectif de la production, il faut commencer dès maintenant à préparer l'avenir. « Nous allons vivre une période dangereuse au cours de laquelle l'offre apparaît suffisante pour couvrir la demande. En réalité, il ne nous reste que quelques années de suffisance d'énergie. »

Pour sa part, un expert américain, M. Joel Darnstadt,

ter a présenté un exposé assez théorique montrant que la persuasion, l'information et la réglementation ne suffisent pas à convaincre les consommateurs à réduire leurs dépenses d'énergie. « La meilleure façon d'encourager la conservation, c'est de faire payer le prix pour la non-conservation. »

Un expert du St. Anthony's College, d'Oxford, M. Robert Mabro a pris la défense de l'OPEP et son rôle dans la fixation du prix du brut tout en déplorant qu'une demande excessive faussait quelque peu le marché. Une augmentation de production de l'Arabie Saoudite pourrait être un mode de régulation de l'offre.

## Un moment s'il-vous-plaît!

Depuis le règlement de son récent conflit de travail, Bell Canada a déjà répondu à plusieurs dizaines de milliers de demandes de service. Malgré tous nos efforts, plusieurs de nos abonnés sont encore sans téléphone.

Actuellement, la priorité est accordée aux abonnés privés de service téléphonique et nous pouvons affirmer que, de ce côté, un retour à la normale est prévu pour la fin de l'année. Nous tentons par ailleurs de servir tous nos abonnés le plus rapidement possible.

Nous prions les abonnés qui ont déjà fait une demande de service de ne pas rappeler au bureau d'affaires puisque leur commande a été prise en note et que nous communiquerons avec eux dès que nous serons en mesure de leur fournir le service demandé. Soyez assuré que nous ferons diligence afin de vous servir dans les meilleurs délais.

Bell vous remercie de votre compréhension.

### DÉCÈS



M. Robert Trotter

À Montréal, le 28 octobre 1979, est décédé M. Robert (Jos) Trotter, fils de Ernest Trotter et d'Adelice Carpentier de St-Séverin de Prouville. Le défunt laisse dans le deuil son épouse Monique Desrosiers, ses enfants Michel (époux de Hélène McMurray), Chantal, Marie-France, Marie-Josée ainsi que sa petite-fille Maude, ses sœurs et beaux-frères: M. Mme Armand Francoeur (Lucille Trotter), de Shawinigan, M. Mme Maurice Laurence (Hélène Trotter) de Shawinigan-sud, Soeur Fernande Trotter S.P. de Montréal, Mlle Jeannine Ernestine et Jacqueline Trotter de St-Tite, ses oncles, tantes, neveux et nièces, cousins et cousines ainsi que de nombreux amis. Il était l'oncle de Louis-Gilles Francoeur, journaliste au DEVOIR. Les funérailles auront lieu le mercredi 31 octobre. Le convoi funéraire partira à 13 h 50 heures des salons Cardinal et Neveu, 2068 Dandurand, pour se rendre à l'église St-Esprit de Rosemont où le service sera célébré à 14 h 00 heures et de là, au cimetière Côte des Neiges lieu de la sépulture. Parents et amis sont invités.



100 tractions chaque matin? C'est courageux.

...10 minutes de Slendertone, c'est moins fatigant. (même si vous lisez le journal en même temps)

Slendertone agit directement sur les muscles par l'intermédiaire de disques souples disposés sur des points précis. Ils provoquent des contractions régulières qui font travailler tous les muscles de votre corps en profondeur, exactement comme le feraient des mouvements de culture physique... Les contraintes en moins



**l'abeille** INC.  
800 Rue Berri, Tél.: 842-2537  
Montréal  
MÉTRO CHAMPS DE MARS

**Bell**





## L'eau potable reviendra à Longueuil

Le premier ministre Lévesque a inauguré, hier à Longueuil, la phase initiale d'un projet de \$30 millions qui permettra, d'ici 1982, d'éliminer complètement le problème des pénuries d'eau potable que connaissent périodiquement les villes de Boucherville, Saint-Hubert et Saint-Bruno, alimentées par l'usine régionale de Longueuil. Le maire Marcel Robidas ainsi que M. Pierre Marois, ministre d'État au développement social et député de Laporte, accompagnaient M. Lévesque qui a puisé un seau d'eau symbolique du puits près de l'usine de filtration. (Photo Jacques Grenier)

## Au procès du propriétaire de l'autobus du lac d'Argent

# Un survivant relate la tragique descente

La voix étranglée par les sanglots, M. Maurice Paquette, 54 ans, un des survivants de l'accident d'autobus qui a fait 40 victimes en août 1978, a fourni un témoignage ému, hier, alors qu'il a expliqué comment il a pu échapper à la mort, en se maintenant en équilibre sur le toit de l'autobus alors que l'eau, qui s'infiltrait de plus en plus à l'intérieur, avait déjà fait de nombreuses victimes parmi les passagers.

A plusieurs reprises, M. Paquette, concierge à Trois-Lacs, a dû interrompre son témoignage pour essuyer quelques larmes et c'est à grand peine qu'il a pu compléter son récit des événements tragiques, qui ont conduit au procès contre le propriétaire de l'autobus.

Gilles Bolduc, 37 ans, est accusé de négligence criminelle en rapport avec la mort de Mme Bernadette Proulx, dont le corps fut le premier à être repêché du Lac d'Argent, à quelque 100 kilomètres de Montréal, dans la municipalité d'Eastman.

L'enquête du coronar a démontré que l'accident, le pire de l'histoire routière canadienne, était attribuable à une défectuosité des freins.

Bolduc subit son procès devant le juge Jean-Louis Pélouin, de la Cour supérieure, et un jury composé de sept hommes et cinq femmes.

M. Paquette a d'abord raconté que la quarantaine d'handicapés physiques et mentaux, accompagnés de leur sept surveillants, venaient d'assister, en cette soirée du 4 août 1978, à une représentation au théâtre d'été d'Eastman.

Au retour, a expliqué le témoin, aussitôt amorcée la descente de la colline, qui conduisit à la salle de spectacle, l'autobus s'est mis à accélérer rapidement.

Pendant que le chauffeur tentait de garder le contrôle de son véhicule sur cette route sinueuse, les passagers étaient projetés de tous côtés. Selon le témoin, l'autobus devait rouler à une vitesse de 100 kilomètres à l'heure lorsqu'il est arrivé au bas de la colline. À ce moment, ne pouvant négocier le virage, le véhicule est allé s'enfoncer dans les eaux du lac d'Argent.

« Il y a eu soudainement un grand bruit lorsque nous avons heurté l'eau, a dit M.

Paquette. Tout le monde s'est alors mis à hurler. L'eau a fait ralentir légèrement la vitesse de l'autobus, mais nous avons continué de flotter comme un bateau, pendant cinq ou six minutes ».

Lorsque l'autobus s'est immobilisé, a expliqué le témoin, tout le monde s'est tu. Après environ 12 minutes, M. Paquette a commencé à sentir l'eau sous ses pieds.

« Ma femme était à l'arrière de l'autobus », a expliqué d'une voix émue le té-

moïn, qui ne pouvait maîtriser ses émotions en pensant à son épouse, qui est morte dans l'accident.

M. Paquette a ensuite expliqué qu'il avait pu regagner à la nage la rive et qu'il avait essayé d'obtenir de l'aide des témoins de l'accident qui, munis de lampes de poche, s'étaient rassemblés près d'embarcations qui se trouvaient tout près.

M. Paquette a expliqué qu'une fois en route vers Eastman, le chauffeur s'est arrêté trois fois pour arranger l'accélé-

## Le double meurtre du pont Jacques-Cartier

# La préméditation ne fait pas de doute pour la Couronne

par Bernard Morrier

Tout en relevant le caractère sadique des deux accusés, le procureur de la Couronne, Me Jean-Pierre Bonin, a déclaré hier que la préméditation et la mise en preuve d'actes similaires devraient être suffisants pour que Normand Guérin et Gilles Pimparé soient reconnus coupables du meurtre au premier degré de Chantal Dupont et Maurice Marcl, ces deux adolescents qui avaient été jetés dans le Saint-Laurent, du haut du pont Jacques-Cartier, après avoir été étranglés, le 4 juillet dernier.

Me Bonin a soutenu que l'intention des accusés de tuer était évidente, si on s'en reporte au témoignage de victimes de vol sur le pont Jacques-Cartier, à qui Pimparé et Guérin ordonnaient d'obéir sous la menace de les jeter dans le Saint-Laurent.

Dans ses représentations qui ont duré une trentaine de minutes, Me Bonin a aussi fait ressortir que, dans leurs déclarations communiquées à la Sûreté du Québec, Pimparé et Guérin avaient donné une description des vêtements des victimes qu'ils avaient assaillies et que celle-ci correspondait exactement à ce que les cadavres portaient sur eux quand on les a retrouvés dans le Saint-Laurent, une semaine plus tard.

Quant au fait que Pimparé aurait été en état d'ébriété au moment du double meurtre, Me Bonin a repoussé cette affirmation en faisant valoir que l'accusé ne

pouvait être ivre au point de ne pas savoir ce qu'il faisait et que, dans un tel état, il n'aurait pu s'aventurer sur la passerelle où il a conduit ses victimes avant de les tuer.

De son côté, le procureur de Pimparé, Me Jacques Rioux a opiné qu'il serait dangereux de condamner son client sur une preuve indirecte et il a demandé aux jurés de l'acquitter ou de le condamner sous une accusation moindre.

Selon lui, la déclaration de son client mise en preuve est illégale, étant donné que les agents de la Sûreté du Québec n'étaient pas munis d'un mandat d'arrêt signé par le Procureur général du Québec, quand ils sont allés chercher son client au centre de détention Parthenais.

De plus, on ne devrait pas tenir compte du test au polygraphe, attendu que Pimparé ne l'a pas subi dans des conditions idéales.

Il a conclu en disant que les policiers ont tenté de faire entrer la déclaration de son client dans un moule précis, allant dans le sens que l'on voulait. À part celle-ci, on n'a aucune preuve, a-t-il soutenu, que les victimes ont été tuées et jetées dans l'eau par les accusés.

Pour sa part, Me Jean-Paul Braun, qui représente Guérin, a demandé au jury de deux femmes et neuf hommes (l'un s'étant retiré pour maladie) d'oublier la publicité scabreuse et le caractère horrible qui ont entouré le meurtre des deux

Voir page 6: La préméditation

## Dans les commissions scolaires

# Faut-il payer les parents?

(par Paule des Rivières) — Faut-il prévoir un salaire pour les parents qui siègent, à compter de jeudi, au conseil des commissaires d'école du Québec?

La Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM) se pose la question et ses avocats estiment que la loi 30 adoptée cet été ne contient aucune précision à ce sujet.

Les commissaires d'école élus reçoivent un salaire de \$5,225; ceux qui forment le conseil exécutif touchent \$7,400 de plus. La loi 30, qui modifie la loi de l'instruction publique, prévoit que les délégués des parents participeront aux débats des deux instances.

La loi 30 stipule que le représentant d'un comité de parents a les mêmes droits, pouvoirs et obligations que les commissaires. Un détail cependant et il est de taille, les délégués de parents doivent se contenter d'un droit de parole et ne peuvent voter. Ce droit avait fait l'objet d'un débat que le ministère de l'Éducation a lui-même tranché en se ralliant à la position des commissaires soutenant qu'en tant que représentants élus ils parlaient pour les parents.

Quant aux parents, ils n'étaient pas unanimes sur cette question et beaucoup craignent que leur présence sans droit de vote à la table des commissaires ne relègue encore davantage dans l'ombre les comités actuels de parents bénévoles, élus par des assemblées de parents, dont les pouvoirs sont exclusivement consultatifs même si certaines commissions ont pris l'initiative d'élargir leur mandat.

La loi adoptée cet été prévoit qu'à compter de l'an prochain les délégués au conseil des commissaires (un pour chaque niveau d'enseignement) seront élus avant le premier juin pour l'année sui-

vante et que c'est le secrétaire-général de chaque commission qui convoque pour ce faire les membres du comité de parents. Pour cette année, les nouveaux venus au conseil des commissaires doivent être élus cette semaine.

## L'alcool et la santé

CHICAGO (AFP) — Une consommation modérée de bière, vin et spiritueux peut réduire les risques de crise cardiaque, indique une étude réalisée sur 1,100 hommes et qui publiera prochainement le journal de l'Association des médecins américains.

Selon cette étude conduite par l'école de médecine d'Harvard, un homme qui boit trois bières, trois verres de vin et deux verres d'apéritifs par jour est moins exposé à une maladie coronarienne que celui qui s'abstient de toute consommation d'alcool.

Cependant, précise l'étude, les médecins doivent considérer chaque cas avant de « prescrire » des boissons alcoolisées. « Avec 17 millions d'alcooliques aux États-Unis, souligne le Dr W. Castelli de l'Institut national de cardiologie, le pays n'est peut-être pas prêt à comprendre notre message ».

# Le Front commun jongle encore avec l'idée d'une grève générale

par Paule des Rivières

Les syndiqués du secteur public tentent à nouveau de contrer l'accélération des négociations dans laquelle le gouvernement est résolument engagé: les fonctionnaires rejettent vraisemblablement les offres salariales de l'État sans consulter leurs membres et les syndiqués du Front commun jonglent à nouveau avec l'idée d'une grève générale.

Il s'agit, pour les responsables des 190,000 membres du Front commun, d'une deuxième entreprise de mobilisation, survenant après un long week-end de cogitation hermétique et moins d'une semaine après le débrayage au succès mitigé de la CSN.

Hier soir, la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) dont les 85,000 membres, en majorité des enseignants, avaient mis le hola au projet de deux journées de grève générale que le Front commun (CSN-FTQ-CEQ) voulait décréter ce mois-ci, entamait une série d'assemblées pour obtenir un vote de grève générale au moment jugé opportun. Il est plausible que les deux autres centrales annoncent des intentions similaires aujourd'hui.

Par ailleurs, il y a eu revirement chez les dirigeants du Syndicat des 45,000 fonctionnaires provinciaux du Québec (SFPQ) qui parlaient hier d'oublier leur engagement de la semaine dernière à l'effet de soumettre des dernières propositions salariales de l'État à leurs membres.

Hier, les 61 membres du bureau de négociation du syndicat se sont réunis et un porte-parole déclarait que les chances de consultation étaient « minimes ». On en saura plus long aujourd'hui.

Le SFPQ est en négociation avec le gouvernement depuis un an et demi. Les parties sont divisées sur les questions salariales et c'est justement sur l'abolition du principe actuel d'indexation des salaires que le Front commun veut mobiliser ses adhérents.

Les quelques milliers de fonctionnaires, payés à même le fonds de grève du syndicat, qui devraient quotidiennement depuis plusieurs mois, ont réussi à paralyser des secteurs névralgiques d'activité gouvernementale et le syndicat estime que suspendre les moyens de pression durant le mois de consultation de ses membres nécessiterait, advenant un rejet des offres par les membres, une réorganisation trop substantielle.

De plus, le syndicat semble avoir acquis la certitude que même si les moyens de pression se poursuivaient pendant les semaines de vote, leur cause serait diluée

et le gouvernement gagnerait du temps.

De son côté, le gouvernement a fait savoir la semaine dernière qu'il prendrait les mesures qui s'imposeraient si les débrayages sporadiques ne prenaient pas fin d'ici quelques jours. Hier, le président de la Commission des accidents du travail (CAT), M. Robert Sauvé, annonçait « des mesures d'urgence » pour les accidents qui guettent en vain le facteur depuis quelques semaines.

La CAT a constitué des équipes de travail avec ses cadres et traitera des dossiers des accidentés absents de leur travail depuis 15 jours. Quant aux prestataires déjà inscrits, ils devraient recevoir leurs chèques bientôt.

En invitant ses membres à entériner une grève générale, le président de la CEQ, M. Robert Gaulin, a déclaré: « Si nous voulons une bonne convention, il nous faut un bon vote de grève. Et meilleur sera le vote, meilleure sera la convention ».

## AUJOURD'HUI

Jusqu'à demain se poursuit, au Château Frontenac à Québec, le Colloque international d'économie pétrolière, organisé par le Groupe de recherche en économie de l'énergie, de l'Université Laval.

À 14 h, causerie de M. Jean L'Archevêque, s.j., sur les « Épitres de Saint-Paul », au Collège Brébeuf, 5625 rue Decelles.

Aujourd'hui et demain, colloque québécois de la formation en milieu de travail, à l'hôtel Reine Elizabeth.

À 14 h, conférence de M. Jacques Dufresne, directeur de la revue *Critère*, devant la Société d'étude et de conférences, à la Bibliothèque nationale du Québec, 1700 rue Saint-Denis.

À 20 h 30, conférence de M. Jacques Gadey, de l'Université de Paris VII, sur la psychologie clinique, au pavillon Hubert-Aquin de l'Université du Québec à Montréal, 1255 rue Saint-Denis.

À 20 h, l'administration municipale de Montréal rencontre les comités d'annexion et les citoyens de Pointe-aux-Trembles, au sous-sol de l'église Saint-Enfant-Jésus, à l'angle des rues Saint-Jean-Baptiste et Notre-Dame.

Les collectes de la Croix-Rouge sont: à l'Agora du Cégep Ahuntsic, 9155 rue Saint-Hubert, de 9 h 30 à 16 h; à l'église Saint-Conrad, 6956 rue des Ormeaux, à Anjou, de 14 h 30 à 17 h et de 18 h 30 à 20 h 30.

PLACEMENTS EN  
**OBLIGATIONS**  
AVEC RENDEMENT  
DÉFIANT TOUTE CONCURRENCE

**12 1/2%**

échéance au choix  
1 à 10 ans

Les intérêts sont payables semi-annuellement

LÉVESQUE, BEAUBIEN INC.

Pour plus d'informations,  
veuillez communiquer avec nous

Montréal 879-2222

Ottawa	232-9681	St-Hyacinthe	774-5354
Sherbrooke	569-5583	Victoriaville	758-3131
Trois-Rivières	379-0000	Joliette	759-0160
Moncton	855-9926	Rivière-du-Loup	862-9341
Rouyn-Noranda	762-4347	St-Jean	348-4720
Québec	529-1771	Valleyfield	371-0368
Chicoutimi	549-8888	Granby	372-3177
Ste-Adèle	229-4000	Bedford	248-2531
Drummondville	477-5024	Val d'Or	824-3687

**La Chambre de commerce de Montréal**

**Déjeuner-causerie hebdomadaire**

**LE MARDI, 30 OCTOBRE 1979**

**M. MARCEL CARON**  
Associé de Clarkson, Gordon & Cie  
et  
Président de la Corporation des HEC  
Titre: «L'Homme d'affaires de demain, actif ou passif?»

**Hôtel Windsor**  
12 h 30  
Le public est admis  
Billets à l'entrée \$11.

Des carnets d'abonnement sont également disponibles \$90.

Renseignements: 866-2861

**Fiducie du Québec**

**dépôts garantis**

**13% 12 1/2% 12%**

**1 an 2 ans 3, 4 et 5 ans**

● dépôt initial minimum \$1,000;  
● intérêts versés annuellement.

Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôt du Québec

**La Fiducie du Québec... pour un choix de modes d'épargne**

La Fiducie du Québec a préparé à votre intention un dépliant sur les Dépôts Garantis. Pour obtenir ce dépliant, venez ou téléphonez-nous.

**Fiducie du Québec**  
Service à la clientèle, Modes d'épargne

**Montréal:**  
1, Complexe Desjardins  
(514) 281-8840  
De l'extérieur, composez sans frais  
1-800-361-6840 (demandez le poste 8840).

**Nouvelle succursale de Laval:**  
Place Val des Arbres, Tour A  
1600 est, boulevard Saint-Martin  
(514) 668-5223  
De l'extérieur, composez sans frais  
1-800-361-3905

**desjardins**







# WILLIAM JARVIS AU DEVOIR

## Poursuivre la rénovation du régime fédéral

Ministre d'État chargé des relations fédérales-provinciales dans le gouvernement conservateur, M. William Jarvis a répondu aux questions que LE DEVOIR lui a posées ces jours derniers au sujet de ses orientations en matière de fédéralisme et de constitution comme à propos de l'attitude qu'adopte Ottawa à l'égard du référendum au Québec. Pour la première fois peut-être depuis l'accession des conservateurs au pouvoir, un ministre formule avec clarté et précision une politique qui, pour être fondée sur le pragmatisme, n'en apparaît pas moins cohérente. Plusieurs des idées déjà exprimées par M. Clark sont ici reprises et développées. M. Jarvis annonce — on le note avec intérêt — que son gouvernement est prêt à négocier des « accords bilatéraux » dont les termes pourront « varier d'une province à l'autre ».

— Monsieur le ministre, à quelques reprises depuis l'accession des conservateurs au pouvoir, votre gouvernement a pris à l'égard des provinces des décisions politiques qui ont retenu l'attention, notamment le retrait du projet de loi sur le référendum, les arrangements sur les loteries, la confirmation de la compétence exclusive des provinces sur les richesses naturelles, la renonciation à la priorité fédérale des richesses sous-marines du plateau continental. Ces décisions marquent-elles les premiers jalons d'une nouvelle politique fédérale-provinciale?

**M. Jarvis:** Les initiatives auxquelles vous vous référez ne sont pas des coups d'épée dans l'eau mais s'insèrent bel et bien dans le cadre d'une politique générale en ce qui touche les relations fédérales-provinciales. Le discours du Trône prononcé le 9 octobre par le gouverneur général est on ne peut plus clair à ce sujet: le gouvernement est résolu à poursuivre la rénovation du régime fédéral entreprise depuis son assermentation. Bien sûr, c'est en tout temps la responsabilité première du gouvernement fédéral, comme d'ailleurs des gouvernements provinciaux, de veiller au bon fonctionnement des institutions politiques de la Fédération; mais nous nous devons aujourd'hui d'accorder à cette entreprise la plus haute priorité.

Je ne vous apprendrai pas que de graves tensions éprouvent depuis plusieurs années notre système fédéral. Les causes de ces tiraillements sont nombreuses et complexes, puisqu'elles procèdent du processus de maturation de la société canadienne. Certaines sont d'ordre économique et social, d'autres d'ordre culturel et linguistique; mais il en est d'autres encore qui sont de nature politique. Car les affrontements qui ont marqué, pendant cette période, les relations entre nos deux ordres de gouvernement ont aggravé des mouvements de désaffection politique qui, s'ils se manifestent diversement dans les régions du pays, grèvent toujours lourdement l'essor de la Fédération.

Un coup de barre s'imposait: le gouvernement l'a donné. Et les progrès réalisés depuis quelques mois n'ont fait que raffermir notre volonté d'imprimer une orientation nouvelle aux affaires de la Fédération et aux relations fédérales-provinciales. Comme notre politique en



ce domaine est assez différente de celle du gouvernement précédent, il me paraît important d'exposer les raisons qui nous y ont amené et de fournir un certain nombre de précisions sur ses grandes articulations.

Si j'avais à résumer en un mot la différence entre notre optique et celle du gouvernement précédent en matière de relations fédérales-provinciales, je dirais que la nôtre est pragmatique plutôt que théorique. Comme le soulignait le discours du Trône, nous voulons, de concert avec nos partenaires provinciaux, apporter des solutions pratiques à des problèmes concrets. Ce qui est dit dans ce discours à propos des relations fédérales-provinciales ne se limite donc pas aux paragraphes traitant nommément de cet aspect de la politique du gouvernement. Cela est à mon avis très important et à échappé, jusqu'ici, à de nombreux Canadiens. Car bon nombre des mesures annoncées dans le discours du Trône ont été retenues et conçues précisément pour assurer que le système fédéral fonctionnera désormais plus efficacement et plus équitablement pour tous les Canadiens. Par exemple, les réformes que nous proposons pour accroître le pouvoir du Parlement permettront aux députés de toutes les régions du pays, même lorsqu'ils siègent dans l'opposition, de participer plus effectivement à la conduite des affaires de la Fédération. En outre, la loi sur l'accès à l'information permettra aux citoyens de toutes les régions d'être mieux renseignés sur le fonctionnement de notre système, et de participer plus activement au processus démocratique. Dans le domaine économique, le gouvernement s'est engagé à tirer parti de la vitalité des régions du Canada; et cet engagement aura des répercussions positives et concrètes sur le fonctionnement de notre système fédéral. Ce sera notamment le cas de la nouvelle politique énergétique que nous sommes en train d'élaborer, du Livre blanc sur la mise en valeur des pêcheries, de la conférence nationale sur le développement économique que convoquera mon collègue, M. de Cotret, des efforts visant à assurer une répartition équitable des contrats entre les divers chantiers maritimes du pays et à reconstituer efficacement une marine marchande, de nos initiatives pour améliorer le système de transport des céréales et ainsi de suite. Je souligne que ce sont là des domaines où les provinces se sont souvent plaintes des politiques fédérales, ces dernières années, et qu'à défaut de solutions adéquates aux problèmes qui s'y manifestaient, les tensions entre nos deux ordres de gouvernement s'en sont trouvées accrues.

Notre parti, alors dans l'opposition, en est devenu péniblement conscient; et nous en avons conclu qu'il est impossible de dissocier la substance et la forme dans la conduite des relations fédérales-provinciales. D'où le pragmatisme de notre démarche.

— Dans votre optique, somme toute, à peu près tout ce qui est du ressort du Parlement fédéral affecte les relations fédérales-provinciales...

**M. Jarvis:** Ce n'est peut-être pas vrai dans tous les domaines, mais c'est ce qui découle le plus souvent, selon nous, de la pratique du vrai fédéralisme. Mais pour rétablir cette pratique, il nous fallait commencer quelque part et la faire dès notre accession au pouvoir. Avant tout, il nous a paru essentiel de restaurer un climat de confiance et de coopération entre l'autorité fédérale et les provinces. Nous nous y sommes employés en consultant plus fréquemment et de manière plus approfondie nos collègues provinciaux, aussi bien pour obtenir leurs vues sur l'orientation future des politiques nationales que pour revoir avec eux les affaires en cours ou en suspens. Cet effort de consultation s'étendra à tous les domaines d'intérêt conjoint au cours des mois à venir, et devrait être particulièrement fructueux lors des réunions préparatoires à la Conférence des premiers ministres et à la Conférence nationale sur le développement économique.

Il nous fallait ensuite démontrer que le gouvernement entend désormais promouvoir l'intérêt général de tous les Canadiens non pas envers et contre les provinces, mais plutôt avec elles, comme la Constitution l'y oblige. C'est dans cet esprit que nous avons amorcé des négociations avec les provinces afin de renouveler certaines grandes politiques nationales, notamment en ce qui touche l'énergie et le développement économique. Ces négociations sont essentielles puisque, le plus souvent, une politique n'acquiesce une envergure véritablement nationale que si elle résulte de la convergence des initiatives fédérales et des initiatives provinciales — bref que si tous les gouvernements du pays tirent dans la même direction. La raison en est bien simple: la Constitution actuelle répartit les compétences législatives entre le Parlement et les Législatures provinciales de telle manière que, dans de nombreux domaines, ils ne peuvent être efficaces s'ils agissent indépendamment l'un des autres, et vice-versa. Et je doute qu'on puisse jamais en arriver à une répartition

des pouvoirs qui supprimerait complètement cette interdépendance. En d'autres mots, il est souvent possible, sous l'empire de la Constitution actuelle, qu'une ou plusieurs provinces réduisent l'efficacité de quelque initiative fédérale. L'inverse peut aussi se produire et, dans les deux éventualités, nous ne pourrions parler de politiques véritablement nationales.

Je m'empresse toutefois de souligner que, pour nous, coopération n'est pas synonyme de « apaisement », pour reprendre le mot utilisé récemment par le critique libéral en matière de relations fédérales-provinciales, M. Jean-Christien. Comme M. Clark le rappelait récemment aux Communes, tous les partis fédéraux — le nôtre compris, bien entendu — reconnaissant la nécessité d'une autorité fédérale qui soit suffisamment forte pour assurer à tous les Canadiens le minimum vital en matière de services publics, pour forger les instruments de notre croissance économique, et pour être le maître d'œuvre des grandes politiques nationales. Lorsque l'intérêt général est en jeu, c'est évidemment le Parlement qui est l'ultime responsable et qui détient l'autorité suprême. Et si des enjeux de toute première importance étaient menacés par une impasse fédérale-provinciale, le gouvernement ou le Parlement pourraient intervenir et le feraient sans doute avec l'appui de la population.

Hormis ces situations d'urgence nationale, nous entendons toutefois miser, jusqu'à preuve du contraire, sur la volonté et la capacité de coopération de nos deux ordres de gouvernement. Il est bien sûr inévitable, dans un pays aussi divers que le Canada, que des divergences de vues et d'intérêts surgissent entre les provinces, ou entre celles-ci et l'autorité fédérale; mais il est tout à fait évitable que ces divergences ne dégénèrent régulièrement en affrontements politiques. Pour y parvenir, il faut d'abord que le gouvernement fédéral ait assez d'élévation pour reconnaître que la participation des provinces à l'élaboration et à la mise en œuvre des grandes politiques nationales est essentielle. Il faut ensuite qu'il ait assez de force et de patience pour ne jamais se départir de sa volonté de conciliation.

Bien sûr, la réciprocité est également nécessaire: il faut aussi que le gouvernement de chaque province cherche à promouvoir l'intérêt de ses commettants, non pas envers et contre les autres provinces, mais plutôt dans un esprit de concertation et de solidarité nationales, comme la Constitution l'y oblige. Car la coopération fédérale-provinciale, pour vraiment promouvoir les intérêts de tous les Canadiens, ne pourra être à sens unique. Il est certains domaines où à notre avis, les provinces devront accepter plus volontiers, à l'avenir, les fonctions d'encadrement ou de coordination de l'autorité fédérale. Le premier ministre en a déjà signalé quelques-uns, soit les relations internationales et l'activité financière des trésoreries provinciales à l'étranger.

— Que faut-il attendre de cette conception du fédéralisme dans les mois qui viennent?

**M. Jarvis:** J'y venais justement. La mise en marche de la rénovation du système fédéral exigeait en outre que le gouvernement se montre prêt à négocier de nouveaux arrangements politiques et administratifs avec les provinces et à arrêter ainsi, pragmatiquement et graduellement, un nouveau partage des responsabilités entre les autorités de la Fédération. Comme cela ne peut se faire du jour au lendemain, il nous a paru important de donner des signes concrets de nos intentions, et cela, dès après notre accession au pouvoir. Voilà pourquoi nous nous sommes efforcés de conclure une entente avec les provinces nous permettant de nous retirer du domaine des loteries moyennant compensation financière. Voilà aussi pourquoi le gouvernement n'a pas tardé à confirmer sa volonté de conclure un nouvel accord avec les provinces côtières sur les ressources minérales se trouvant au large des côtes. Le même souci nous a étalé poussé à engager des pourparlers avec les provinces pour réduire les chevauchements de programmes et les doublages de services publics. Pour peu que nos partenaires provinciaux y consentent, ces pourparlers pourront conduire rapidement à des réformes importantes du système fédéral. Vous permettrez donc que je résume les principes qui orienteront notre démarche.

Premièrement, les nouveaux arrangements politiques ou administratifs qui seront négociés avec les provinces devront réduire les possibilités de friction ou de conflit entre les deux ordres de gouvernement et permettre aux citoyens de discerner plus facilement qui est responsable de quoi.

Deuxièmement, pour qu'il y ait vraiment réduction des chevauchements, ces ententes devront comporter des avantages réels pour les citoyens, que ce soit en leur qualité de contribuables ou de bénéficiaires des services publics. En d'autres mots, ces services devront, soit coûter moins cher, soit être de meilleure qualité, et cela dans les deux sphères de gouvernement.

Troisièmement, ce volet de la rénovation du système fédéral ne devra pas lui non plus être à sens unique. La réordonnance ou la consolidation des programmes pourra donc dans plusieurs cas accroître les responsabilités des provinces, mais il ne devra pas être exclu que, dans d'autres, cela se fasse sous l'autorité fédérale; et les décisions requises

devront être fondées sur l'équité et l'efficacité.

Quatrièmement — et cela m'apparaît capital — le gouvernement est prêt à négocier des accords bilatéraux avec les provinces dont les termes, au surplus, pourront varier d'une province à l'autre. Nous croyons que l'autorité fédérale doit être disposée à instaurer de telles variantes afin de rendre au système fédéral la souplesse requise pour satisfaire aux divers besoins et aux diverses aspirations des différentes régions du Canada. Dans certains éventualités, cette flexibilité pourra permettre aux provinces côtières de mieux planifier et gérer la mise en valeur de leurs richesses maritimes; dans d'autres, elle pourra conduire à l'amélioration des programmes gouvernementaux dans les régions où l'agriculture ou l'exploitation des ressources prédomine; ailleurs, soit dans les régions où nos industries manufacturières sont concentrées, elle pourra assurer une meilleure coordination des politiques économiques. Enfin, cette flexibilité pourra encore mieux accommoder notre système fédéral à la dualité linguistique du pays et lui permettre de mieux satisfaire aux besoins linguistiques et culturels de nos citoyens de langue française, aussi bien ceux du Québec que des autres provinces.

Enfin, s'il nous paraît probable que plusieurs de ces nouveaux arrangements pourront s'inscrire dans le cadre de la Constitution actuelle, nous prévoyons que, dans d'autres cas, les dispositions constitutionnelles arrêtées il y a plus d'un siècle par les Pères de la Confédération ne pourront s'accommoder du nouveau partage des responsabilités que les deux ordres de gouvernement de la Fédération jugeront plus conforme aux besoins et aux aspirations du Canada d'aujourd'hui. La pratique du système fédéral exigera alors que l'on modifie la Constitution; et le gouvernement n'hésitera pas à la modifier, avec l'agrément des provinces. Voilà encore une fois pourquoi le gouvernement a confirmé récemment sa volonté d'étendre la compétence des provinces côtières aux ressources minérales se trouvant au large des côtes.

— Comment réconcilier cette dernière orientation avec les propos récents du premier ministre sur le renouvellement de la Constitution? N'a-t-il pas clairement indiqué qu'il ne comptait pas déposer de nouvelles propositions constitutionnelles dans un avenir prévisible?

**M. Jarvis:** Que je sache, M. Clark n'a pas exclu qu'il puisse se révéler nécessaire de modifier la Constitution pour rendre le fonctionnement du régime fédéral plus efficace et plus harmonieux. Ce qu'il a exclu, c'est que lui-même ou quelqu'un de ses ministres descende bientôt de la Colline parlementaire portant comme Moïse les tables de la loi constitutionnelle — soit un ensemble de propositions visant un renouvellement global de la Constitution et qui auraient été conçues unilatéralement par le gouvernement fédéral. Ce que le premier ministre

a dit, somme toute, c'est que nous avons renoncé à toute velléité de paternalisme, d'impérialisme constitutionnel. Encore là, la démarche de notre gouvernement sera pragmatique. Il est possible qu'une réforme globale de la Constitution, qu'une « grande négociation » soit nécessaire; encore que même les provinces, y compris d'ailleurs le Québec, souhaitent le maintien de plusieurs des dispositions actuelles — la compétence exclusive des législatures en ce qui touche l'éducation, par exemple. Mais pour que cette grande négociation conduise à un renouvellement du pacte confédératif qui puisse être agréé par toutes les autorités de la Fédération, il faudrait, d'une part, qu'elle soit fondée sur une assez large convergence de vues sur les principes fondamentaux et, d'autre part, que toutes les provinces y participent pleinement et de bon gré. Or, comme le premier ministre l'a signalé récemment, il ressort clairement de nos consultations avec les autorités provinciales qu'à l'heure actuelle, ces préalables n'existent pas.

Il y aurait donc bel et bien blocage dans le dossier constitutionnel, comme le soutient le premier ministre Lévesque...

**M. Jarvis:** Je vous dirai franchement que, si blocage il y a, il m'apparaît surtout imputable aux positions du gouvernement québécois, positions qui découlent de son option politique et de sa stratégie référendaire. Car ce que j'ai constaté, lors de mes consultations avec les autres autorités de la Fédération, c'est une nette volonté de réforme, une convergence de plus en plus précise de leurs conceptions, et même une certaine impatience d'arrêter enfin, d'un commun accord, une première série de modifications constitutionnelles. Il faut savoir et faire savoir, au Québec, que la notion voulant que le reste du pays soit irrémédiablement rivé au « statu quo » n'est qu'un mythe propagé à des fins partisans, par certains politiciens provinciaux. Les Québécois sous-estiment grandement, il me semble, l'influence qu'ils ont eue sur l'évolution des idées et des doctrines constitutionnelles dans les autres régions du pays; et cette influence s'est fait sentir bien avant le 15 novembre 1976, sous les gouvernements Duplessis, Sauvé, Lesage, Johnson, Bertrand et Bourassa. En grande partie grâce au Québec, il s'est produit à travers le pays un véritable bouillonnement d'idées en matière constitutionnelle qui a conduit à l'élaboration d'innombrables propositions de réforme, de propositions souvent audacieuses. De nombreux documents officiels en attestent: le rapport Pepin-Robarts, bien sûr, mais aussi celui du Barreau canadien, qui représente les élites juridiques de toutes les provinces, les études et les cahiers de propositions publiés par la Colombie-Britannique, l'Alberta et l'Ontario, les positions rendues publiques par presque toutes les provinces lors des deux dernières conférences des premiers ministres, sans parler des propositions faites par l'ancien gouvernement fédéral et celles mises de l'avant par le Parti progressiste-

conservateur lorsqu'il était dans l'opposition.

Qui aurait cru, il y a dix ans, qu'un gouvernement de notre Colombie axerait un jour tout un projet de réforme constitutionnelle sur le remplacement du Sébat par une Chambre des provinces au sein du Parlement fédéral — idée alors mise de l'avant par le gouvernement Bertrand? Qui aurait cru que la Saskatchewan, qui avait naguère la réputation d'être la plus « centralisatrice » des provinces de l'Ouest, réclamerait un jour avec autant d'insistance que le Québec un nouveau partage des compétences en matière de communications? Qui aurait cru que l'Alberta, province multiculturelle s'il en est une, en viendrait à mettre de l'avant, en ce qui touche la culture, des propositions très proches de celles du gouvernement Bourassa?

Je ne dis pas que tout cela est nécessairement au gré du gouvernement fédéral. Je ne prétends pas non plus que nous sommes à la veille d'en arriver à un consensus dans tous les domaines car ce n'est pas le cas — et heureusement, puisqu'il est impensable que l'on forge un consensus national sur des questions aussi importantes sans le concours du Québec. Je constate tout simplement que les autres provinces ont bel et bien délaissé le « statu quo » et ont opté pour le changement, pour le renouvellement. Donc si blocage il y a, il vient d'ailleurs.

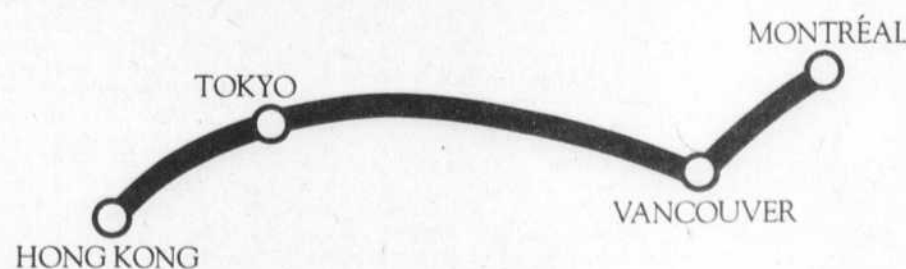
Faut-il en conclure que votre gouvernement, en matière constitutionnelle, s'accorde une longue période de réflexion et de révision avant de rouvrir le dossier?

**M. Jarvis:** Notre démarche, je le répète, sera pragmatique. Nous allons certainement pousser plus avant notre réflexion constitutionnelle, raffiner notre problématique, et faire progresser nos analyses; mais nous nous proposons aussi d'agir chaque fois qu'une convergence de vues se dessinera sur un sujet donné et qu'un accord nous paraîtra possible. C'est dans cet esprit que j'ai participé, les 22 et 23 octobre, à la réunion du comité ministériel sur la Constitution, à Halifax. Le comité a fait le point sur les divers sujets qui avaient précédemment retenu son attention et tenté d'établir quels sont ceux qui pourraient faire l'objet d'un accord général avant la Conférence des premiers ministres. Nous sommes en outre convenus que nos fonctionnaires se réuniraient à la mi-novembre pour faire avancer les discussions au plan technique, et que le comité siègerait de nouveau la veille de la Conférence des premiers ministres pour mettre la dernière main au rapport qu'il doit adresser à ceux-ci. Il ne m'apparaît pas encore exclu que ce rapport puisse être unanime et conduire à une première série de modifications constitutionnelles.

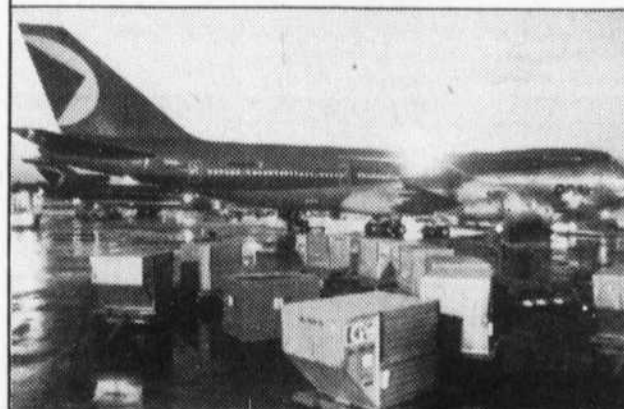
Bref, ceux qui ont déjà commencé à clamer, au Québec comme ailleurs, que notre gouvernement n'est pas intéressé à faire avancer le renouvellement constitutionnel et est rivé au « statu quo » feraient bien de relire nos déclarations et de mieux saisir la portée de nos initiatives.

Suite à la page 12

## Le Service de fret de CPAir assure directement et rapidement la livraison de vos marchandises en Orient



Grâce au Service de fret de CPAir, vos marchandises seront mises en conteneurs et expédiées directement de Montréal à Tokyo ou Hong Kong.



Au besoin, nous prendrons même des arrangements afin qu'elles soient ensuite acheminées rapidement vers les endroits voulus d'Orient et du Sud-Est asiatique.

De plus, si vous importez des marchandises d'Extrême-Orient, rappelez-vous que CPAir peut grandement vous faciliter les choses.

Pour plus de renseignements, appelez le Bureau de fret de CPAir au 636-7442.



On vole à votre service

**CPAir Fret**

CP et CA sont les marques déposées de Canadien Pacifique Limitée.

### Chambre de commerce française au Canada

Déjeuner-causerie le mardi 30 octobre 1979 à midi

au Salon Or et Gris de l'Hôtel Ritz-Carlton

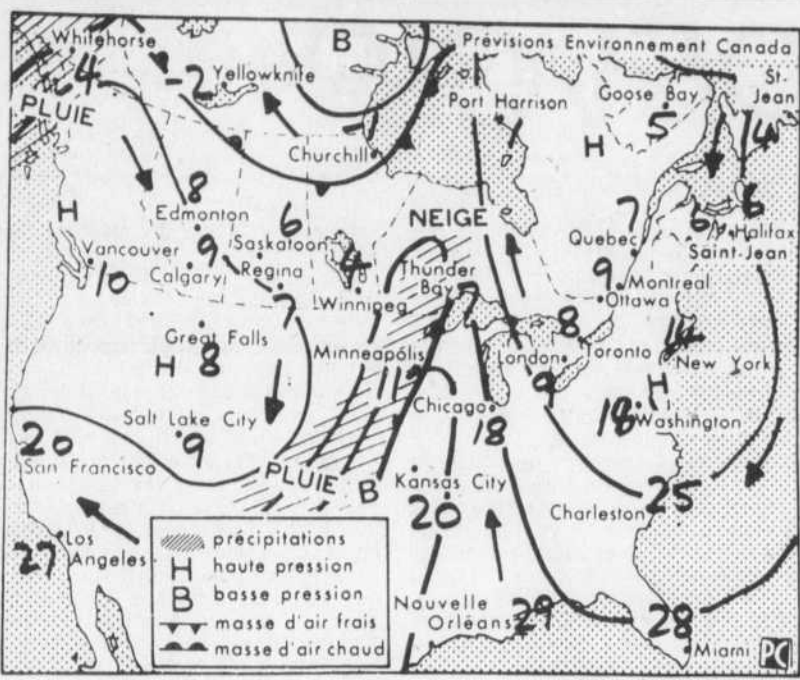


Conférencier invité d'honneur l'Honorable **Martial ASSELIN** Ministre d'État du Canada Chargé de l'A.C.D.I. dont l'exposé aura pour thème: « L'A.C.D.I. et la Coopération économique internationale »

Réervations: 866-2797



## L'AMÉRIQUE



Abitibi, Témiscamingue, Pontiac-Gatineau, Rivière-du-Loup: ciel variable. Maximum 5. Aperçu pour mercredi: ennuagement et plus doux.

Réservoirs Cabonga, Gouin, Laurentides, Mauricie: ciel variable. Maximum 4. Aperçu pour mercredi: ensoleillé avec passages nuageux et plus doux.

Outaouais, Montréal, Trois-Rivières, Drummondville, Québec, Estrie-Beauce: ciel variable. Maximum 9. Aperçu pour mercredi: ensoleillé et doux.

Lac-Saint-Jean, Saguenay, Parc des Laurentides, Rivière-du-Loup, La Malbaie: ciel variable. Maximum 6. Aperçu pour mercredi: ensoleillé avec passages nuageux et plus doux.

Rimouski, Matapédia, Sainte-Anne-des-Monts, Parc de la Gaspésie, Gaspé: ciel variable. Maximum 4. Aperçu pour mercredi: ensoleillé avec passages nuageux.

Baie-Comeau, Sept-Îles, Basse-Côte-Nord, Anticosti: ensoleillé avec passages nuageux. Maximum de 3 à 5. Aperçu pour mercredi: ensoleillé avec passages nuageux.

cette rencontre comme une reconnaissance « de facto » de l'Organisation de libération de la Palestine; et il a ajouté que « c'est le prix que M. Stanfield a dû payer pour couvrir son chef, M. Clark ».

En fin de journée, M. Stanfield a donné une brève conférence de presse et il a précisé qu'à son avis, il n'y a pas encore de dommage irréparable de commis pour le Canada. « Les pays arabes nous ont clairement fait connaître leur hostilité, a-t-il indiqué, mais nos relations bilatérales demeurent très bonnes ».

## ◆ Bouey

cois de plus en plus proche, M. Jarvis confirme l'intention du gouvernement à savoir prêcher par l'exemple: « La toute première fonction du gouvernement fédéral est de démontrer aux Québécois que le système peut changer — et changer rapidement — et que le fédéralisme peut répondre encore plus adéquatement qu'à l'heure actuelle à leurs besoins et à leurs aspirations ».

Après avoir noté que les divergences de vues et d'intérêts sont sans doute inévitables, il déclare: « tout à fait évitables ces divergences qui dégénèrent régulièrement en affrontements politiques ».

Au chapitre des négociations constitutionnelles, M. Jarvis reconnaît qu'on ne parviendra pas à tout régler par la souplesse et les arrangements administratifs. Il affirme que le gouvernement n'hésitera pas alors à modifier la constitution avec l'accord des provinces.

À la suite de la réunion du comité sur la constitution à Halifax récemment, le ministre n'écartera pas la possibilité d'en arriver bientôt à une première série de modifications constitutionnelles.

Quoi qu'il en soit, M. Jarvis ne considère pas que l'étapisme soit l'apanage exclusif du gouvernement du Québec et il parle lui aussi de diverses étapes.

Si « blocage » il y a présentement, M. Jarvis l'impute surtout aux positions de l'actuel gouvernement québécois. « La notion voulant que le reste du pays soit irréremédiablement rivé au statu quo n'est qu'un mythe propagé à des fins partisans », répond-il.

En revanche, il ne croit pas non plus que le Canada anglais soit sur le point d'arriver à un consensus dans tous les domaines. D'ailleurs, il s'en réjouit: « Heureusement puisqu'il est impensable que l'on forge un consensus national sur des questions aussi importantes sans le concours du Québec ».

Il fait en outre une distinction très nette entre le Canada anglais et le gouvernement fédéral, qui ne peut pas « programmer » les provinces, les foules (allusion aux Blue Jays) et les médias.

Si l'on remarque une certaine quiétude au Canada anglais vis-à-vis du Québec présentement, M. Jarvis y voit pour sa part « le reflet d'une prise de conscience » et il invite les Québécois à ne pas se méprendre sur les sentiments des anglophones à l'égard du Québec.

« Les Québécois commettraient une grave erreur s'ils se laissent convaincre que notre attachement au Québec et à l'unité canadienne n'est qu'une affaire de gros sous », déclare M. Jarvis.

## Message de René Lévesque aux Québécois

## «Ne vous laissez pas impressionner par les privilégiés de la société»

par Rodolphe Morissette

MONT-ROLLAND — Les Québécois, a soutenu hier soir le chef du gouvernement, M. René Lévesque, ne devraient pas se laisser impressionner, au référendum comme en toute chose, par des privilégiés de cette société qui font passer leurs intérêts personnels avant ceux de l'ensemble des citoyens et en font la propagande en jouant sur la peur.

M. Lévesque s'adresse à quelque 350 sympathisants du Parti québécois réunis à la polyvalente Norbert-Morin, de Mont-Rolland. Il est venu aider le candidat péquiste, M. Pierre Harvey, qui fait campagne en vue de l'élection partielle du 14 novembre dans le comté de Prévost, situé au cœur des Laurentides. Visite de quel-ques usines de Saint-Jérôme dans l'après-midi, quelques rencontres avec les représentants d'organismes divers, puis avec les hommes d'affaires des « pays d'en-haut » en début de soirée. Enfin, cette assemblée partisane, à laquelle le chef du

Parti québécois sert un discours d'embellie référendaire, qui débordent l'en-jeu de l'élection partielle.

Le thème central: « Il faut se prendre en main ». Pour chaque sujet abordé, le développement est le même: les Québécois tentent de prendre en charge leurs affaires, leur développement social, économique, politique et culturel; mais des groupes privilégiés, qui songent à leurs intérêts particuliers plutôt qu'au bien de l'ensemble de la société québécoise, brandissent la peur et maints autres refrains négatifs visant les faiblesses des Québécois.

L'orateur s'applique dès lors à illustrer le fait que les Québécois ont réussi, depuis le début des années 60 à ce jour, à vaincre « peurs et complexes » et à s'engager en maints domaines sur le chemin de la réussite. Le référendum, enfin, forme une étape de plus, capitale, du processus de « prise en main » par les Québécois de leur destin et de leurs affaires.

M. Lévesque reprend, dans cette lumière, les lieux principaux où s'est il-

lustré son gouvernement depuis trois ans: malgré les menaces de « boycottage », il a mené à bien les projets de zonage agricole et d'assurance-automobile (« il fallait sortir de ce racket »); il s'est engagé à susciter au Québec l'industrie de la transformation de la fibre d'amiant; il mentionne la santé économique florissante de régions comme celles de la Beauce, de l'Abitibi et du Lac-Saint-Jean; il rappelle le progrès de la scolarisation et le développement de compétences nouvelles en affaires, en finance et en gestion.

Il fustige les libéraux de résister au projet de la souveraineté-association, tout en cherchant à accoucher de « changements substantiels » au régime fédéral. « M. Joe Clark (premier ministre du Canada) a un style plus gentil. Mais les sourires et les mamours, ça aura une fin. Ça commence déjà à se durcir, d'ailleurs... » Le Québec « s'est fait siphonner par le fédéral », M. Lévesque mentionne le pacte canadien de l'automobile, le chemin de fer, les dépenses fédérales créatrices

d'emploi. Il ajoute que « le poids relatif du Québec à Ottawa va diminuer d'année en année », le dernier scrutin fédéral illustrant, dit-il, que le mouvement est bien commencé.

Le premier ministre parle peu de l'élection de Prévost, sinon pour dire que voici une belle occasion pour les citoyens du comté de « se reprendre en main », de se donner un économiste, M. Harvey, pour député et d'entreprendre de transformer l'équipement et les services touristiques de la région en « industrie » touristique vraiment compétitive sur la scène internationale.

Un mot sur le Parti libéral (il mentionne à peine, cette fois-ci, le nom de sa candidate dans Prévost, Mme Solange Chaput-Rolland): « Le Parti libéral est pourri — j'y ai été assez longtemps — et il n'est pas nettoyable. M. Ryan oblige ses candidats députés à répondre à des exigences très sévères; mais lui, il est assis sur trois quarts de million de dollars d'argent douteux » (l'argent « olympique »). C'est de l'imposture. »

## ◆ Asile

trentaine et de quatre hommes dans la trentaine également.

Après avoir formulé une demande officielle d'asile politique au Canada, ces citoyens cubains devront expliquer aux agents du ministère de l'Immigration pourquoi ils doivent être considérés comme des prisonniers politiques.

Après les délais prescrits, si leur demande est acceptée, le gouvernement leur confère un permis dit « du ministre » reconnaissant leur statut de réfugié politique au Canada.

Dans la loi de l'immigration, la définition de réfugié politique englobe toute personne qui craint d'être persécutée dans son pays pour ses convictions religieuses, sociales, politiques ou raciales.

Il incombe à la personne faisant une demande d'asile politique de prouver qu'elle subissait dans son pays une forme quelconque de persécution morale ou physique pour obtenir le statut de réfugié politique au Canada.

La semaine dernière, trois Cubains qui s'étaient dissimulés à bord d'un cargo tandis que ce dernier était à quai à Cuba, s'étaient jetés à l'eau à l'écluse de Saint-Lambert.

L'un d'entre eux a perdu la vie dans les eaux glacées de la Voie maritime du Saint-Laurent, mais les deux autres ont réussi à atteindre la rive et ont par la suite demandé asile politique au Canada.

## ◆ Autobus

métro, dont les 3,700 membres sont en lock-out, pourrait avoir plus de peine à recommander un vote favorable à la recommandation du médiateur, M. Raymond Désilets, directeur du Travail au ministère.

« Certains points ont été mal compris du médiateur, mais c'est un bon contrat en général », a déclaré un porte-parole de la Fraternité. Ces articles ont trait particulièrement aux horaires de travail que la Fraternité avait placé en priorité de ses revendications.

Pour tous les employés de ces trois syndicats, les médiateurs du ministère du Travail ont proposé un contrat de 30 mois, expirant en janvier 1982, et comprenant une formule d'indexation des salaires au coût de la vie intégrée aux échelles de traitements.

Pour les employés des services d'entretien et de bureau, le médiateur a proposé une augmentation des salaires de 21,22% répartie en trois tranches. La recommandation du médiateur améliore aussi les clauses relatives à la sécurité et à la santé au travail et les clauses relatives aux promotions dans les bureaux.

Pour les chauffeurs et les opérateurs, le rapport du médiateur propose des augmentations de 18,1% en trois tranches et modifie certains éléments des horaires de travail. La Fraternité réclamait que le temps de déplacement et le temps de pause-café soient payés et comptés dans la journée habituelle de travail. Le médiateur a résolu d'accorder un temps de pause-café payé en sus de la journée de travail et, à partir de juin 1980, d'accorder dans certains cas un temps de déplacement payé à l'intérieur de la journée de travail.

Dans l'hypothèse où tous les syndicats acceptent les recommandations des médiateurs, les négociations sur les protocoles de retour au travail pourraient se dérouler promptement et permettre aux Montréalais d'espérer une reprise du service de transport en commun jeudi matin, au plus tôt.

## Les magasins de la SAQ sont ouverts

Après un conflit de plus de cinq mois, les quelque 2,000 employés de la Société des alcools du Québec sont retournés au travail, hier, s'affairant à remplir les étagères et nettoyant les vitres des magasins, remplies de placards syndicaux.

Le porte-parole de la SAQ, M. Claude Marier, a déclaré que certains magasins avaient déjà ouvert leurs portes, hier après-midi, après l'acceptation, par une très forte majorité des syndicats, du dernier contrat de travail au cours du week-end.

Au moins la moitié des 225 magasins de la SAQ devraient être ouverts ce matin, a indiqué M. Marier, et le reste devrait l'être demain.

Il a indiqué que les travailleurs s'affairaient au départ à vérifier les inventaires des magasins. Les cadres ont commencé à « renflouer » les magasins, le mois dernier, et les stocks sont « très élevés », a dit M. Marier.

Les employés de la SAQ, sans contrat de travail depuis juin 1978, ont déclenché une grève générale le 5 septembre, après plusieurs mois de grèves rotatives et lock-out décrétés par la direction de la SAQ.

Le nouveau contrat accorde à chaque syndiqué un montant forfaitaire de \$600 et une paie de rétroactivité de \$1,430.

Les nouveaux salaires, qui entrent en vigueur immédiatement, vont correspondre à une augmentation de 21,5% par rapport à ceux versés avant la grève. Les employés vont de plus encaisser des hausses de 14% d'ici la fin de la convention collective, en 1982. Ces augmentations pourront être plus élevées si l'indice du coût de la vie dépasse, pendant au moins une des deux prochaines années de la durée de la convention, le niveau de 7%.

Le président du syndicat, M. Ronald Asselin, a indiqué que les deux parties s'étaient finalement entendues la semaine dernière après que la direction de la SAQ ait consenti à réembaucher les 52 travailleurs congédiés.

Ils seront tous réintégrés dans leurs fonctions, sauf 12 d'entre eux qui seront suspendus pendant quatre semaines pour avoir causé des dommages aux propriétés de la SAQ au début du conflit.

M. Asselin a déclaré qu'il avait demandé au ministre du Travail du Québec, M. Pierre-Marc Johnson, d'intenter des poursuites contre cette société d'État, qui aurait embauché des briseurs de grève durant le conflit.

Une enquête du ministère du Travail avait établi, en août dernier, que la SAQ avait violé certains articles du Code du travail interdisant l'embauche de briseurs de grève pendant un conflit ouvrier.

## ◆ La préméditation

Suite de la page 3

adolescents, tout en accusant la Couronne d'avoir tenté d'entretenir un climat de culpabilité à l'endroit des deux accusés.

Il a lui aussi soutenu l'illégalité des déclarations des accusés, tout en mentionnant que la mise en garde habituelle avait été servie une heure et demie avant qu'on commence à les écrire.

D'après lui, la preuve d'assaut sexuel et d'entrave n'a pas été faite, le médecin légiste, étant la seule autorité pour statuer en cette matière, n'a pu en donner la certitude. Il a ajouté que ce sont les policiers qui ont donné des directives au médecin, en s'en remettant sur une théorie. Il faut croire aussi que les aveux recueillis sont des théories de la police.

« Tout ce que vous avez à juger repose sur des aveux et des actes similaires. Êtes-vous bien certains de ces aveux? Quant aux actes similaires mis en preuve, on a pu relever plusieurs contradictions. En êtes-vous certains », a-t-il demandé aux jurés en concluant.

Ce matin, ce sera au tour du juge Jean-Guy Boilard, de la Cour supérieure, à transmettre ses directives au jury et ce dernier se retirera ensuite pour délibérer.

## ◆ Boat people

Suite de la page 4

nomène n'est le fruit ni du hasard ni de la fatalité. Il découle d'une situation sur laquelle les personnes concernées n'ont aucune prise, puisque directement engendrée par un régime politique dont la faillite économique, sociale et nationale n'est plus à démontrer. Or, on ne le dira jamais assez clairement, le régime politique qui a créé et continue de créer ce phénomène est, particulièrement depuis douze ans, porté à bout de bras par des gouvernements de pays qui prétendent vouloir venir en aide au peuple haïtien! En tête de liste: les États-Unis, la France, le Canada et l'Allemagne fédérale, sans parler d'Israël et de... Taïwan.

Il ne s'agit pas de mettre en valeur le côté sensationnel d'un coup de filet qui a permis de démanteler un réseau comprenant des Haïtiens (plus



Trois personnes ont été tuées hier lors d'un incendie qui a ravagé le 11<sup>e</sup> étage d'un luxueux immeuble d'habitation du centre de Los Angeles. Deux des victimes s'étaient jetées de l'immeuble, par la fenêtre, en serrant leur chien dans leurs bras. Elles se sont écrasées dans une cour intérieure. (Photolaser AP)

## Une Canadienne sur six vit dans la pauvreté

TORONTO (PC) — D'après un rapport du Conseil national du bien-être social, une Canadienne sur six vit dans la pauvreté. La plupart des ces femmes sont âgées, malades, célibataires ou chefs de famille secourues par le bien-être social.

Depuis 1961, explique le Conseil dans son rapport, le nombre de mères nécessiteuses ayant des enfants à charge s'est accru de plus de 300 pour cent par suite de l'augmentation rapide du taux de divorces et de la difficulté de plus en plus grande qu'éprouvent les mères à trouver du travail.

Le document souligne que la majorité des Canadiennes, quel que soit leur formation scolaire, sont menacées de devenir pauvres du jour au lendemain.

Du fait que l'on tient toujours pour acquis que la femme assumera toute la responsabilité d'élever ses enfants et de s'occuper du foyer, elle est mal préparée à occuper un emploi bien rémunéré et se voit refuser l'accès à une meilleure situation avec possibilité d'avancement.

## 30 octobre

par la PC et l'AP

1978: Le dollar chute tandis que le cours de l'or gagne \$11 l'once.

1978: Signature en Tchécoslovaquie de chartes créant des États tchèques et slovaques, plus autonomes, liés au sein d'une fédération.

1963: L'Algérie et le Maroc signent un accord sur leur différend frontalier.

1956: Londres et Paris lancent un ultimatum à l'Égypte et à Israël demandant un cessez-le-feu.

1955: Abdications du sultan du Maroc.

1928: Transmission expérimentale en Grande-Bretagne de photos par télévision.

1922: Mussolini forme un gouvernement fasciste.

1918: La Tchécoslovaquie est proclamée république indépendante.

1917: Simon Bolívar met sur pied un gouvernement indépendant au Venezuela.

1967: Signature de la paix de Ryswick entre la France et l'Autriche.

Il est né le 30 octobre: Dostoïevski (1821-1881).



Le ministre délégué à l'Environnement, M. Marcel Léger, inaugure hier, à Pointe-aux-Trembles, l'usine de traitement des eaux usées de Petrofin Canada, en compagnie du président de l'entreprise, M. Pierre Nadeau (à gauche), et de Mme Céline Hervieux-Payette, député fédéral de Mercier. Il s'agit d'un projet de \$13 millions. (Photo Jacques Grenier)





Le sénateur Louis de Gonzague Giguère.

## Le sénateur Louis Giguère devant un tribunal ontarien

OTTAWA (PC) — Acquitté dans l'affaire Sky Shops, l'an dernier à Montréal, le sénateur libéral Louis Giguère s'est présenté devant le tribunal, hier, sous l'accusation cette fois de s'être servi de son influence politique pour obtenir des contrats gouvernementaux en faveur d'une agence de publicité.

M. Giguère est inculpé d'avoir conspiré avec les hommes d'affaires David Belhumeur et Jean Dionne pour accepter une valeur de \$87,000 en retour de contrats du gouvernement pour la Canadian Advertising Agency, de Montréal.

MM. Giguère, Belhumeur, Dionne et Jean Simard étaient copropriétaires de Publicor, une société de gestion pour Canadian Advertising Agency. Aucune accusation n'a été portée contre M. Simard.

L'acte d'accusation précise que les infractions se sont produites entre le 1er janvier 1965 et le 31 décembre 1973.

M. Giguère était directeur de la Société canadienne d'hypothèques et de logement avant d'être nommé au Sénat, en 1968.

L'avocat de la couronne, Me Rod McLeod, a fait savoir au juge Jean-Marc Labrosse, de la Cour suprême de l'Ontario, qu'il entendait prouver au cours du procès que M. Giguère avait hérité du quart de la propriété de Publicor pour apporter des contrats gouvernementaux à la firme.

Le procès se déroule en français et en anglais et c'est le premier procès bilingue en Cour suprême de l'Ontario.

## Les citadins boudent les superbes bêtes présentées au Salon de l'agriculture

par André Tardif

Le citadin ignore généralement ce qui se passe dans la section de l'industrie animale, lors de sa visite annuelle du Salon international de l'agriculture et de l'alimentation.

Cette année encore, cette section occupe le niveau 100 du Stade olympique. On ne peut l'ignorer quand on s'y rend en provenance du Vélodrome, car la passerelle la surplombe. Plusieurs nez fins auront vite fait de passer en jetant un regard rapide, et parfois dédaigneux, en bas où sont parqués de superbes spécimens de toutes sortes, du boeuf de boucherie jusqu'au vison en passant par les vaches, les porcs, les moutons, les chèvres et les lapins.

Trois mille bêtes sont là, qui commandent au moins le quart des 750,000 pieds carrés du salon. Elles comptent parmi les plus belles de leur race au Québec, et même de l'Ontario. Car le concours annuel du salon, avec son total de \$100,000 en bourses, est devenu l'un des plus importants au pays.

On en veut comme preuve les prix quasi astronomiques

versés, lors d'encans périodiques, pour les gagnants des différentes épreuves. Ainsi, un acheteur aura acquis pour \$11 la livre, samedi, le grand champion parmi les agneaux exposés. Les chaînes de supermarchés et les grandes salaisons sont particulièrement actives lors de ces encans, question de maintenir leur standard de haute qualité de viande. Il y en aura d'ailleurs un pour animaux d'élevage, ce soir à 19 h 30 à la piste de jugement.

Claude Veilleux, de Québec, et Marco Bélanger, de Saint-Valier-de-Bellechasse, tous deux étudiants à l'Institut de technologie agricole de La Pocatière, appartiennent à une petite armée de préposés à la propriété au niveau 100. Ils baient régulièrement leur allée pour la rendre accueillante aux visiteurs, et ils ont charge de quelques-uns des plus beaux animaux du salon.

Tous deux sont à la section des bovins de boucherie de race Simmental, Claude pour le compte de son oncle, M. Marcelin Lavoie, propriétaire de la ferme Louis-Hébert à Saint-Jean de l'île d'Orléans, et Marco pour celui de M. Laurier Fluet, de Sainte-Hélène-de-Bagot.

« Le Simmental est relativement nouveau au Québec, explique Claude. Originale de la Suisse, ce boeuf est commercialisé depuis 1967 dans l'Ouest canadien et depuis trois ans au Québec. Nous avons choisi les plus belles bêtes du troupeau pour le salon, y compris notre taureau titulaire à l'Exposition de Québec, de même que trois vaches et une vache avec son jeune veau ».

Son copain Marco convient que la ferme Louis-Hébert est grandement favorite, parmi trois exposants, pour remporter presque tous les prix de la race Simmental, l'une des six (avec Charolais, Limousin, Angus, Hereford et Shorthorn) admises à l'exposition.

Tous deux ne sont pas en voyage de plaisir loin de là! Ils sont au stade depuis mercredi dernier et y demeureront jusqu'à samedi soir prochain, quand le salon fermera ses portes. Même qu'ils y passeront leurs nuits, dans un dortoir

## Les travailleuses du Québec se réunissent une deuxième fois

par Renée Rowan

En réponse à une revendication des participantes aux premiers États généraux des travailleuses salariées québécoises qui se tenaient à Québec le 3 mars dernier, un deuxième rassemblement aura lieu à Montréal samedi prochain, au Cégep Maisonneuve. Tel que réclamé, on y déterminera une série d'actions concrètes à entreprendre au cours des prochains mois.

Le plan d'action qui sera décidé collectivement par les participants, visera à faire avancer les principales revendications de la lutte des fem-

mes, ont expliqué hier, en conférence de presse, les porte-parole de la CSN et de la CEQ, Monique Simard et Marie Gagnon.

Au cours de la rencontre de fin de semaine, les participants que l'on espère aussi nombreux qu'aux premiers États généraux où ils avaient été plus de 600, seront appelés à adopter la version finale du premier manifeste des travailleuses salariées du Québec.

Mis sur pied par le comité de la condition féminine de la CSN et le comité Laure Gaudreault de la CEQ, une

cinquantaine d'organismes militant en faveur de l'amélioration de la condition féminine ont été invités à cette journée.

La FTQ avait refusé, l'hiver dernier, d'endosser les États généraux des travailleuses et, officiellement, elle ne sera pas présente à la rencontre du 3 novembre, ce qui n'exclut pas que des membres y assistent à titre individuel.

Les revendications contenues dans le manifeste touchent l'ensemble des problèmes auxquels sont confrontées les femmes: se-

xisme dans les manuels scolaires, discrimination, congés de maternité, garderies, liberté d'avoir ou de ne pas avoir d'enfant, etc.

« Ce regroupement des travailleuses, aussi bien syndiquées que non syndiquées, exprime leur volonté d'être unies et de fonctionner ensemble, ont noté les porte-parole des initiatives du projet. C'est ensemble qu'elles décideront des gestes qu'elles poseront au cours des prochains mois. »

Le manifeste qui sera proposé aux participants contient un bilan jugé nettement insuffisant des interventions gouvernementales sur les conditions de vie et de travail des travailleuses.

## Pas de liberté provisoire pour les trois Indiennes

(par Bernard Morrier) — Les trois Indiennes, de Caughnawaga, qui avaient comparu vendredi dernier, à Valleyfield, pour ensuite être remises provisoirement en liberté, ont de nouveau comparu, hier matin, devant le juge René Chaloux, de la Cour des sessions, à Montréal, pour répondre cette fois à cinq accusations, reliées à un attentat, dont fut victime, le 13 octobre dernier, le chauffeur de taxi Fernand Giroux, à Ville LaSalle.

Kathy McComber, Barbara Norton et Sherry Delisle sont notamment accusées de complot, d'enlèvement, de séquestration, de vol à main armée et de tentative de meurtre.

Le juge Chaloux a refusé de leur rendre la liberté provisoire et a remis à ce matin la tenue de leur enquête pour cautionnement.

D'autre part, toujours devant le juge Chaloux, avait également lieu hier la comparution de Yves Saint-Louis, âgé de 20 ans, de Charlemagne.

Celui-ci doit répondre du meurtre d'un chauffeur de taxi, M. Jean Deraspe, âgé de 28 ans, qui avait été poignardé dans son véhicule, à Ville d'Anjou, le 16 octobre dernier.

Saint-Louis devra demeurer en cellule au moins jusqu'au 16 novembre, date prévue pour la tenue de son enquête préliminaire pro forma.

LA PREVENTION ET LA CORRECTION CHIRURGICALES DE LA CALVITIE SONT MAINTENANT POSSIBLES

LA TRANSPLANTATION DE CHEVEUX VIVANTS: AUCUN RISQUE DE REJET



par les Docteurs Bernard Blanchard md et Guy Blanchard md brochure \$1.50

LES EDITIONS B.G.B. 94 est boul. HENRI-BOURASSA MONTRÉAL H3L 1B5 Tél.: 382-5565



LOCAPLAN location à long terme

Louez une  
**RENAULT 30TS**  
pour aussi peu que **299<sup>27</sup>** par mois

pour une période de 36 mois  
assurances, options, imm. et taxes en sus.

### Équipement standard

- traction avant
- 6 cylindres
- direction assistée
- freins à disques assistés
- vitres électriques
- suspension 4 roues indépendantes
- radio AM/FM stéréo Blaupunkt
- sièges inclinables

La Renault 30...  
une voiture de grande classe!



Lareau Automobiles inc.  
1824 ouest, Ste-Catherine Montréal, Qué. H3H 1M1

937-9551

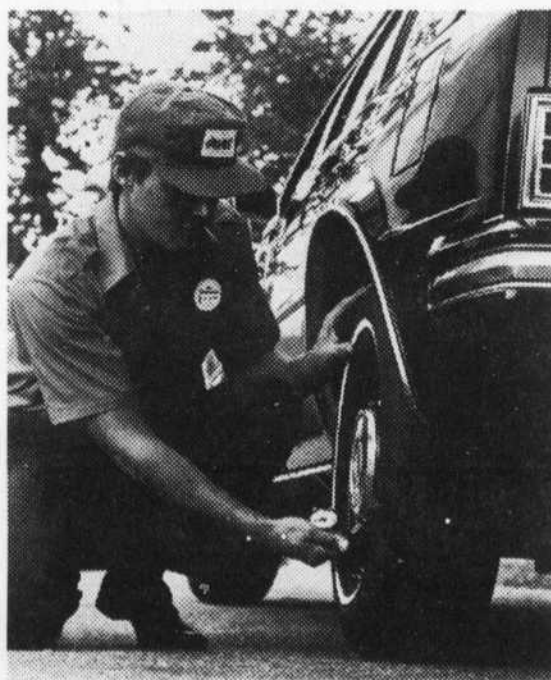
# L'avantage d'Avis.

## Nos voitures.

Avis loue des voitures General Motors. De fait, nous possédons l'une des plus grosses flottes de voitures GM. Même si nous ne pouvons nous vanter d'avoir fabriqué ces excellentes voitures, nous nous félicitons quand même de pouvoir vous les offrir et de les garder en parfait état.

Chaque voiture Avis doit prouver qu'on y met du cœur. C'est pourquoi chaque voiture Avis doit subir une vérification mécanique en 23 points, laquelle est faite par des mécaniciens qualifiés et d'expérience. Si chaque voiture n'est pas à 100% parfaite, nous ne la louons pas.

La propreté et le confort sont également pour nous des facteurs prioritaires. Les équipes qui travaillent en coulisse examinent la voiture d'un pare-chocs à l'autre, à l'intérieur comme à l'extérieur, afin de s'assurer qu'elle soit d'une



propreté méticuleuse. Votre voyage n'en sera que plus agréable.

Consultez la liste de vérification qui se trouve sur le rétroviseur. Vous saurez ainsi que votre voiture Avis est prête à vous procurer sécurité, confort et performance.

Les voitures, c'est notre affaire. Elles représentent aussi un autre aspect de l'avantage d'Avis. Vous pouvez en réserver une de partout au pays en appelant sans frais le

**1-800-268-2310**

En C.-B.: 112-800-268-2310, ou en consultant votre agent de voyages.

**AVIS**

On y met du cœur.

Avis loue des voitures et des camions GM.



Avis et On y met du cœur sont des marques déposées de Avis Transport of Canada Ltd.



# Opération chinoise aux frontières du Laos et du Vietnam

PÉKIN (AFP) — La Chine semble avoir entamé une opération d'intimidation aux frontières qui la séparent du Laos et du Vietnam, estimaient hier les observateurs militaires à Pékin, après la mise en état d'alerte des troupes laotiennes et bien qu'on écarte le danger d'une seconde « leçon » chinoise au Vietnam.

De bonne source à Pékin, on a appris hier que des activités militaires anormales avaient été relevées ces derniers jours à Kunming, capitale du Yunnan, province frontalière du Vietnam et du Laos, par des étrangers revenant de cette région. Cependant ces activités sont bien plus modestes que celles enregistrées en février, quand la Chine s'appropriait à lancer son opération au Vietnam.

D'autre part, les forces armées chinoises, selon des in-

formations diplomatiques puisées à des sources chinoises, s'approprient à, ou ont déjà entamé, de grandes manœuvres inter-armées — qui devraient durer une quinzaine de jours — en Chine méridionale, notamment dans la région de l'île de Hainan, face au Vietnam et des Kisha (Paracels).

Alors que s'accroît la pression vietnamienne sur les Khmers rouges, alliés de la Chine, les observateurs militaires à Pékin estiment que la Chine devrait, cette semaine, manifester clairement sa présence aux forces vietnamiennes.

Ils n'écartent nullement la possibilité d'une augmentation des incidents frontaliers, destinés à obliger à une mobilisation accrue, à la frontière chinoise, des forces vietnamiennes engagées au Cambodge.

Par ailleurs, le vice-premier ministre Deng Kiroing, l'homme de la première « leçon » au Vietnam, s'est fait presque menaçant dimanche, en déclarant que la Chine « se rangera du côté des pays de l'Asean (Association des pays de l'Asie du Sud-Est) si Hanoi les attaque » et utilisera « tous les moyens appropriés » pour soutenir la lutte des Khmers rouges « contre les agresseurs vietnamiens ».

Toutefois, on écarte généralement dans les milieux diplomatiques, que Pékin dépasse le stade d'une démonstration de force destinée à engendrer une tension suffisante pour faire baisser sensiblement la pression vietnamienne sur les Khmers rouges.

On souligne que le fait que la pression chinoise s'exerce principalement à la frontière du Laos n'est pas un hasard:

une partie de la population de ce pays, selon de nombreux témoignages, supporte de plus en plus difficilement la présence vietnamienne et accueillerait même avec sympathie une intervention chinoise.

C'est le cas d'ethnies communes à la Chine et au Laos, à

coup sûr très travaillées par la propagande chinoise. La mise en état d'alerte des troupes laotiennes traduit ainsi un climat politique détérioré au Laos, estime-t-on dans les mêmes milieux.

Entre-temps, le Laos a annoncé hier que ses forces ar-

mées ont été placées en état d'alerte, tandis que les troupes vietnamiennes poursuivent, dans l'ouest cambodgien, le bombardement sporadique des positions khmères rouges et khmères Serei (nationalistes anti-communistes).

Radio-Vientiane qui fait ra-

rement état de la situation militaire au Laos, a diffusé hier un long article révélant que l'armée laotienne a été mise en état d'alerte, à une date non précisée, pour pouvoir faire face à une éventuelle attaque de la Chine.

Selon la radio, Pékin a déjà

massé plusieurs divisions le long de la frontière du Nord-Laos, et mène, « avec les impérialistes américains », une intensive action psychologique auprès de la population et de l'armée pour les convaincre de se détourner du gouvernement de Vientiane.

## Appel urgent de 6 gouverneurs pour les réfugiés cambodgiens

BANGKOK (d'après AFP et Reuters) — Un groupe de six gouverneurs américains, concernés par les conditions de vie au camp de réfugiés cambodgiens de Sa Kéo, ont décidé de lancer un appel urgent au président Jimmy Carter pour qu'il envoie du personnel médical en renfort.

Les gouverneurs William Milliken du Michigan, Robert Ray d'Iowa, Thomas Judge du Montana, Richard Lamm du Colorado, Richard Snelling du Vermont et Albert Quie du Minnesota ont précisé hier matin au cours d'une conférence de presse à Bangkok, qu'ils allaient, à leur retour aux États-Unis, essayer de pousser les Américains à plus de compréhension pour la cause du peuple cambodgien obligé de fuir son pays. Ils ont notamment l'intention de rencontrer le président Carter et le secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim.

Les gouverneurs, qui ont visité la Thaïlande après un voyage de deux semaines en Chine, ont également lancé un appel au régime de Phnom Penh pour qu'il revienne sur sa décision d'interdire l'accès aux routes cambodgiennes pour l'acheminement des secours aux Khmers. Les conditions à l'intérieur du Cambodge sont graves, ont-ils ajouté, et l'on estime à deux millions le nombre de morts de ces quatre dernières années.

De son côté, le gouverne-

ment du « Cambodge démocratique » (Khmer rouge) a approuvé hier la décision de M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, de convoquer, le 5 novembre, une conférence pour la mise en place d'un programme d'assistance humanitaire d'urgence au peuple cambodgien.

Dans un communiqué officiel diffusé hier matin par La Voix du Cambodge démocratique, captée à Bangkok, le gouvernement Khmer rouge exprime l'espoir que cette conférence aidera à trouver une solution « au problème de la distribution de l'aide humanitaire au peuple cambodgien menacé par la famine à cause des actions criminelles, fascistes et barbares des troupes d'agression vietnamiennes qui veulent exterminer la population ».

Selon le gouvernement du « Cambodge démocratique », la conférence devra décider l'envoi de représentants des Nations unies, qui auront à distribuer eux-mêmes l'aide humanitaire à la population cambodgienne.

Les deux régimes rivaux du Cambodge doivent être représentés à la conférence par une délégation de leurs sociétés respectives de Croix-Rouge. Le gouvernement vietnamien de Phnom Penh n'a pas encore exprimé son point de vue sur la convocation de cette conférence.

Entre-temps, les incidents de dimanche à la frontière

khméro-thaïlandaise ont fait plusieurs morts sur le territoire thaïlandais, ont indiqué hier des sources du commandement suprême de l'armée thaïlandaise à Bangkok.

## Le Québec veut une nouvelle entente avec le reste du Canada.

On sait ce qu'on veut.

La Fondation des Québécois pour le OUI



A partir de cet hélicoptère, on utilise un sécateur de conception ingénieuse pour cueillir les meilleurs cônes du sommet des arbres. Les graines de ces cônes devraient donner des arbres supérieurs, assurant ainsi les récoltes futures et les emplois de la prochaine génération.

## Saviez-vous que vous êtes propriétaire?

Plus de 90% des forêts canadiennes sont du domaine public, donc vous appartenez. A part les impôts, les entreprises forestières paient aux gouvernements chaque pied cube de bois qu'elles tirent des forêts et versent un loyer pour les terres qu'elles administrent. Une partie de cet argent va au reboisement. Les sommes affectées sont-elles suffisantes? Au Canada, un emploi sur dix dépend de la forêt.

Les forêts canadiennes continuent de produire plus de bois que nous n'en utilisons. Mais l'écart entre production et consommation rétrécit à mesure que nous nous rapprochons de ce qu'on appelle la coupe annuelle permise.

Selon les prévisions, la demande mondiale de produits à base de pâtes et papiers doublera au cours d'une génération. Si le Canada réussit à combler une partie de cette demande, nous aurons créé des emplois et augmenté nos exportations. Pour ce faire, il faudrait que nous puissions compter sur la pérennité de la récolte forestière et le maintien des coûts à un niveau raisonnable. Nous devons aussi augmenter notre production: c'est pourquoi les programmes d'aménagement forestier ont été accélérés dans tout le pays.

Tout le bois coupé sur les terres publiques est soigneusement mesuré et les entreprises forestières paient chaque pied cube de bois qu'elles

utilisent. En outre, elles versent un loyer pour l'exploitation des terres publiques. Elles partagent aussi, avec les provinces, les frais encourus pour la protection contre les incendies, les insectes et les maladies.

Le soin que nous portons aux forêts est gage de nombreux emplois. Il faut, selon le cas, éclaircir la forêt ou la régénérer. Après la récolte, il faut parfois travailler le sol pour créer une bonne couche de semis. Des centaines de millions de jeunes pousses doivent être mises en terre tous les ans. Pour assurer la production future, près d'un million d'acres doivent, chaque année, recevoir ces soins particuliers.

L'an dernier, l'industrie forestière a versé aux gouvernements près d'un milliard de dollars en impôts, loyers et redevances, et ses employés ont payé un autre milliard en impôts. Une partie de ces sommes est employée à la conservation de notre précieuse richesse

naturelle. Les ministères des terres et forêts et l'industrie forestière elle-même commencent à se demander si cet investissement suffira à assurer une production de bois adéquate. Aussi s'intéresse-t-on de plus en plus à la sylviculture pour assurer une production supérieure, tant en quantité qu'en qualité.

Nos produits forestiers nous rapportent plus que toute autre exportation et assurent un emploi sur dix au Canada.

Pour avoir de plus amples renseignements, demandez la nouvelle publication "CROISSANCE" au Service des communications, Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers, 2300 édifice Sun Life, Montréal, Québec, H3B 2X9.

L'industrie des pâtes et papiers du Canada

### CARTES PROFESSIONNELLES ET D'AFFAIRES

#### Centre de Gemmologie du Québec

Évaluation de diamants et bijoux, pour Assurance et autres.  
Diplôme G.I.A.  
2848 Boul. Rosemont,  
(coin 5e ave.)  
Tél.: 727-2718

Brevets d'invention  
MARQUES DE COMMERCE  
SWABEY, MITCHELL,  
HOULE, MARCOUX & SHER  
625, Ave du Président Kennedy  
Montréal - 845-7126

Brevets d'invention  
MARQUES DE COMMERCE  
**Robic, Robic**  
ET ASSOCIÉS  
1514, avenue McGregor  
Montréal H3G 1X5 934-0272

**BERNARD Z. COHEN**  
B.A., B.C.L., L.L.L.  
AVOCAT  
1015, Côte du Beaver Hall  
Suite 424  
Montréal, P.Q. Canada  
Tél.: (514) 861-4687

#### HOULE & LABELLE AVOCATS

388, rue Saint-Jacques, suite 605  
Montréal H2Y 1S1  
Tél.: (514) 842-3811

Michel Houle

Pierre Labelle

#### SERVICE COMPTABLE G.E.P. Inc.

#### Comptable gestionnaire

- Comptabilité générale
- Gestion d'entreprises
- Rapports d'impôts particulier - commerce
- Analyse de projet commercial
- Recrutement de personnel administratif

59, Latendresse, Ville Le Gardeur

585-3061





Les fiers yeomen Joe Davis et Bob Harton ont posé hier en compagnie d'un touriste peu commun, le président Hua, qui visitait la Tour de Londres. L'homme d'État chinois a eu par la suite ses premiers entretiens avec Mme Thatcher. (Photolaser AP)

## Mission de bonne volonté pour pacifier les Kurdes

TÉHÉRAN (AFP) — Alors que le Kurdistan a connu dimanche une nouvelle flambée de violence, le ministre iranien de l'Intérieur, M. Hachem Sabbaghian, a déclaré hier que toutes les opérations militaires avaient été interrompues, afin de préparer la tâche de la mission gouvernementale de bonne volonté au Kurdistan. Cette mission, a précisé le ministre, doit quitter Téhéran pour le Kurdistan jeudi.

Pour ce même jeudi, à l'occasion de la fête du « Sacrifice », Cheikh Ezzeddine Hosseini a appelé hier les Kurdes à rendre hommage à la mémoire de leurs martyrs. Le leader religieux sunnite kurde a démenti avoir demandé à ses partisans de cesser le feu pendant la durée des négociations avec le gouvernement.

Les violents combats qui se sont déroulés dimanche à Boukan, 80 km au sud de Mahabad, ont fait au moins un mort et trois blessés parmi les gardiens de la révolution de la milice islamique. A Mahabad, des accrochages ont éclaté dans la nuit de dimanche à lundi, principalement autour de la caserne, qui a été endommagée par les tirs de mortier des assaillants, selon la radio.

À Téhéran, une mini-crise gouvernementale a éclaté avec l'annonce dimanche de la démission du ministre de la Santé, M. Kazem Sami, qui justifie son initiative, dans une

lettre à l'imam Khomeiny, par le nombre croissant de mécontentements dans le pays, et leur indifférence à l'égard de la révolution.

M. Sami reproche également à l'action du gouvernement d'élargir constamment le fossé entre l'opinion publique et la direction du pays. Il déplore enfin l'absence de toute homogénéité au sein du conseil des ministres, ainsi que de toute politique économique, sociale et autre.

Annulée par son parti, le Mouvement islamique du peuple iranien (Djama-religieux progressiste), la démission de M. Sami a été acceptée hier par le premier ministre Mehdi Bazargan, qui a reproché au Djama d'avoir affaibli ainsi le gouvernement, alors qu'il avait dimanche affirmé son soutien à M. Sami. La presse de Téhéran avait en effet dimanche dénoncé le scandale de la présence d'agents de la Savak dans l'administration, et accusé M. Sami d'avoir favorisé l'emploi dans certaines administrations d'anciens savaki.

Parallèlement, les étudiants iraniens ont de nouveau exprimé leur mécontentement hier. Quelque vingt-cinq mille d'entre eux ont manifesté autour et dans l'université, demandant l'autorisation d'exercer des activités politiques dans les établissements d'enseignement, la suppression des droits d'inscription, et la réintégration des enseignants

victimes de l'épuration. Quelques heurts se sont produits entre étudiants et contre-manifestants islamiques, faisant un blessé, selon la radio de Téhéran.

Par ailleurs, une quinzaine de personnes ont été blessées, hier matin, à Tabriz, chef-lieu de l'Azerbaïdjan oriental, dans le nord-ouest de l'Iran lors de heurts entre les gardiens de la révolution (milice islamique) et des manifestants, apprend-on de bonne source à Tabriz. Une lycéenne aurait, en outre, été tuée, selon des informations non confirmées.

Les manifestants, au nombre de plusieurs milliers, — des lycéens et des étudiants pour la plupart —, entendaient protester contre l'action des gardiens de la révolution, qui, dimanche soir, avaient fait évacuer une cinquantaine d'étudiants qui occupaient les bureaux de l'administration de l'éducation nationale à Tabriz pour appuyer des revendications purement universitaires. Cette évacuation avait donné lieu à des bagarres, indique-t-on de même source.

Des coups de feu ont été tirés en l'air lors de la manifestation d'hier, au cours de laquelle des manifestants ont lancé des pierres contre les gardiens de la révolution, selon ces mêmes sources. Le calme était revenu, hier après-midi, à Tabriz, où une certaine tension était signalée.

## Une puissante escadre américaine croise au large de la Corée du Sud

SEOUL (D'après Reuter et AFP) — Tandis que le gouvernement et l'état-major militaire sud-coréens examinaient hier la situation créée par la disparition du président Park Chung-Hee, une puissante flottille américaine croissait au large des côtes de la péninsule.

Dans les milieux militaires japonais, on déclare que cette escadre comprend notamment le porte-avions de 81.000 tonnes Kittyhawk avec à son bord environ 90 appareils, trois contre-torpilleurs, une frégate et trois croiseurs pourvus de missiles. Les navires américains patrouillent dans les eaux internationales de la mer de Chine, au large de la Corée, ajoute-t-on.

A Séoul, le gouvernement et les responsables militaires se sont réunis pour examiner la situation le long de la zone démilitarisée divisant les deux Corées, bien que la situation soit calme à la frontière, les 600.000 soldats sud-coréens et les 38.000 soldats américains restent placés en état d'alerte pour dissuader la Corée du Nord de profiter du vide politique créé à Séoul par l'assassinat du président Park.

A l'issue de cette réunion, à laquelle ont notamment participé le président par intérim, M. Choi Kyu-Hah, le général Hung Seong-Hwa, administrateur de la loi martiale et le général Kim Jong-Hwan, chef d'état-major inter-armes, un porte-parole a déclaré: « Malgré la mort du président Park, la population garde son calme et conserve sa contenance... grâce à la politique ferme de défense poursuivie par les autorités responsables de la loi martiale ».

Cependant, des milliers de Sud-Coréens, certains ne dissimulant par leurs armes, ont rendu hier un ultime hommage au président Park Chung-Hee, assassiné vendredi soir par le chef des services secrets KCIA.

La dépouille mortelle du chef de l'Etat repose dans un

cercueil recouvert du drapeau national bleu, rouge et blanc, exposé dans sa résidence officielle proche du siège du gouvernement. Ce dernier bâtiment est gardé par d'importantes forces de sécurité, équipées de blindés, alors que des queues se sont formées dans tout le pays pour prier et brûler de l'encens devant tous les autels bouddhistes.

Jusqu'à présent, seuls les membres du gouvernement et de l'Assemblée nationale ont été autorisés à venir se re-

cueillir devant le cercueil. Les obsèques nationales du président Park, qui a dirigé la Corée du Sud depuis dix-huit ans, auront lieu samedi.

La population a visiblement été ébranlée par sa disparition tragique. La radio et la télévision diffusent de la musique funèbre entrecoupée par des bulletins d'informations et des éloges du défunt.

La capitale présente néanmoins son aspect normal. Les banques, la plupart des magasins et la bourse ont ouvert

leurs portes comme à l'accoutumée. Le couvre-feu, d'une durée de six heures a seulement eu pour conséquence de faire chuter les entrées de cinéma.

La troupe équipée d'armes automatiques protège les principaux bâtiments publics. De source informée, on indique que la garnison de la capitale a reçu des renforts.

Le président Park Chung Hee a été assassiné sur l'ordre des Etats-Unis, suggère hier la presse soviétique.

« Park Chung Hee a été éliminé parce qu'il ne pouvait plus assumer effectivement les intérêts de la nation sud-coréenne et de ses protecteurs outre-mer », écrivaient hier soir les Izvestia, organe du gouvernement soviétique. « Ce n'est pas la première fois que des moyens semblables sont utilisés par la CIA américaine », poursuit le journal, qui rappelle l'assassinat de Trujillo à Saint-Domingue, de Ngo Dinh Diem au Sud-Vietnam, « et d'autres dirigeants ».

## Begin remplacera lui-même Dayan

JÉRUSALEM (AFP) — M. Menahem Begin, premier ministre israélien, a décidé d'assurer lui-même l'intérim du ministère des Affaires étrangères, vacant depuis la démission de M. Moshe Dayan et, selon les milieux gouvernementaux de Jérusalem, aurait choisi de remplacer aux Finances M. Simha Ehrlich par M. Yigael Horowitz, qui avait été ministre de l'Industrie et du Commerce de juin 1977 à septembre 1978.

Ce remaniement devrait être approuvé au cours de la réunion hebdomadaire du cabinet dimanche prochain.

Le premier ministre a paré au plus urgent car la dégradation de la situation économique pose beaucoup plus de problèmes intérieurs que la démission, il y a huit jours, du ministre des Affaires étrangères, M. Moshe Dayan.

M. Horowitz a déjà annoncé la couleur: il procédera à des coupes sombres dans tous les budgets ministériels et envisage même des licenciements administratifs afin de réduire la dépendance d'Israël de l'aide extérieure publique et privée. S'il arrive à s'imposer, M. Horowitz, selon les observateurs, aidera le gouvernement Begin à se ressaisir en matière économique. Mais, en

politique étrangère, M. Horowitz, par ses positions nationalistes connues, devrait renforcer le camp des « faucons ».

Or, le compte à rebours a commencé pour le gouvernement sur le problème des colonies de peuplement en Cis-

jordanie. Le gouvernement avait subi en effet une grave déconvenue avec le jugement rendu la semaine dernière par la Cour suprême de Jérusalem, ordonnant l'évacuation d'une colonie de peuplement à Eilon Moreh, dans le nord de

la Cisjordanie, avant le 22 novembre.

Par ailleurs, le mouvement religieux colonisateur Gouch Emounim a annoncé hier qu'il allait compliquer le jeu en doublant le nombre des colonies existantes en Cisjordanie.

## Boston sans escale? Seulement avec Delta!

Nous avons six vols sans escale vers Boston, de 7h30 à 20h30. En seulement 56 minutes, vous êtes à destination. Donc, aucune perte de temps. Pour vos réservations, communiquez avec Delta au 337-5520, ou avec votre agent de voyage. Delta est toujours là.



Détenteur d'un permis du Québec. Horaires sujets à changement sans préavis.

## Depuis le traité de paix l'Égypte fête sans cesse

LE CAIRE (AFP) — Depuis la signature du traité de paix avec Israël, le 26 mars dernier, l'Égypte vit, à en perdre le souffle, dans un tourbillon de fêtes.

Le président Anouar El-Sadate avait promis à son peuple que l'année 1979 serait une série de fêtes successives. Promesse tenue: les festivités du traité suivies par celles de l'évacuation sont venues s'ajouter aux fêtes officielles et religieuses, dont le calendrier égyptien est déjà surchargé.

Le mois d'octobre à lui seul détient un record. Après la fête de la « victoire » d'octobre, celle de la Jeunesse puis la fête de Suez et la journée de la Marine sans compter, peu de temps auparavant, les festivals d'Enrico Macias et Frank Sinatra, c'est au tour d'une fête religieuse: « Eid-el-adha » (le Sacrifice) qui va coûter à l'Etat quelque 75 mil-

lions de dollars, à titre de gratification exceptionnelle à ses fonctionnaires.

A la même date, l'année dernière, en priant à Kantara-Est, sur la rive orientale du canal de Suez, le président Sadate avait fait le vœu de se rendre à El-Arich pour le « Eid » de 1979. Son vœu a été exaucé.

Le président Sadate fonde de grands espoirs sur le développement du Sinaï et compte y consacrer plus d'un demi milliard de dollars au cours des cinq prochaines années. Le financement de ces projets ambitieux, en l'absence d'un « plan Marshall » occidental dont il a été question un moment, n'est cependant pas précisé.

Mais cette ronde joyeuse de fêtes égyptiennes, que ne perturbent ni la flambée des prix, ni la pénurie de certains pro-

duits de base, s'arrêtera de tourner jeudi prochain.

La situation en Haute-Egypte est catastrophique à la suite des pluies diluviennes qui se sont abattues subitement sur les provinces méridionales du pays. Les torrents, charriant dans certaines régions des scorpions et des reptiles des montagnes avoisinantes, ont tué trente-neuf personnes, rasé plusieurs villages et dévasté des milliers d'hectares de culture. On compte quelque cent mille personnes sans abri.

C'est la première « catastrophe » nationale en Égypte qui ne soit pas due à la guerre. Le président Sadate va visiter les trois gouvernorats les plus touchés: Assouan, Quéna, et Sohag. Un appel a été lancé à la Croix-Rouge internationale et une souscription nationale a été ouverte en Égypte.

## ORIENT

Montréal-Vancouver sans escale à 10h30 l'avant-midi. Les mardis, mercredis, vendredis et dimanches, correspondance 747 sans escale de CP Air de Vancouver à TOKYO. À Tokyo, correspondances d'autres lignes aériennes vers SEOUL, TAÏPEH, MANILLE, BANGKOK et SINGAPOUR. De plus, trois fois par semaine, notre 747 poursuit son trajet de Tokyo à HONG KONG.



Réservations, heures de départ, décalage horaire, durée du vol, service de bord, heures d'arrivée et correspondances, voilà ce qui, à part mille autres détails, vous trotte par la tête à l'approche d'un voyage d'affaires. Ces préoccupations, nous en faisons notre affaire chez CP Air. Confiez-les nous et soyez rassuré. Après tout, nous desservons l'Orient depuis 30 ans.

Charmant Palpitant




Antique Incomparable Romantique

**Notre service classe**  
Empress si vous payez le plein tarif économique: choix de deux entrées chaudes, plats de fins gourmets, vins et liqueurs européens, musique stéréo et cinéma. Le tout à titre gracieux.  
**Tout est prévu pour votre plus grand confort**  
• Le service inimitable de CP Air (nos clients finissent par ne plus s'en passer).  
• Vol 747 depuis Vancouver à l'aller et jusqu'à cette ville au retour.  
• Même avion jusqu'à Hong Kong, sauf pour votre correspondance à Vancouver.

**Excursions (de Montréal)**  
• L'incomparable Orient IT9CP1J801  
**\$1980** Un prix des plus intéressants pour cette envoûtante excursion de 15 jours, où vous aurez l'occasion de découvrir l'Orient: Tokyo, Kamakura et Hakone au Japon, Taïpeh dans l'île de Formose, puis Hong Kong. Le prix du forfait comprend le tarif aérien aller retour établi pour un groupe minimum de 10 personnes formé à votre intention, les correspondances entre les hôtels de première classe et les aéroports, les taxes hôtelières et 13 nuits d'hébergement (deux personnes par chambre). Ce prix, qui ne comprend pas les taxes de transport, peut être modifié sans préavis. Brochure en

couleurs gratuite sur demande.  
• République populaire de Chine  
Nous vous offrons plusieurs excursions passionnantes. Brochure en couleurs gratuite sur demande.  
En collaboration avec les Lignes aériennes japonaises.

Appelez votre agent de voyages. Ou bien, communiquez avec CP Air au 931-2233 (région de Montréal). Dans certaines parties du Québec, composez sans frais 1-800-361-8026.



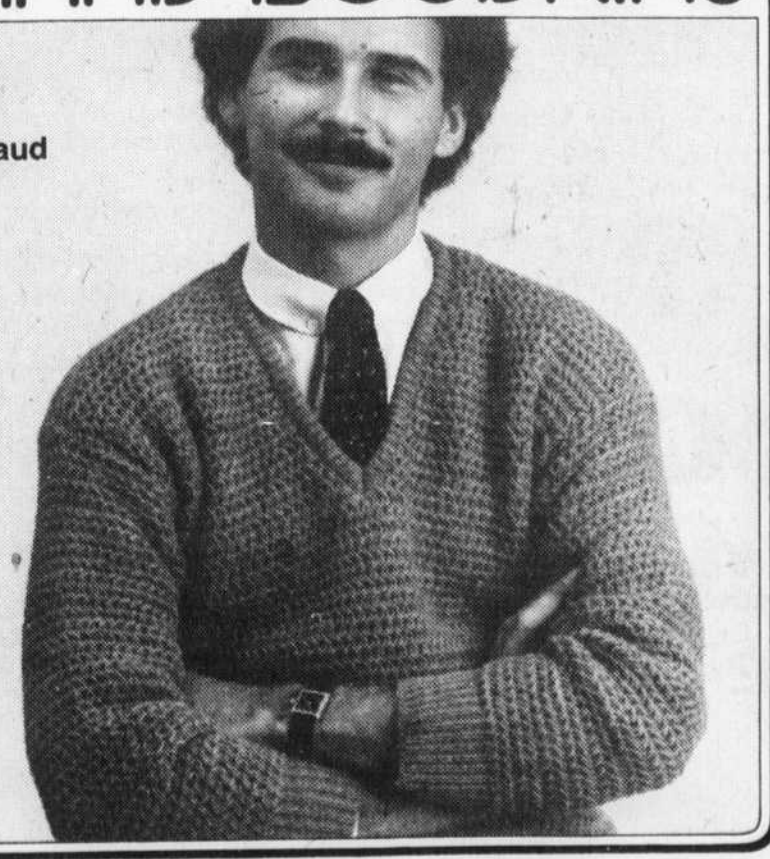
Place Bonaventure 875-2013

6818, rue St-Hubert 273-2851

St-Bruno 653-9422

Place Québec 524-5263

# ARMAND BOUDRIAS



Importation européenne Col V  
**Louis Féraud**

Onvole à votre service

CP Air



## Kennedy est en lice pour la présidence

WASHINGTON (AFP) — Après plusieurs semaines d'hésitations, le sénateur Edward Kennedy a finalement formé hier un comité de campagne qui fait de lui un candidat officiel pour l'élection présidentielle de 1980.

Le sénateur, qui a laissé à son beau-frère, M. Stephen Smith, nommé président du comité, le soin d'en annoncer la création, se réserve pourtant d'officialiser définitivement sa candidature à l'investiture du Parti démocrate le 7 novembre à Boston, dans l'État du Massachusetts, dont il est l'élue.

Mais la conférence de presse de M. Smith hier pour annoncer la création du comité n'en a pas moins pris l'aspect d'un véritable lancement de la campagne, dans l'ancien hall d'exposition de Cadillac, à Washington, où le comité du sénateur va installer ses bureaux.

Le sénateur « Ted » Kennedy est ainsi le troisième des frères Kennedy à se lancer dans la course à la présidence des États-Unis. Le premier, John, avait été assassiné pendant son mandat en 1963 à Dallas, le deuxième, Robert, avait été tué pendant la campagne pour les présidentielles de 1968.

Une foule considérable de sympathisants, plusieurs membres de la famille Kennedy, notamment Ethel, la veuve de Robert Kennedy, ainsi qu'une centaine

de journalistes s'étaient rassemblés dans le hangar vide de meubles, mais orné de guirlandes tricolores et d'affiches clamant « Kennedy pour président » où se faisait l'annonce.

« Nous ferons campagne pour l'élection de délégués favorables à notre candidature dans toutes les parties du pays, a souligné M. Smith. Nous espérons que tous les citoyens américains qui partagent notre conviction que le sénateur Kennedy doit être le prochain président se joindront à la campagne qui commence aujourd'hui. »

Si l'on en croit les derniers sondages, le sénateur du Massachusetts a pour l'instant le vent en poupe. « Je préfère Kennedy à Carter, a déclaré un chauffeur de taxi noir attiré par l'événement, il sera mieux conseillé. » L'influent maire de Chicago, Mme Jane Byrne, se propose d'annoncer officiellement aujourd'hui son soutien à Edward Kennedy.

Ainsi que l'a souligné M. Smith, la création du comité officiel Kennedy a pour effet de faire disparaître les multiples comités non autorisés qui s'étaient créés pour le pousser à se présenter. De ce fait, les contributions individuelles à sa campagne deviennent limitées à 1.000 dollars, alors que les comités non officiels pouvaient accepter jusqu'à 5.000 dollars par personne.

## La France veut s'opposer à toute modification des accords de Berlin

BERLIN (AFP) — Le président français Valéry Giscard d'Estaing a réaffirmé hier aux Berlinois que la France était « résolue à s'opposer sans faille à toute modification unilatérale des accords de Berlin ».

« Je suis venu personnellement vous porter le témoignage de cette détermination », a déclaré le chef de l'État à la bibliothèque d'État de Berlin, où le chancelier Helmut Schmidt avait rejoint en fin de matinée le président français et le bourgmestre régnant de Berlin-Ouest, M. Dietrich Stobbe.

Applaudi à plusieurs reprises, M. Giscard d'Estaing a déclaré que « si les circonstances l'exigeaient, la France, comme par le passé, apporterait sa contribution à la sécurité de Berlin ». « La liberté de Berlin, c'est aussi la nôtre », a conclu le président français.

Il avait exposé les mêmes thèmes en allemand peu de temps après son arrivée hier matin, devant l'hôtel de ville de Wedding, avant le défilé de la garnison française.

« Comme toujours, avait-il dit, la France tiendra ses engagements. » Le président français avait tenu cependant à rappeler à cette occasion l'attachement de la France à la politique de détente. « Nous recherchons activement, avait-il dit, la détente en Europe. Or la détente repose avant tout sur le respect du droit. Le sort de Berlin s'inscrit tout entier dans le droit ».

Cette visite d'une douzaine d'heures du président de la République, menée au pas de charge sous un vent glacial, s'inscrivait dans un cadre très précis. Ne rien dire, ne rien faire qui puisse laisser planer le moindre doute, de ce côté du mur, sur la résolution de la France de s'en tenir aux accords de 1971, mais qui puisse également apparaître, de l'autre côté, comme un défi à la détente.

Il fallait également tenir compte, dans un protocole un peu acrobatique, du fait qu'à

Berlin-Ouest le chancelier Helmut Schmidt est une sorte d'invité privilégié, comme son hôte français.

Cet exercice de corde raide n'avait jamais été tenté par un président français, alors que les deux autres puissances « protectrices », les États-Unis et la Grande-Bretagne, ont déjà envoyé à Berlin leur président et leur reine.

Le président français a été récompensé de son effort. Par l'accueil des Berlinois, d'abord, nombreux à l'accueillir malgré le froid. Il y a même

eu un bain de foule dans l'après-midi, sur la célèbre avenue du « Kurfuerstendamm ». Ensuite par l'hommage rendu par les autorités de Berlin-Ouest à la constance et à la ténacité de la diplomatie française dans le règlement d'un problème longtemps inextricable né de la Deuxième Guerre mondiale, et à une attitude de fermeté qui, de l'avis général, est pour une bonne part responsable des accords de 1971.

Restait le problème du mur, visible comme le nez au mi-

lieu du visage. Il était difficile pour le protocole de l'ignorer, et, pour le cortège, de ne pas y faire un arrêt au moins symbolique. Le président français s'est recueilli un instant devant la croix rappelant la mort d'un fugitif en 1961.

Un peu plus tard, évoquant dans une allocution la « façade affligeante » de la ceinture de béton et de barbelés qui coupe en deux l'ancienne capitale, il avait parlé de ce « mur où il s'était rendu avec émotion, mais sans résignation ».

## Le sommet rhodésien achoppe sur le problème de la prise en charge

LONDRES (AFP) — Le problème du contrôle de l'administration rhodésienne demeure l'un des principaux obstacles restant à franchir à la conférence de Londres sur le Zimbabwe-Rhodésie, estimaient hier les observateurs à Lancaster House.

La délégation britannique dirigée par lord Carrington, secrétaire au Foreign Office, continue à insister sur la prise en charge directe de l'administration et de l'armée rhodésiennes par un gouverneur anglais, qui remplacerait le premier ministre Abel Muzorewa pendant la période pré-électorale.

De son côté, le mouvement du guérilla du Front patrio-

te (FP) de MM. Joshua Nkomo et Robert Mugabe, estime que les Nations unies devraient organiser les élections et refuse d'accepter la nomination d'un gouverneur britannique doté de pleins pouvoirs exécutifs.

Lord Carrington a souligné hier matin que ce problème devrait être réglé avant que les participants à la conférence de Lancaster House entament les discussions sur l'organisation d'un cessez-le-feu en Rhodésie.

Il a réaffirmé que les propositions du FP sur la création d'un conseil exécutif composé d'une majorité de membres du mouvement de guérilla

étaient inacceptables. Selon lord Carrington, seul un gouverneur britannique contrôlant non seulement l'administration mais aussi l'armée et la police rhodésiennes serait en mesure de faire respecter le cessez-le-feu. La décision de l'évêque Muzorewa d'accepter le plan britannique pour la période pré-électorale a été louée par lord Carrington.

Cependant, le général Peter Walls, commandant en chef des forces rhodésiennes, a déclaré au cours d'une interview télévisée qu'il était résolu à « démolir » les maquisards du FP si MM. Nkomo et Mugabe refusaient d'accepter

un règlement négocié en Rhodésie.

En dépit des déclarations apparemment intransigeantes faites au cours des derniers jours par les chefs du FP, Mugabe et Nkomo semblent prêts à adopter une position moins dure envers certains aspects des propositions britanniques, estime-t-on.

C'est ainsi qu'on laisse entendre, dans les milieux proches de la délégation du FP, que MM. Mugabe et Nkomo considéreraient que plusieurs aspects du plan britannique demeurent négociables, notamment en ce qui concerne la durée de la période transitoire.

## La situation reste explosive dans la Corne de l'Afrique

SHILABO (AFP) — La situation reste explosive dans la Corne de l'Afrique, malgré la victoire militaire de l'Éthiopie dans l'Ogaden au printemps 1978.

Les Éthiopiens, avec l'aide des Soviétiques et des Cubains, ont certes conquis les grandes villes et infligé une lourde défaite aux troupes régulières somaliennes intervenues officiellement pour aider les combattants du Front de libération de la Somalie occidentale (FLSO), mais l'armée éthiopienne ne contrôle pas pour autant tout le terrain: le Front opère librement en dehors des villes dans de larges régions, surtout dans le sud vers la frontière somalienne.

Autre élément d'instabilité: les populations civiles d'origine somali qui avaient fui les villes lors des bombardements éthiopiens, au début de l'année 1978, ont refusé dans une large proportion de retourner chez elles. Elles vivent précairement dans la brousse ou continuent d'affluer en Somalie, où les camps de réfugiés abritent maintenant près de 350.000 personnes, plus d'un dixième de la population de l'Ogaden.

Shilabo, capitale régionale située près de la route qui relie en temps de paix Addis Ababa à Mogadiscio, à quelque 170 kilomètres du poste-frontière somalien, est restée sous le contrôle du Front depuis juillet 1977.

La petite ville construite en « dur » a été en partie dynamitée lorsque les Éthiopiens l'ont évacuée. Les quelque 3.000 habitants ont refusé d'y retourner et ont construit à quelques centaines de mètres à peine des logements provisoires en bois et branchages, comme si la reconstruction de la ville n'en valait pas la peine.

« Nous savons que la lutte sera longue et nous nous préparons à toutes les éventualités », déclare une femme de Shilabo. « Notre terre est ici et nous continuerons à nous battre jusqu'à notre indépendance ».

Le mot « indépendance » m'a été répété tout au long de

ma visite dans les territoires contrôlés par le Front. « Djibouti est bien devenu indépendant », me dit un responsable du Front, ajoutant: « Pourquoi pas nous? » Il souligne que, dans le contexte africain, une telle solution pourrait être accueillie plus favorablement que l'idée d'une « grande Somalie » préconisée dans le passé par les dirigeants de Mogadiscio.

« L'indifférence éthiopienne à l'égard du développement de l'Ogaden, et la répression des populations somali avant et après la guerre, nous poussent à réclamer le droit à l'autodétermination qui devrait aboutir à l'indépendance », me dit-on.

La richesse du cheptel de l'Ogaden devrait en grande partie garantir, selon le Front, la viabilité économique de la « Somalie occidentale ».

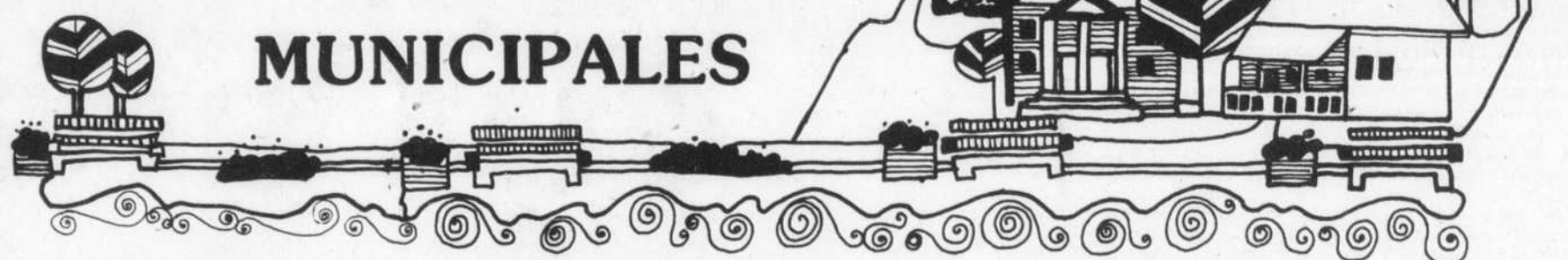
Déjà, le FLFO a imposé un système de taxation sur le commerce avec la Somalie, centré sur le bétail. Cela fait partie des structures politiques, économiques et administratives que le Front commence à implanter dans les territoires qu'il contrôle. « Nos principaux problèmes sont la santé et l'éducation », souligne un responsable.

Le Front, affirme-t-il, reçoit une aide « essentiellement humanitaire » de certains pays arabes, dont l'Irak, la Syrie, le Qatar, le Koweït et l'Arabie saoudite. « Nous avons reçu un message de l'ayatollah Khomeiny et nous avons l'intention d'envoyer très prochainement une délégation en Iran pour expliquer notre cause », a révélé cette même source.

Le FLFO espère ainsi bénéficier d'une certaine solidarité islamique face au marxisme éthiopien. Tout comme la Somalie qui tente de reconstituer son arsenal militaire pour, dit-elle, rétablir l'équilibre des armements dans la région. L'Éthiopie, quant à elle, ne paraît pas prête à négocier ni avec la Somalie, ni avec le Front. Dans ces conditions, les perspectives d'une solution durable dans la Corne

de l'Afrique, proche des champs pétroliers arabes, ne paraît guère encourageante.

## À PROPOS DE NOS AFFAIRES MUNICIPALES



### Aux prochaines élections municipales OUI je vote!

**Je n'ai pas besoin d'être propriétaire pour voter. Citoyen de ma municipalité, j'ai le droit de prendre une part active aux élections de mon conseil. Alors, je prends mes responsabilités!**

POUR EXERCER SON DROIT DE VOTE

Il suffit d'avoir 18 ans ou plus;  
d'avoir la citoyenneté canadienne;  
d'être domicilié dans une municipalité depuis au moins 12 mois.

**en ville:**

une personne doit figurer sur la liste électorale en vigueur.

**à la campagne:**

une personne doit être inscrite sur le rôle d'évaluation de la municipalité. Le citoyen qui n'est pas propriétaire doit s'assurer auprès du secrétaire trésorier que son nom est inscrit au rôle d'évaluation.

## Les Basques en grève

MADRID (AP) — La plus grande partie de la population a suivi hier matin le mot d'ordre de grève générale de 24 heures au pays basque lancé par les syndicats de gauche pour protester contre l'assassinat d'un ouvrier socialiste par des militants de l'ETA, deux jours après le référendum sur l'autonomie.

À Bilbao, les usines, les transports publics et les services postaux étaient paralysés, et de nombreux magasins étaient fermés. La grève a été suivie à 50 pour cent dans la province de Guipuzcoa, et dans une moindre mesure à Victoria, capitale de la province d'Alava.

À Saint-Sébastien, les liaisons ferroviaires avec la France n'ont pas été assurées. La grève était totale à Irun, à la frontière, où toutes les banques étaient fermées. Grève totale également, selon l'UGT (centrale syndicale socialiste) dans les villes basques de Mondragon, Eibar, Hermani et Zumarraga.

L'UGT et les commissions ouvrières (communistes) avaient appelé à la grève après la mort de German Lopez Gonzalez, un ouvrier non basque de 34 ans tué samedi à Zumaya, près de Saint-Sébastien. Le secrétaire général du syndicat socialiste, M. Txiki Benegas, a fait observer qu'il s'agissait de la première grande grève organisée au pays basque contre le terrorisme et l'ETA.

À Madrid un porte-parole du premier ministre Adolfo Suarez, a réaffirmé que l'assassinat avait été perpétré par l'ETA, en dépit des informations selon lesquelles l'attentat aurait été commis par des militants échappant au contrôle direct de l'organisation séparatiste.

### RECHERCHONS! FOURRURES USAGÉES

Nous voulons acheter et paierons comptant pour presque toutes les sortes de manteaux usagés en fourrure. Recherchons spécialement: vision, renard, loup, raton laveur et rat musqué.

**Ribnick Furs**  
224 N 1st St., Mpls., MN

Apporter vos fourrures au

**HOLIDAY INN**

420 Sherbrooke O.

Mardi 30 oct.

Mercredi 31 oct.

de 11 h à 19 h.

Demandez le numéro de chambre à la réception.

Gouvernement du Québec  
Ministère des Affaires municipales



# Soyons membre actif de notre municipalité



# Les «agressions économiques» des États-Unis sont dénoncées à l'OEA

LA PAZ (AFP) — L'Organisation des États américains (OEA) a montré son attachement à l'élaboration d'un «nouvel ordre économique» et à la démocratisation rapide des gouvernements de la région, estimaient les observateurs, hier, à la suite de la publication du projet de «déclaration de La Paz».

Ce texte — qui constitue une synthèse des travaux de l'assemblée générale de l'OEA, réunie depuis le 22 octobre dernier, en Bolivie, et qui définit les objectifs de l'organisation pour les années à venir — a été mis au point par un groupe de travail spécialisé pour être soumis à l'assemblée générale.

La déclaration de La Paz prône la coopération entre pays latino-américains et caribéens et l'ouverture de consultations avant toute décision pouvant affecter l'économie

latino-américaine. Selon les observateurs, l'OEA fait ainsi preuve de sa volonté de renforcer la capacité d'action des pays du Sud contre les «agressions économiques» des États-Unis.

Le document affirme aussi la nécessité, pour les gouvernements latino-américains qui ne l'ont pas encore fait, de glisser sans secousse vers une forme démocratique de pouvoir.

Les pays «libéraux» de l'OEA, notent les observateurs, ont souligné que les dictatures sont désormais incompatibles avec les notions de développement, de coopération et de modernisme politique.

Dans cette déclaration, l'OEA affirme toutefois son attachement au pluralisme idéologique. Selon les observateurs, ceci explique pourquoi l'Argentin Alejandro Or-

fila a été réélu secrétaire général de l'organisation contre le Dominicain Ramon Emilio Jimenez, présenté comme un champion de la démocratie.

Elle préconise aussi un effort général pour aider les pays géographiquement désavantagés, en particulier ceux qui sont dépourvus de littoral. Selon les observateurs, elle confirme ainsi son soutien à la revendication bolivienne d'accès à la mer tout en évitant de heurter trop brutalement le Chili.

En préconisant le règlement par la voie pacifique des conflits entre États, elle signale, à l'attention de tous, les conflits territoriaux qui opposent actuellement le Chili à la Bolivie et à l'Argentine, le Venezuela à la Colombie, le Pérou à l'Équateur, le Salvador au Honduras.

D'autre part, l'attitude économique des États-Unis à l'é-

gard de l'Amérique latine a été considérée à l'assemblée générale de l'OEA qui terminera ses travaux demain à La Paz, comme un obstacle majeur au développement économique de la région.

L'importance du procès intenté aux États-Unis par les représentations latino-américaines a été minimisée en raison du côté spectaculaire des grands débats concernant les droits de l'homme, le conflit chiléo-bolivien, l'élection du secrétaire général et la réorganisation de l'OEA. Elle n'en est pas moins réelle.

Le gouvernement Carter est attaqué sur cinq points essentiels: ses mesures de protectionnisme douanier, son projet de vente de ses réserves stratégiques d'étain, l'augmentation du droit de péage sur le canal de Panama, sa décision de faire passer de 66 à 62 pour cent sa quote part dans le budget de l'OEA et, d'une manière générale, les actes «d'agression économique» commis par les groupes du grand capital nord-américain, comme les producteurs de betteraves à sucre, qui interdisent l'entrée aux États-Unis de ce produit en provenance d'Amérique latine.

Un spécialiste péruvien a estimé que le protectionnisme douanier des États-Unis avait coûté \$20 millions aux pays latino-américains au cours des dernières années.

Une étude du Comité économique interaméricain indique que l'augmentation du droit de péage sur le canal de Panama provoquera une diminution de 15 pour cent des exportations latino-américaines, si elle atteint 50 pour cent de plus que le coût actuel.

Des spécialistes boliviens ont calculé que la vente par les États-Unis des 35.000 tonnes qui constituent leurs réserves stratégiques d'étain peut représenter une perte de \$58 millions par an pour la Bolivie, gros producteur de ce métal, et dont les excédents qui étaient de 8.000 tonnes en 1978 atteindront 10.000 tonnes en 1979.

Cette situation globale a fait dire à l'un des premiers orateurs du débat général de l'OEA à La Paz, le ministre vénézien des Affaires étrangères, M. Jose Alberto Zambrano, que l'OEA ne représentait plus une seule région mais bien deux: l'Amérique latine et les États-Unis.

# Une fusillade fait 23 morts au Salvador

SAN SALVADOR (AFP) — Vingt-trois personnes ont été tuées et plus de cent autres blessées lors d'une manifestation de l'organisation trotskyste Lignes populaires du 28 février (LP-28) hier après-midi à San Salvador, selon un premier décompte des cadavres qui jonchent les rues.

Une vive fusillade s'est déroulée pendant plus d'une heure dans le centre de la capitale alors que les manifestants cherchaient à s'approcher d'un bâtiment abritant les locaux du quotidien Prensa Grafica, dont la façade avait été détruite la veille par une bombe. L'attentat avait été revendiqué par «l'Armée révolutionnaire du peuple» (ERP), bras armé du LP-28.

La junte de gouvernement révolutionnaire a rejeté sur «les groupes subversifs» la responsabilité de la fusillade. Des francs-tireurs extrémistes, a-t-elle expliqué, ont ouvert le feu sur les forces de l'ordre chargées de protéger le bâtiment et celles-ci n'ont pu que riposter. Dès le début de la fusillade, les rues de la capitale, qui étaient remplies de curieux, se sont vidées en un instant.

D'autre part, dans un communiqué qui a créé une certaine surprise à San Salvador, le Bloc populaire révolutionnaire (BPR), invoquant «l'attitude collaborative» des quelque 250 otages détenus par ses commandos depuis mercredi dernier aux sièges des ministères du Travail et de l'Économie, a annoncé qu'il leur rendait la liberté hier à 16 h 30.

Le Bloc a invité les familles des otages à se rassembler devant les deux ministères pour venir chercher leurs parents. Jusqu'à présent, le Bloc avait toujours mis comme condition à la libération de ses otages la satisfaction entière de ses exigences, au nombre desquelles figuraient une augmentation générale des salaires de cent pour cent.

# Raul Castro dénonce les «déficiences» du socialisme

LA HAVANE (AFP) — Le ministre cubain des Forces armées, M. Raul Castro, a critiqué, dimanche soir, à La Havane, les «déficiences» du socialisme cubain et s'est déclaré partisan du limogeage des cadres et dirigeants incapables.

Le frère du président Fidel Castro et «numéro 2» du régime a fait ces déclarations dans un long discours, prononcé à l'occasion du vingtième anniversaire de la mort du commandant Camilo Cienfuegos, héros de la révolution cubaine.

Il a notamment dénoncé les «multiples exemples d'irresponsabilité, de désorganisation et d'indiscipline» ainsi que «les cadres qui évitent d'affronter les éléments qui ont fait du mépris des normes socialistes une habitude». M.

Raul Castro s'en est également pris à «ceux qui sont plus préoccupés de conserver leurs postes que de répondre aux besoins du peuple».

Il a particulièrement critiqué les défauts de l'administration et des services qui provoquent, selon lui, «une irritation justifiée», notamment au niveau des quartiers, des hôpitaux et des écoles. Se défendant de vouloir ouvrir une «chasse aux sorcières», M. Raul Castro a toutefois rejeté la tolérance, qui «conduit à l'inertie».

Selon les observateurs, la publication intégrale de ces déclarations dans le quotidien Granma, journal du PC cubain, témoigne du souci actuel des dirigeants de régler les difficultés intérieures.

Dans le même discours, M.

Castro a affirmé que le «débarquement-exercice» de 2.200 marines américains à la base américaine de Guantanamo (Cuba), le 14 octobre dernier, prouvait que les États-Unis font «peu de cas de la souveraineté des autres nations». Il a ajouté que Cuba ne se laisserait «ni provoquer, ni intimider» par cette «démonstration de force».

# les Obligations d'Epargne du Canada

MAINTENANT

11% la première année

10 1/2% chacune des 6 années suivantes

## Taux majorés

Le taux d'intérêt de la nouvelle émission des Obligations d'Epargne du Canada a été majoré à 11% pour la première année et à 10 1/2% pour chacune des 6 années suivantes. Le nouveau rendement annuel moyen à l'échéance de ces obligations est de 10,59%.

Tous ceux qui ont déjà acheté ou qui achèteront les nouvelles Obligations d'Epargne du Canada bénéficieront des taux d'intérêt majorés même si l'ancien taux apparaît sur leurs obligations.

## Sûres, rentables, faciles à encaisser

Les Obligations d'Epargne du Canada sont un placement sûr puisqu'elles

offrent comme garantie l'ensemble des richesses du pays. De plus, elles rapportent bien, d'année en année, et sont faciles à encaisser lorsque vous le désirez.

## Un choix d'obligations

Les Obligations d'Epargne du Canada vous sont offertes sous deux formes:

- L'obligation à intérêt régulier paie intérêt le 1<sup>er</sup> novembre de chaque année, aux nouveaux taux majorés.
- L'obligation à intérêt composé permet de réinvestir automatiquement l'intérêt et de gagner de l'intérêt sur l'intérêt.

Grâce aux nouveaux taux, une obligation à intérêt composé de \$100 vaudra \$202.37 à l'échéance dans 7 ans.

## Faciles à acheter

Les nouvelles Obligations d'Epargne du Canada sont déjà en vente chez tous les agents vendeurs autorisés: banques, courtiers, sociétés de fiducie et caisses populaires. Vous pouvez les acheter selon différentes coupures, jusqu'à concurrence de \$25 000. Ne tardez pas! Achetez les vôtres dès aujourd'hui.

## Rendement majoré sur les émissions antérieures

Le taux de rendement de toutes les émissions antérieures non échues des Obligations d'Epargne du Canada a été majoré à 11% pour l'année débutant le 1<sup>er</sup> novembre 1979 et à 10 1/2% pour chacune des années suivantes jusqu'à leur échéance respective. Quant aux émissions datées d'avant 1977, les bonis payables en espèces à l'échéance de ces obligations seront augmentés en fonction de cette majoration. Pour ce qui est des émissions des deux dernières années, les taux d'intérêt majorés seront payables chaque année jusqu'à leur échéance respective.

Renseignez-vous à votre banque ou à toute autre institution financière autorisée.



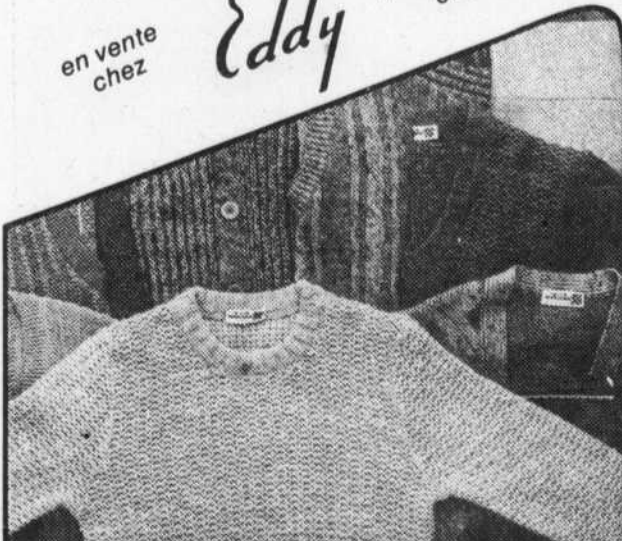
Achetez les vôtres dès aujourd'hui!

**RODIER MONSIEUR**

Première marque de France

1110 ouest,  
Sherbrooke  
842-2327  
Place Bonaventure  
878-9556

en vente chez  
**Eddy**





# Poursuivre la rénovation

Suite de la page 5

ves. Nous avons décidé de procéder par étapes — l'étapisme n'étant pas l'apanage exclusif du gouvernement québécois — pour que la rénovation du système fédéral. La première étape, qui a de bonnes chances d'aboutir rapidement à des progrès concrets, vise à améliorer le nouveau partage des responsabilités entre les deux ordres de gouvernement par voie d'arrangements politiques ou administratifs. Mais nous n'en sommes pas moins conscients de la nécessité d'adopter, en temps opportun, une approche plus globale en ce qui touche le renouvellement constitutionnel. J'aimerais à ce propos citer un extrait du mot-d'ordre de la conférence de presse du premier ministre, le 12 octobre dernier qui, curieusement, n'a guère retenu l'attention. « Il serait souhaitable, a dit M. Clark, d'en arriver à des aménagements constitutionnels acceptables pour tout le pays et qui reflèteraient mieux que ne le fait la Constitution actuelle la réalité du Canada d'aujourd'hui, cette nouvelle réalité canadienne qui prend forme; mais on n'y arrivera pas facilement. Ce sera plus facile lorsque nous aurons créé au pays un climat de coopération plus propice que le climat actuel ».

M. Clark s'est expliqué récemment au sujet de son attitude envers le référendum: « L'événement est important, a-t-il dit, mais sa portée ne doit pas être exagérée. » Il ne compte pas intervenir dans ce débat. Cette position est-elle bien arrêtée? Peut-elle évoluer?

M. Jarvis: Permettez-moi de reformuler votre question pour en faire ressortir les deux éléments fondamentaux. Premièrement, quel rôle le gouvernement fédéral doit-il désormais jouer dans ce débat, qui est en cours depuis près de trois ans et se poursuivra jusqu'à la tenue du référendum québécois? Deuxièmement, quelles initiatives devons-nous prendre pour inciter les Québécois à exprimer massivement, lors de cette consultation populaire, leur volonté de demeurer des citoyens du Canada?

J'ai à peine besoin de rappeler que notre position est assez différente de celle des formations politiques provinciales, auxquelles la loi sur les consultations populaires confère des fonctions pour ainsi dire officielles, et qu'elle est différente aussi de celle de l'opposition libérale aux Communes, au sein de laquelle se retrouvent la plupart des députés fédéraux du Québec. Mais ces facteurs, sans être négligeables, sont en quelque sorte contingents lorsqu'il s'agit de répondre aux deux questions fondamentales.

Il nous semble en effet que notre rôle dans le débat référendaire et que l'identification des initiatives que nous devons prendre pour l'accomplir procèdent d'abord et avant tout de la nature et des fonctions de l'autorité fédérale au sein de la Fédération canadienne. Nous en sommes venus à la conclusion que la toute première fonction du gouvernement fédéral est de démontrer aux Québécois que le système peut changer — et changer rapidement — et que le fédéralisme peut répondre encore plus adéquatement qu'il l'heure actuelle à leurs besoins et à leurs aspirations. Pour ce faire, il nous faudra bien entendu la coopération des partis d'opposition aux Communes et des autres

provinces; mais seul le gouvernement fédéral peut exercer le leadership nécessaire sur ce plan. C'est une responsabilité qui sans conteste nous incombe et à laquelle nous n'avons nullement l'intention de nous dérober.

La deuxième fonction du gouvernement fédéral afférente au référendum est d'atténuer les conflits et de réduire les tensions entre l'autorité fédérale et le gouvernement du Québec. Nous sommes d'avis que les affrontements qui ont marqué les relations fédérales-provinciales, ces dernières années, ont faussé l'idée que bien des Québécois se font du fédéralisme. Ottawa a constitué pendant trop longtemps la cible par excellence, aux yeux des Québécois. Par conséquent, nos efforts pour améliorer le climat des relations fédérales-provinciales font intégralement partie de notre « stratégie » vis-à-vis du référendum québécois. Le gouvernement s'est donné pour objectif, depuis son assermentation, de décrire les rapports entre Ottawa et Québec; et je crois que nos premiers efforts ont eu quelque succès. Il est désormais plus difficile au gouvernement québécois d'attaquer les ministres fédéraux et d'amener ceux-ci à répliquer sur le même ton. Nous ferons tout en notre pouvoir, au cours des mois à venir, pour maintenir une sérénité relative dans les rapports que nous ne manquerons pas d'avoir avec nos vis-à-vis québécois qui — ne l'oublions pas — ont été élus par la population et forment le gouvernement légitime de cette province. Ce qui ne veut pas dire, bien entendu, que nous allons nous abstenir de fournir aux Québécois les renseignements dont ils auront besoin pour évaluer les avantages qu'ils tirent de leur appartenance à la Fédération canadienne, ou ceux qu'ils peuvent en attendre à l'avenir. Toutefois, notre objectif à cet égard sera non pas de provoquer mais plutôt de persuader.

La troisième fonction du gouvernement fédéral sera de rappeler à tous les Canadiens, à commencer par ceux du Québec, que le référendum qui aura lieu bientôt dans cette province ne doit pas devenir une obsession nationale. Ce référendum est certes important, mais il ne faut pas en faire l'événement pivot de l'avenir politique du Canada. Quelle qu'en soit l'issue, elle ne saurait avoir pour conséquence immédiate, ni le démembrement du pays, ni la consolidation définitive de l'unité canadienne. Il revient donc aux politiciens fédéraux de rappeler à l'opinion des autres régions du pays que, même si la coalition fédéraliste devait gagner le référendum, comme nous l'espérons, il restera bon nombre de questions difficiles à résoudre pour instaurer une coexistence durable et plus harmonieuse entre les deux grandes collectivités linguistiques du pays.

Nous devons aussi rappeler aux Québécois que leur avenir collectif dépend bien davantage de l'heureuse résolution des problèmes concrets auxquels nous sommes confrontés — la sécurité en longue période de nos approvisionnements énergétiques, par exemple, ou la vigueur de notre développement économique — que de l'issue d'un référendum provincial. D'où le devoir de présence du gouvernement fédéral au Québec évoqué à plusieurs reprises par le premier ministre, et qui nous conduira, mes collègues et moi-même, à nous y manifester régulièrement au cours des mois à venir.

Ceci dit, il n'y a aucun doute dans mon esprit que le choix que les Québécois feront bientôt sera conditionné en grande partie par l'attitude du reste du Canada: ce qui s'y passera, ce qui s'y dira et ce

qu'on en rapportera. Mais le reste du Canada, ce n'est pas le gouvernement fédéral; ce sont surtout les gouvernements des autres provinces de même que leurs populations. Les hommes politiques fédéraux n'ont ni le pouvoir, ni les moyens de décider de ce que feront les autres gouvernements et l'ensemble de la population canadienne d'ici au printemps 1980. Il nous est impossible de « programmer » les délibérations des législatures provinciales, les décisions des ministres provinciaux, les déclarations des leaders de l'opinion, le comportement des foules aux manifestations sportives, ou les reportages des journaux et de la télévision.

Tout ce que nous pouvons faire, c'est d'inciter les gens à la modération, de les inviter à suivre attentivement et avec sympathie l'évolution du débat référendaire, et de miser sur la sagesse et le patrimoine du plus grand nombre.

Dans certains milieux, on a l'impression que le Québec, ses problèmes et son avenir ne suscitent plus beaucoup d'intérêt au Canada anglais. Y voyez-vous une sorte de trêve avant le référendum, ou bien plutôt un sentiment d'indifférence, de résignation, de fatalisme qui gagne le pays envers le problème canadien?

M. Jarvis: Cette quiétude ne reflète ni indifférence, ni résignation, ni fatalisme. L'avenir du Canada est loin de laisser indifférent les gens des autres régions. Ils ne sont pas prêts de se résigner à l'éclatement de la Fédération — d'ailleurs pourquoi s'y résigneraient-ils, alors que tous les sondages d'opinion, y compris ceux du Parti québécois, témoignent de l'attachement des Québécois au Canada? Et à mon avis, la période d'interrogation collective que vivent les Québécois ne les inclinent nullement au fatalisme — peut-être parce qu'ils savent mieux que nous, « définisseurs de situations », ce qu'il y a dans les tréfonds de ce pays. La quiétude dont vous parlez me paraît être davantage le reflet d'une prise de conscience. A mon avis, la population des régions de langue anglaise comprend mieux désormais que la « rhétorique de l'unité » ne suffira pas à surmonter les difficultés qui éprouvent la Fédération, qu'il ne sert à rien de s'émouvoir lorsque la solution de nos problèmes sera moins affaire d'émotion que de compréhension, de politique et de négociation.

Pour parler franc, je vous dirai que je ne me soucie bien moins de la quiétude de la majorité des anglophones que des bruits qui viennent à l'occasion d'un petit nombre d'irresponsables. Ai-je besoin de rappeler qu'il est mauvais pour l'Ontario et mauvais pour le Canada que l'équipe de baseball de Toronto soit connue des amateurs de sport du Québec comme les « Boo-Jays » à cause des grossièretés de quelques têtes folles? Mais le gouvernement fédéral n'y peut rien. Il est tout aussi mauvais pour le Québec et pour le Canada que les ondes de cette province soient envahies d'histoires blessantes sur les « Newfies » — pratique, dois-je malheureusement ajouter, empruntée à certains animateurs radiophoniques d'autres régions du pays; mais là encore, le gouvernement fédéral ne peut rien faire.

Me permettez-vous de commenter dans la même veine de compte rendu fait au Québec par trois députés de l'Assemblée nationale de leur récente tournée dans l'Ouest? Vous n'ignorez pas que les « spécialistes » de la question québécoise abondent chez nous, et vous connaissez fort bien les méthodes d'investi-

gation de certains d'entre eux: ils parcourent le Québec pendant une semaine ou deux, prononcent quelques discours, rencontrent quelques personnalités en vue, dinent bien et longuement avec quelques autres, et rentrent ensuite chez eux — Toronto, Winnipeg ou Vancouver — proclamer qu'ils ont enfin découvert « what Quebec wants ». Eh bien, voilà que le pays possède maintenant ses « spécialistes » de l'Ouest. Nous savons tous que les gens de cette région comptent parmi les plus hospitaliers du pays, et j'ai noté avec plaisir que les trois députés québécois qui participaient à l'opération « Horse's Mouth » y ont reçu un accueil chaleureux. Mais je dois aussi noter qu'en relatant leur voyage à leurs commettants, ils ont donné à cette hospitalité une signification politique tout à fait injustifiée. Parce que les gens de l'Ouest ont écouté poliment et attentivement ce qu'ils avaient à dire au sujet de la souveraineté-association, ils ont cru pouvoir affirmer que ceux-ci ont l'esprit « beaucoup plus ouvert » qu'auparavant sur cette option, et insinuer qu'ils seraient disposés à changer d'idée, si d'aventure le Parti québécois gagnait le référendum. Sans doute les gens de l'Ouest se chargeront-ils de révéler en temps et lieu ce qui s'est vraiment passé au cours de cette fameuse opération. Mais cet incident m'oblige à rappeler aux Québécois quels sont les véritables sentiments de l'immense majorité de leurs compatriotes de langue anglaise à leur endroit.

Pour nous, anglophones du reste du pays, le Québec est beaucoup plus qu'un partenaire commercial, qu'un marché régional ou qu'un espace économique où faire et d'où obtenir des investissements. Nous tenons bien sûr à renforcer notre union économique avec le Québec, dans le cadre d'un système fédéral renouvelé, parce que nous avons la ferme conviction que cette union ne saurait être préservée par ce qu'on appelle par euphémisme la souveraineté-association. Mais pour ce qui est du commerce, nous avons bon nombre d'autres partenaires commerciaux: la plus grande puissance économique du monde à quelques kilomètres de nos grandes villes, la Communauté euro-

péenne, le Japon si avide de ressources, l'énorme potentiel qu'est la Chine, les économies en plein décollage de l'Amérique latine. Les Québécois commettraient donc une grave erreur s'ils se laissaient convaincre que notre attachement au Québec et à l'unité canadienne n'est qu'une affaire de gros sous.

Nous avons, nous aussi, une vision du Canada. Ce pays est pour nous une communauté de collectivités où peuvent s'allier sans s'annuler la dualité linguistique, la diversité ethnique et culturelle, et les régionalismes. Aussi sommes-nous enclins à voir la région de l'Atlantique comme le point d'ancrage de nos traditions, l'Ontario comme le cœur du pays, les Prairies, le foyer de son dynamisme et de sa vitalité, la Colombie-Britannique, le lien vital de la Fédération avec le vaste monde du Pacifique; et dans cette même vision le Québec nous apparaît comme le catalyseur de notre existence collective — en quelque sorte, la conscience du Canada.

Le Québec est pour nous bien autre chose qu'un noeud gordien de problèmes linguistiques. Il est la trame essentielle de l'étoffe du pays, la présence indispensable nous rappelant que le Canada doit s'efforcer sans cesse d'assurer l'égalité des droits et des chances non seulement à ses deux grandes collectivités linguistiques, mais aussi à ses autochtones, à ses groupes ethniques et aux populations de toutes ses régions.

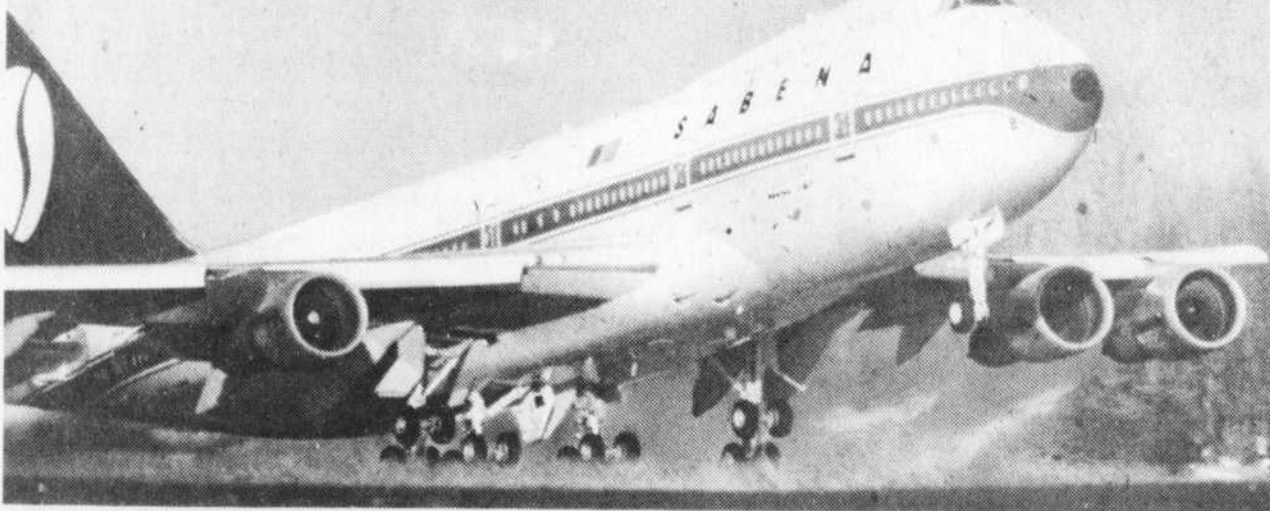
Pour nous, le Québec est bien plus qu'un morceau de territoire, qu'un corridor commode entre les provinces de l'Atlantique et les espaces à l'ouest de l'Outaouais. Foyer d'une société industrielle et dynamique, le Québec a énormément contribué à l'édification du Canada. Non seulement pourra-t-il à l'avenir participer davantage à l'essor de notre pays, mais il pourra aussi réclamer de plein droit sa part des richesses que notre énorme potentiel ne manquera pas de produire. Les Canadiens de l'Ouest, notamment, se font rappeler constamment que leur coin de pays a d'abord été exploré par des Canadiens français: Saint-Boniface, Dauphin, Portage-la-Prairie, Lac-la-Ronge, Fond-du-Lac, Le-

duc, Saint-Paul, Lacombe — la trace des voyageurs s'y retrouve partout. Les gens de l'Ouest n'ont pas oublié non plus que le chemin de fer qui a permis la colonisation de l'Ouest et la réalisation de ce que nous appelons notre grand rêve national n'aurait jamais été construit, n'eût été du soutien indéfectible accordé par George-Étienne Cartier à John A. Macdonald.

Pour nous des autres régions du Canada, le Québec est bien autre chose qu'une province grincheuse, l'« empêchement-tourner-en-rond » de la Fédération, l'unique source de toutes nos difficultés politiques, comme le soutiennent certains politiciens québécois. Les députés fédéraux de l'Ontario, de l'Ouest ou de l'Atlantique se rendent compte chaque jour que lorsqu'il s'agit de pêche, d'énergie, d'agriculture ou de développement économique, leurs propres électeurs ne se gênent pas pour adresser des revendications souvent excessives au gouvernement fédéral. Les Canadiens anglais savent pertinemment que le Canada est une société complexe. Ils souhaitent naturellement qu'il soit pleinement tenu compte de leurs propres complexités dans la gestion des affaires de la Fédération; il leur paraît donc tout aussi naturel que celles du Québec soient également prises en considération.

Le Québec a cessé depuis longtemps d'être dans nos esprits « l'autre nation » à laquelle, sous le régime colonial, les premiers colons britanniques s'affrontaient « au sein d'un même État », selon le mot de Lord Durham. Cette grande province est devenue pour nous une constituante essentielle de notre Fédération, constituante qui a contribué de façon déterminante à son évolution constitutionnelle, sans laquelle la Confédération ne se serait jamais produite, sans laquelle, aujourd'hui comme en 1867, le renouvellement du régime fédéral ne saurait s'accomplir.

Bref, le peuple du Québec est un morceau de nous-mêmes, un morceau de notre patrie auquel nous sommes profondément attachés. Nous voulons partager notre avenir avec lui, nous voulons contribuer à son épanouissement, nous voulons en apprendre davantage de lui sur nous-mêmes et sur le monde qui nous entoure.



## Les hommes d'affaires préfèrent Sabena

Les habitués des lignes aériennes et plus particulièrement les hommes d'affaires ont des exigences qui réclament des services à la mesure de leurs besoins. C'est pourquoi ils préfèrent Sabena.

Bruxelles, l'aéroport le plus pratique d'Europe

Bruxelles, capitale de la Communauté économique européenne et un des plus importants centres d'affaires internationaux, est devenue par le fait même l'un des aéroports les plus pratiques qui soient tout en conservant une dimension humaine. Tous les services sont regroupés dans un seul bâtiment et il n'y a pas de couloirs interminables. L'organisation est efficace: pas d'at-

tentes inutiles, pas de bousculades et surtout, des bagages qui suivent fidèlement. L'aéroport possède également l'une des plus intéressantes boutiques hors-taxes d'Europe. Quant aux correspondances, elles sont particulièrement faciles et agréables; il suffit de changer de vol et non d'aéroport. À partir de Bruxelles, Sabena offre quelque 75 destinations dans plus de 50 pays.

Les privilèges du Sabena Business Club

Les hommes d'affaires qui deviennent membres du « Sabena Business Club », ont droit à des privilèges intéressants tels: un excellent système de réservations, un enregistrement prioritaire des bagages au comptoir de pre-

mière classe même s'ils voyagent en classe économique, l'accès aux salons d'accueil du SBC et aux salons VIP à l'aéroport de Bruxelles, l'utilisation d'une salle de réunion, d'un secrétariat comprenant: téléphones, telex, photocopieuses, machines à écrire et à dictionnaire.

Une multitude d'avantages pour l'homme d'affaires

Sabena parle français et sa sympathie renommée n'est plus à faire. Que l'on songe, à la courtoisie de son personnel, à la ponctualité de ses vols, au confort de ses 747 et à la gastronomie belge de réputation internationale, on comprend mieux pourquoi Sabena est la préférée des connaisseurs. Enfin Sabena offre un vaste choix de départs de Montréal.

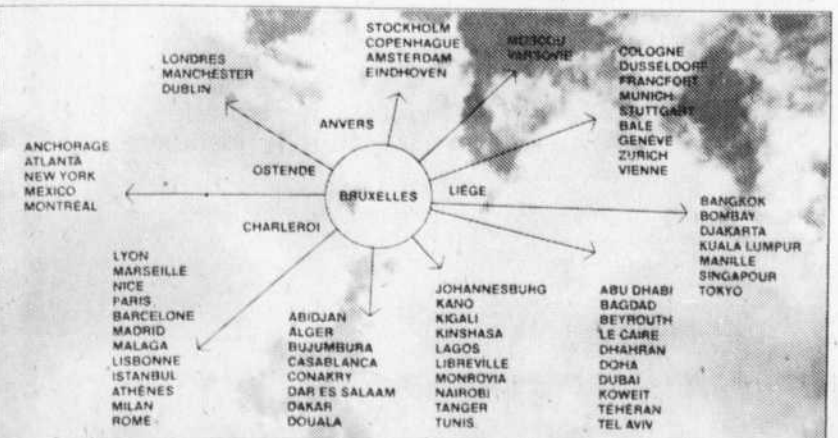
**SABENA**  
belgian world airlines

Fondée en 1923, la Sabena fait partie des pionniers de l'aviation commerciale. Elle transporte plus de 2 millions de passagers par an.

Voyez votre agent de voyages ou appelez:

Montréal (514) 861-2631  
Ottawa (613) 236-0641  
Québec (418) 692-1742  
Toronto (416) 366-3031

Sabena lignes aériennes belges  
3, Place Ville Marie  
suite 307, Montréal, Qué.



## Disques importés de France

LDX-78295 — Schubert — Sonate en ut majeur  
LDX-78358 — Tchaikovsky Souvenir de Florence  
LDX-78369 — Berlioz Harold en Italie  
LDX-78395 — Stravinsky Le sacre du printemps  
LDX-78416 — Berlioz Symphonie fantastique  
LDX-78550 — J.S. Bach — Les 6 sonates pour violon et clavier  
LDX-78551 — J.S. Bach — Les 6 sonates pour violon et clavier  
LDX-78603 — Dvorak Symphonie du Nouveau Monde

**SPÉCIAL**  
**1279** ch.

LDX-78639 — Stravinsky Petrouchka  
LDX-78649 — Sibelius Concerto pour violon  
LDX-78655 — Debussy — Ravel Quatuors à cordes  
LDX-78663 — Beethoven Sonates nos 3 et 4  
LDX-78664 — Mozart Concerto pour flûte et harpe  
LDX-78421 — Brahms Concerto pour violon  
LDX-78495 — Brahms Double concerto pour violon et violoncelle

LDX-74279 — Chants de la guerre d'Espagne  
LDX-74309 — Chants de la révolution mexicaine  
LDX-74335 — Chants révolutionnaires du monde  
LDX-74343 — 50 ans de chansons soviétiques  
SC-109401 — Petros Pandis chante les ballades de Theodorakis  
109408 — Mélodies populaires grecques  
LDX-74363 — Germaine Montero — Paseando par Espana

**SPÉCIAL**  
**1039** ch.

LDX-74262 — Les riches heures du flamenco  
GAL-502 — Theodorakis — Chansons de lutte  
LDX-74250 — Carnaval à Santiago de Cuba  
LDX-74429 — Chants d'Espagne  
LDX-74447 — Chants de la Commune  
LDX-74621 — Le Ballet populaire de la Côte d'Ivoire  
LDX-74651 — Italie Chants de lutte  
LDX-74674 — Guem — Zaka  
LDX-74585 — Flûtes des Andes  
LDX-78507 — Beethoven Trio no. 7

**SPÉCIAL**  
**1199** ch.

LDX-74416 — Chants et danses du Chili  
LDX-74419 — Chants et danses du Maroc  
LDX-74423 — Chants et danses du Venezuela  
LDX-74410 — Chants et danses de Turquie  
LDX-74411 — Chants et danses de Grèce  
LDX-74381 — Chants et danses d'Afrique  
LDX-74402 — Chants et danses d'Indonésie  
UNI-059 — Chants révolutionnaires cubains — Carlos Puebla  
LDX-74348 — Les chansons de Jacques Prévert

**SPÉCIAL**  
**879** ch.

LDX-74352 — Chants et danses de Chine  
LDX-74245 — Atahualpa Yupanqui — Basta — (Argentine)  
LDX-78520 — Tchaikovsky Le lac des cygnes  
LDX-78522 — Tchaikovsky Casse-Noisette — extraits du ballet  
LDX-78536 — Beethoven Symphonie no. 6  
LDX-78441 — Dvorak Concerto pour violon  
LDX-78455 — Mozart Concertos pour violon nos 3 et 5  
LDX-78498 — Le luth de la Renaissance Italienne  
LDX-78418 — Récital Igor Oistrakh

LDX-74577 — Chants d'exil et de lutte — Pablo Neruda (Chili)  
LDX-74628 — Angel Parra — Pisagua  
LDX-74645 — Flûtes du Rajasthan  
LDX-74647 — Glenmor  
LDX-74652 — Francesca Solleville 77  
LDX-74655 — Martin St-Pierre  
LDX-74662 — LADAKH — Musique de Monastère  
LDX-74667 — Jane Bitchevskia  
LDX-74669 — Colette Magny  
LDX-74671 — Maripol — Vol. 3  
LDX-74675 — Musiques du monde  
LDX-74676 — Manduka Caravana  
LDX-74677 — Aken Dengue  
LDX-74681 — Canto Nuevo du Chili  
LDX-74688 — G. Mechin — Il y a  
LDX-74691 — Max Rongier — Liberté d'un autre monde  
LDX-74695 — Tous ces vingt ans déjà — Glenmor  
LDX-74696 — Jacques Bertin  
LDX-74698 — Patricio Manns — Chili

LDX-74699 — Nouredine — Chants berbères  
LDX-74407 — Juan Capra — Carto à la humano (Chili)  
LDX-74358 — OKOUDJAVA BOULAT poète

LDX-74699 — Nouredine — Chants berbères  
LDX-74407 — Juan Capra — Carto à la humano (Chili)  
LDX-74358 — OKOUDJAVA BOULAT poète

GAL-500 — Mikis Theodorakis en concert  
LDX-74415 — Atahualpa Yupanqui (Argentine)  
LDX-74371 — Atahualpa Yupanqui (Argentine)  
LDX-74444 — Colette Magny — Feu et rythme  
LDX-74476 — Colette Magny — Répression  
LDX-74496 — Monique Morelli chante François Villon  
LDX-74501 — Les Indiens d'Amazonie  
LDX-74509 — Cora Vancaire — Plaisir d'amour  
LDX-74515 — Chants à répondre et à danser  
LDX-74517 — Spécial percussions — Afrique  
LDX-74550 — Francesca Solleville  
LDX-74553 — Les Cajuns — Les frères Balfa

Le magasin de musique le plus complet du Canada

**Ed Archambault INC.**

500 EST, STE-CATHERINE, angle Berri 849-6201



# Le Mexique

## D'ici deux ans, un milliard d'échanges avec le Canada?

par Brigitte Morissette

APRÈS des années d'ignorance, de dédain parfois, de mépris même, d'admiration confuse et de jeux de cache-cache, les relations commerciales entre le Canada et le Mexique connaissent depuis le début de l'année un essor spectaculaire.

Deux événements viennent encore le démontrer ce mois-ci: l'installation au poste d'ambassadeur du Canada au Mexique de l'ancien ministre fédéral adjoint à l'Industrie et au Commerce, M. Claude T. Charland, premier francophone à occuper des fonctions de cette importance au Mexique, et, d'autre part, une exposition technologique où le Canada est représenté à Mexico par cinq institutions et sociétés: soit la Société canadienne des brevets (paragouvernementale), B.G. Chéco, société d'ingénieurs-conseils franco-montrealaise qui a déjà pignon sur rue à Mexico, puis l'Alberta, l'Ontario et, enfin le Québec.

L'exposition, intitulée Techno-Transfer et créée à Barcelone en 1977, réunit en outre 49 entreprises espagnoles, 22 mexicaines, une argentine et une brésilienne.

Pour le Québec, c'est la pre-

mière percée publicitaire au Mexique, alors que l'Ontario et l'Alberta ont déjà dépêché depuis le début de l'année deux importantes missions d'hommes d'affaires coiffées chacune par un ministre. Dans l'ensemble, on peut dire que le Canada paraît bien décidé à faire face aux autres puissances (Japon, France, Allemagne, sans compter les États-Unis) qui ont fait du Mexique, depuis deux ans, le nouveau marché le plus courtisé en Occident.

L'an dernier encore, les ventes du Canada au Mexique n'ont pas dépassé \$250 millions, faisant de ce pays notre troisième partenaire commercial en Amérique latine après le Venezuela et le Brésil. Mais d'après le nouvel ambassadeur du Canada, cette situation pourrait être renversée d'ici deux ou trois ans. Sans le pétrole (les réserves mexicaines dépassent maintenant 45 milliards de barils), et sans même parler des 200.000 Canadiens qui ont dépensé l'an dernier au Mexique quelque \$100 millions, la balance commerciale entre nos deux pays a pu s'établir l'an dernier en faveur du Mexique.

«Le courant des échanges commerciaux Canada-

Mexique pourrait atteindre le milliard, d'ici deux ou trois ans, affirme M. Charland. Et si nos approvisionnements en pétrole mexicain s'amorcent au début des années 80 et s'accroissent comme prévu, alors ça transformera nos échanges de façon radicale. Donc il est très important pour le Canada de tenter d'intensifier ses exportations au Mexique. Car depuis quatre ans, nous en sommes pratiquement restés au point mort.

Pour beaucoup de Canadiens, tout ce qui existe au sud de Miami demeure un peu nébuleux. On imagine assez mal des villes comme Buenos Aires, Rio de Janeiro, et même Mexico; on n'a pas idée de l'ampleur de ces villes, de leur modernisme même dans certains cas. Néanmoins, un travail de sensibilisation a été réalisé, en s'inspirant de la volonté politique du gouvernement canadien qui voulait établir un dialogue et inclure l'Amérique latine dans sa «troisième option» en matière de politique étrangère et de commerce extérieur.

«Le nouveau gouvernement ne s'est pas prononcé dans un sens ou dans l'autre. Néanmoins, Madame Flora MacDonald (ministre des Af-

aires extérieures) a rencontré à New York, au début du mois, le ministre mexicain des Affaires étrangères. Un important dialogue s'est ainsi établi et nous commençons d'envisager un scénario de politiques d'échanges qui pourrait être mis au point avant la visite de M. José Lopez Portillo au Canada.»

Selon M. Claude Charland, le Mexique est une plaque tournante et plusieurs facteurs devraient stimuler l'intérêt des hommes d'affaires canadiens. Il y a tout d'abord ces deux accords, l'un portant sur la coopération industrielle, l'autre énergétique, négociés par le gouvernement Trudeau, et que le nouveau gouvernement, après une période d'hésitation qui n'a pas été sans inquiéter les Mexicains, paraît vouloir entériner.

«Nous travaillons à trouver un mécanisme pour rendre ces accords effectifs avant la visite que le président mexicain doit effectuer au Canada», révèle le nouvel ambassadeur canadien à Mexico.

L'accord sur l'énergie, comme on le sait, porte sur la vente par le Mexique, à partir de 1980 (plus probablement 81-82), de 100.000 barils de pétrole par jour; en échange,

le Mexique s'engage à acheter de la Colombie Britannique du charbon pour alimenter ses sidérurgies, et promet d'étudier la possibilité d'installer sur son territoire un réacteur Candu (projet plutôt lointain, dans la circonstance actuelle).

Le fait que le gouvernement Clark paraît vouloir conserver à Petro-Canada son rôle de négociateur a soulagé les Mexicains qui préfèrent négocier d'Etat à Etat et toujours prêts, par ailleurs, à nous fournir les quantités de pétrole promises au précédent gouvernement. Selon l'ambassadeur canadien à Mexico, les négociations pourraient reprendre très prochainement quant aux prix et à la livraison.

L'accord sur la coopération industrielle, selon M. Charland, s'inspire d'ententes que nous avons signées avec d'autres pays et porte sur des secteurs prioritaires dans lesquels notre technologie est reconnue, comme la fabrication de biens d'équipement, les transports ferroviaires et urbains (le métro), la maintenance des matières premières, l'infrastructure portuaire... L'accord englobe aussi des échanges de technologie, session de brevets et licences, sociétés mixtes ou «joint ventures».

«Evidemment, affirme l'ambassadeur, c'est un accord très vaste et qui ne peut se concrétiser dans un pays comme le Canada sans la participation du secteur privé.»

Deux autres facteurs favorisent les exportations et les investissements canadiens au Mexique: d'une part les crédits consentis au Mexique par la Société canadienne pour l'expansion des exportations, crédits dépassant \$1 milliard; d'autre part, l'activité au Mexique des banques privées canadiennes (Impériale de Commerce, Toronto-Dominion, Banque de Montréal, et bientôt la Banque Royale, le Mexique étant le pays de la plus grande concentration bancaire canadienne en Amérique latine. Des sociétés comme Pemex (Pétroles du Mexique), la Commission fédérale d'électricité et la Société natio-

credit, de contrats d'assistance technique, de transfert de technologie, bref le pétrole s'échange contre des avantages économiques et politiques qui constituent en quelque sorte des accords de compensation pour la perte d'une ressource essentielle et non renouvelable.

Pour M. Cloutier, il apparaît donc de première importance que le Québec, qui con-

Voir page 17: Soquip

MEACÉE non seulement de perdre son caractère public mais aussi son mandat de négociateur international de nos achats de pétrole, Petro-Canada trouvera-t-elle un héritier légitime en Soquip? Voilà en tout cas un projet qui mijote depuis quelque temps déjà dans le cerveau du président de la Société québécoise d'initiatives pétrolières, M. Bernard Cloutier.

De tous les hommes d'affaires et hauts fonctionnaires albertains, ontariens, québécois, provinciaux et fédéraux qui avaient envahi la ville de Mexico, la semaine dernière, le président de Soquip est certainement la figure qui est passée le plus discrètement. Pendant que ses collègues canadiens s'affairaient à tater les nouveaux marchés mexicains, M. Cloutier, lui, tâtait le terrain pétrolier.

«L'application des recommandations de la Commission d'enquête sur l'avenir de Petro-Canada risque de remettre en cause, sinon de retarder dangereusement l'exécution de nos transactions pétrolières avec le Mexique, m'a confié M. Cloutier. A moins que n'intervienne un autre organisme gouvernemental pour reprendre les négociations. Créer de toutes

pièces un nouvel organisme réclame un long processus, et avant qu'une nouvelle agence puisse commencer d'agir, on risque de perdre encore beaucoup de temps. Soquip existe, et se trouve qualifiée pour reprendre sans tarder de telles négociations.»

Frustree dans ses tentatives d'exploration en sol québécois, Soquip trouverait une juste compensation dans cette nouvelle mission de négociateur. «A Soquip, on se prépare depuis quelques mois déjà à une telle éventualité, nous a déclaré M. Cloutier. On a même retenu depuis le début d'octobre les services d'un technicien qui a été durant vingt ans à l'emploi d'une importante société pétrolière privée.

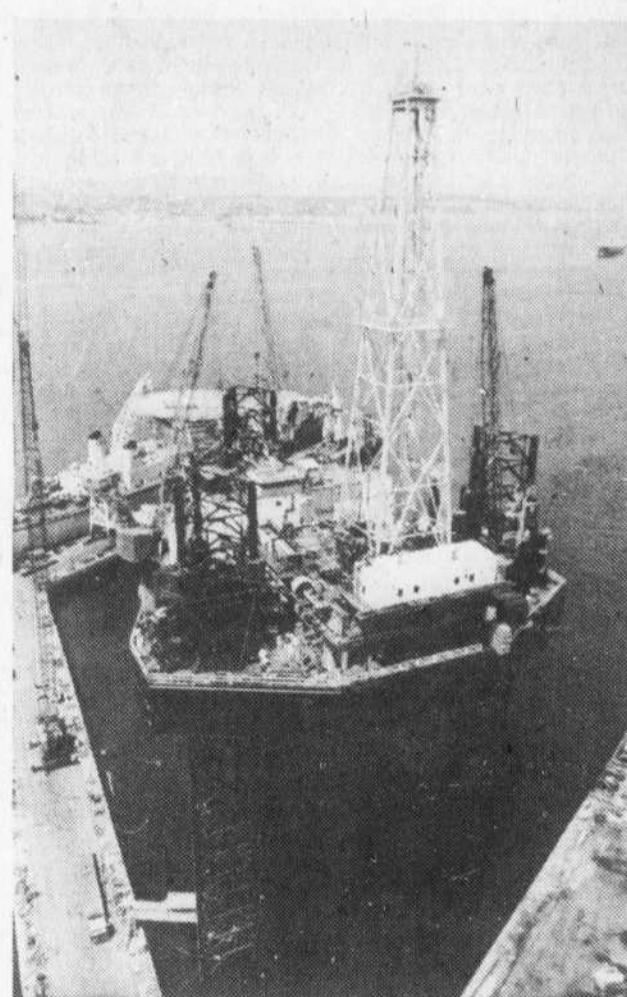
«L'essentiel, d'ajouter M. Cloutier, c'est que Soquip soit mandatée clairement. Pour le moment, vous pouvez qualifier ma visite au Mexique de visite exploratoire.»

Et les Mexicains, eux? A la Pemex, société des pétroles mexicains, M. Bernard Cloutier a rencontré des interlocuteurs bien au courant des débordements de Petro-Canada. Mais toujours prêts, d'après un haut fonctionnaire du ministère des richesses naturelles et du développement industriel, à signer l'accord sur l'Énergie

tel que négocié par Petro-Canada et qui attend depuis mai la signature des ministres mexicain et canadien.

Que le porte-parole canadien, en l'occurrence, soit Petro-Canada ou Soquip, ne paraît pas changer grand-chose aux yeux des Mexicains. «Notre interlocuteur resterait le même, soit le gouvernement central. C'est Pemex qui négocie, et elle peut le faire avec n'importe quelle société privée ou publique. Dans le cas, par exemple, d'une société comme Soquip, il vous suffirait d'obtenir un mandat auprès de votre gouvernement central», a-t-on laissé entendre au président de Soquip.

Cela dit, la préférence du Mexique pour des sociétés d'Etat plutôt que des sociétés privées, lorsqu'il s'agit de négocier ses ventes de pétrole à l'étranger, constitue une tendance mondiale de la part des pays producteurs de pétrole. Actuellement, 30% des négociations pétrolières dans le monde s'effectuent d'Etat à Etat. Et selon Bernard Cloutier, les quantités de pétrole vendues aux sociétés privées vont aller se réduisant dans les années 80. Tout simplement parce que le pétrole ne s'échange plus uniquement contre des devises, mais contre l'ouverture de lignes de



faire autant. En faisant preuve du même esprit d'innovation, d'imagination, et de persévérance. D'autant que notre situation géographique nous favorise.

«Par ailleurs, les grosses affaires au Mexique se réalisent en opérations conjointes, en «joint ventures». Cela peut être interprété de deux façons: ça peut représenter un certain esprit protectionniste de la part du Mexique; mais on peut l'interpréter aussi comme une certaine maturité économique. De toute façon, indépendamment de l'interprétation qu'on en fait, il faut s'ajuster à la réalité. Et nos concurrents commerciaux le font. Par exemple, dans le domaine ferroviaire, des sociétés canadiennes se sont adaptées avec succès. La présence d'Alcan au Mexique remonte à plusieurs années.

«Bref, le plus important facteur qui favorise actuellement les hommes d'affaires voulant s'installer au Mexique, conclut M. Claude Charland, c'est la coïncidence entre la compétence canadienne dans certains domaines et les priorités du Mexique. Et puis il existe entre nos deux pays une volonté politique bien affirmée. C'est la meilleure garantie de succès.»

nale des chemins de fer vient de ratifier d'importantes transactions grâce à ces crédits. Il existe aussi au Mexique de solides débouchés pour notre industrie hydro-électrique (un exemple: le projet d'usine thermique, clés en main, que l'Hydro-Québec pourrait être appelée à installer dans le nord-est mexicain).

optimiste, sinon enthousiaste. Pourtant, il n'est pas facile de faire des affaires au Mexique. Il faut du doigté et de la ténacité. On dit même que les Mexicains sont un peu comme les Chinois, présentement: ils font beaucoup de lèche-vitrine mais ne sont pas toujours aussi pressés qu'on l'espère à se lancer dans le shopping!

«Le Mexique est un marché difficile, reconnaît l'ambassadeur. Néanmoins, Japonais, Allemands, Français sont arrivés à une pénétration importante du marché mexicain. Alors je ne vois pas pourquoi les Canadiens ne pourraient pas en

## Un mode d'épargne supérieur

Les certificats de dépôt garanti du Trust Général

- Sécurité du capital et des intérêts
- Taux d'intérêt garanti
- Taux d'intérêt élevé
- Souplesse dans le paiement des intérêts
- Aucun coût

TRUST GÉNÉRAL DU CANADA

Institution membre du Régime de l'assurance-dépôts du Québec. Membre de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

**11 3/4%**  
Intérêts versés annuellement. Période de 5 ans. Dépôt minimum \$500.

Autres certificats à autres taux pour des périodes allant de 30 jours à 5 ans.

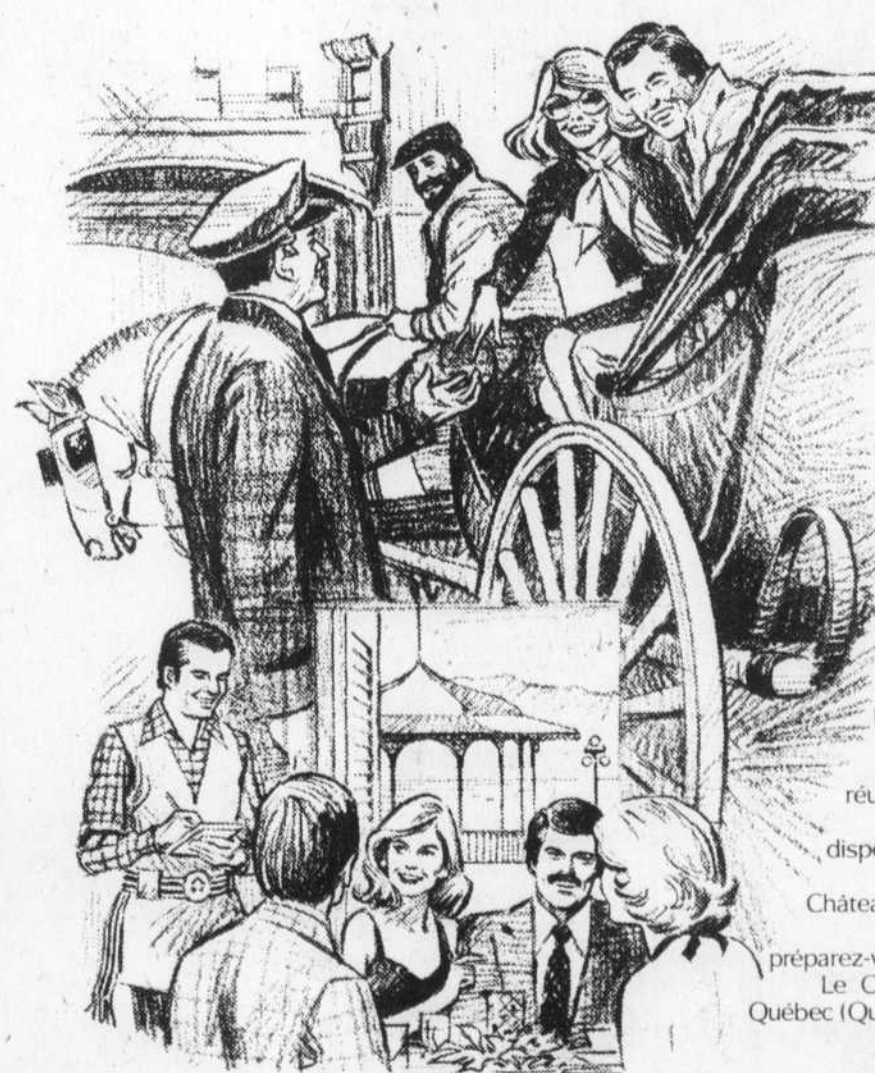
Demandez le poste 2000

Sept-Îles: 868-1830  
Chicoutimi: 549-6490  
Alma: 668-3391  
Rimouski: 724-4106

Rivière-du-Loup: 862-7286  
Québec: 688-0630  
Lévis: 833-4450  
Trois-Rivières: 379-7230

Montréal: 866-9641  
Ottawa: 739-3265  
Hull: 771-3227  
Ottawa: 238-4900

## Les inséparables amis de Québec: hospitalité, bonne chère et Le Château Frontenac!



L'emplacement, l'atmosphère et la cuisine du Château Frontenac sont vraiment inoubliables. C'est le seul grand hôtel à l'intérieur des fortifications de cette ville historique où le passé est toujours présent. Grâce au programme de rénovation que nous avons entrepris, nous pouvons maintenant vous offrir l'élégance du siècle dernier et le confort d'aujourd'hui. De plus, notre personnel très qualifié est passé maître dans l'art de prévoir vos besoins et vous accorde toute l'attention que vous donnerait un ami, une attention qui reflète bien notre hospitalité! Que vous vous installiez au Café Canadien, au menu solide comme l'exigeaient nos ancêtres, ou à la salle à manger Champlain, réputée parmi les meilleures tables d'Amérique du Nord, vous goûterez cette bonne chère. Ne manquez surtout pas de passer au Piano Bar, ce sera une révélation! Si vous venez par affaires, nous avons tout ce qu'il faut pour que votre réunion soit un succès. Pour un voyage d'agrément, nous mettons à votre disposition le cachet si romantique du Vieux Québec. Venez découvrir pourquoi le Château Frontenac est un ami qui sait recevoir. Faites vos réservations chez nous. Et préparez-vous à connaître l'hospitalité québécoise! Le Château Frontenac, 1 rue des Carrières, Québec (Québec) (418) 692-3871.

Service de réservations d'hôtel de CP Hôtels: Province de Québec et Ottawa 1-800-268-9420

Barfleur Springs (Alberta)  
Red Oak Inn (Manitoba)  
The Palliser (Alberta)  
Calgary (Alberta)  
Château Airport (Alberta)  
Château Lacombe (Alberta)  
Edmonton (Alberta)  
Château Halifax (Nouvelle-Écosse)  
Château Lake Louise (Alberta)  
Le Château de l'Aéroport Mirabel (Québec)  
Le Château Montebello Montebello (Québec)  
Le Château Champlain Montréal (Québec)  
Red Oak Inn Peterborough (Ontario)  
Le Château Frontenac Québec (Québec)  
The Saskatchewan Regina (Saskatchewan)  
The Algonquin St-Andrews (Nouveau-Brunswick)  
Le Baron Sherbrooke (Québec)  
Red Oak Inn Thunder Bay (Ontario)  
Royal York Toronto (Ontario)  
Le Baron Trois-Rivières (Québec)  
The Empress Victoria (Colombie-Britannique)  
Northstar Inn Winnipeg (Manitoba)  
A l'étranger: Freeport (B), Nassau, Francfort, Hambourg, Jérusalem, Tibériade, Curaçao, Philadelphie (ouverture en 1980). CP et ses marques déposées de Canadian Pacific Limited.

## Régalez-vous à la carte American Express

Au Joli Moulin, le meunier ne dort pas. Il pêche.

En effet, le patron choisit lui-même les fruits de mer qui entrent dans son joli moulin. Chez lui, vous serez toujours bien servi, que vous choisissiez les spécialités de la maison ou le menu spécial du meunier, accompagné de pain à l'ail maison. Alors, que ce soit pour un dîner en tête à tête ou un repas d'affaires, venez au Joli Moulin savourer les délices de la mer. Et n'oubliez pas, la carte American Express.

Express entre dans cet excellent restaurant comme dans un joli moulin. Le Joli Moulin, 5780 est. rue Sherbrooke, Montréal. Réservations: (514) 254-2125



La carte American Express Ne partez pas sans elle

## Le joli moulin

## Un ami qui sait recevoir CP Hôtels



## Fiscalité / Un compromis pour les professionnels

par Yves Séguin

Cette chronique sur l'impôt, publiée tous les mardis, est une collaboration spéciale de l'Association québécoise de planification successorale. L'auteur de cet article est avocat et fiscaliste chez Normandin, Séguin & Associés.

La semaine dernière, M. Crosbie, Ministre des finances du Canada, a annoncé son intention de présenter un projet de loi visant à imposer les compagnies non exploitées activement au taux de 33 1/3%.

ce que signifie « entreprise exploitée activement ».

Le projet de loi de M. Chrétien avait donc comme objectif de préciser la notion de l'entreprise exploitée activement et de limiter à celle-ci le taux privilégié de 25%.

Les compagnies exploitées activement qui ne seront pas retenues en ce qui concerne le taux réduit d'impôt de 25% auront néanmoins droit à un taux spécial de 33 1/3%.

Voici en résumé les quatre groupes de compagnies qui n'auront pas droit au taux d'impôt de 25%, mais qui bé-

néficieront du taux de 33 1/3% proposé par M. Crosbie:

■ 1er groupe: les avocats, comptables, dentistes, médecins, vétérinaires et chiropraticiens qui offrent leurs services professionnels par l'entremise d'une compagnie. Actuellement, peu de provinces permettent à ces professionnels de se constituer en compagnie. L'Alberta le permet et le projet est à l'étude en Ontario et au Québec.

Lorsque toutes les provinces auront accordé aux professionnels le droit de se constituer en compagnies, ceux-ci

pourront alors se prévaloir du taux de 25%.

■ 2e groupe: une entreprise de service dont au moins 66 2/3% du revenu brut provient d'une seule entité et dont les services sont rendus par des personnes détenant 10% et plus des actions émises de la compagnie, sauf si elle a plus de cinq employés à plein temps et qu'aucun d'entre eux ne détient plus de 10% des actions de la compagnie. En conséquence, l'athlète, l'artiste, le conseiller, le cadre, etc., qui a formé une compagnie pour qu'elle perçoive

son revenu ne bénéficiera généralement plus du taux de 25%.

Il convient de souligner que les agences d'assurances, de voyages, pour ne nommer que celles-ci, ne sont pas visées, étant donné que leur revenu provient de plusieurs clients.

■ 3e groupe: les compagnies constituées dans le but de gagner du revenu, de dividendes et intérêts n'auront plus droit au taux de 25%, sauf si elles emploient plus de cinq employés à plein temps et qu'aucun d'entre eux ne détient plus de 10% des actions de la compagnie.

Ainsi, les compagnies ne détenant que des immeubles, des actions ou des certificats de dépôt ne seront plus éligibles au taux de 25%.

■ 4e groupe: la dernière catégorie à qui on refuse dorénavant le taux de 25% comprend les compagnies dont la principale activité consiste à offrir des services de gestion, d'administration, d'entretien et autres semblables, à une personne détenant plus de 50% des actions de la compagnie.

Il est important de noter ici qu'il n'y a pas d'exception en fonction du nombre d'employés, comme pour les

deux groupes précédents. Les professionnels qui ont formé une compagnie de gestion pour administrer leur bureau n'auront donc plus droit au taux de 25%.

Toutes les compagnies dans les quatre groupes que nous venons d'énumérer bénéficieront dorénavant d'un taux de 33 1/3%, ce qui est moins avantageux que le taux de 25% mais plus intéressant que le taux normal de 48%.

Ces mesures sont en vigueur immédiatement. Toutefois, les compagnies existant le 23 octobre ne seront affectées qu'à compter de 1980.

La constitution de ces compagnies, dorénavant imposées à 33 1/3%, demeure donc avantageuse.



M. Henri Bélisle

M. Lubin, président de la Compagnie El Ran Furniture Ltée, a récemment annoncé la nomination de M. Henri Bélisle au titre de Vice-Président et de Gérant Général de la Compagnie El Ran Furniture Ltée. Ayant occupé plusieurs postes, M. Bélisle est au sein de la compagnie depuis sa formation, il y a treize ans. Possédant vingt-cinq ans d'expérience dans l'industrie du meuble, M. Bélisle aura de nouvelles fonctions qui comprendront entre autres le développement des produits ainsi que la mise en vente. La compagnie El Ran Furniture Ltée est une compagnie du Québec dont le siège social est à Montréal.

### BUREAUX VIEUX-QUÉBEC

IDÉAL POUR SUCCESSEUR  
OU BUREAU DE VENTE  
ENTièrement  
RENOVÉ

Formule avantageuse pouvant inclure services de téléphoniste, réceptionniste, secrétaire, administration photocopie, salle de conférence, stationnement, etc.

#### FAUT VOIR

Les Entreprises Arcane Inc.,  
850, St-Vallier Est,  
Québec, Tél. 694-9731

## La réorganisation des Cooprix de Montréal se traduit déjà par une hausse des ventes

par Renée Rowan

Le coup de barre donné depuis quelques mois par les administrateurs de la Coop des consommateurs de Montréal (CCM) pour redresser les finances et améliorer la productivité globale de ce regroupement coopératif d'alimentation se traduit déjà par une augmentation de 10 à 15% des ventes, mais il faudra attendre au moins un an avant de pouvoir évaluer l'impact réel des nouveaux moyens mis de l'a-

vant par la Coop.

C'est ce qu'a affirmé, hier, le nouveau directeur général de la CCM, M. Yves Milord, en poste depuis un mois. Au cours de la conférence de presse donnée par les principaux dirigeants de la Coop, le président, M. Camille Montpetit a confirmé les faits suivants annoncés en partie dans LE DEVOIR (25 octobre 1979) et qui peuvent se résumer ainsi:

■ Augmentation de la marge de crédit, augmenta-

tion rendue possible grâce à un regroupement de quatre caisses populaires de la région de Montréal: Mistral, Sainte-Claire, Provost de Lachine et Carrefour Therrien. Cette intercoopération assure la constitution d'un fonds de roulement pour le court terme;

■ Pour assurer son développement à moyen et à long terme, la CCM a obtenu un prêt subordonné de \$400,000 de la Société de développement coopératif;

■ La CCM a adopté un sys-

tème d'escompte à l'achat; cet escompte ne sera pas remboursé directement, mais capitalisable sur la part sociale de chaque membre, part qui est de \$25,00. Les modalités de comptabilisation et de remboursement seront précisées dès que les supports informatiques et techniques seront mis au point, c'est-à-dire dans les prochaines semaines. Cet escompte pourrait atteindre jusqu'à 3% selon les possibilités de la Coop et le marché de l'alimentation.

La CCM espère que ces épargnes seront admissibles au programme d'épargne-actions du gouvernement du Québec. Déjà des discussions avec le ministre des Finances ont eu lieu et la question sera débattue au sommet sur la coopération en novembre. « Ce sera, a-t-on souligné hier, l'occasion par excellence pour l'ensemble des coopératives de faire valoir leurs revendications auprès du gouvernement ».

■ La CCM fera dorénavant la promotion régulière de certains achats très avantageux pour ses membres et usagers (rappelons que les portes des quatre Cooprix de Legendre, Saint-Joseph, Lasalle et Longueuil sont maintenant ouvertes à tout le monde, membres et non-membres). La technique du « loss leader » ne fera pas partie de sa stratégie: le choix des produits mis en évidence sera fait par un comité d'achat où la valeur nutritive des produits sera un des critères prépondérants.

Cette promotion sera faite à l'aide d'un mini-journal de quatre pages tiré à 120,000 co-

pies et qui sera distribué directement dans les magasins et par du porte à porte du *Courrier du sud*, du *Courrier d'Achats* et du *Journal de Rosemont*. *Cooprix m'informe* ne sera qu'à 50% un média de promotion: les deux pages couvertures seront consacrées, l'une à l'information coopérative et l'autre à la consommation.

Est-ce que la Coop des consommateurs de Montréal entend par ces nouveaux changements modifier ses trois objectifs de base établis par ses fondateurs, à savoir: regrouper le plus grand nombre de consommateurs de la région métropolitaine dans une association coopérative afin qu'ils se procurent au meilleur coût des biens de consommation et des services; informer ses membres sur la valeur et la qualité des biens et services qui leur sont généralement offerts; promouvoir la participation des consommateurs et des employés à la gestion de leur association coopérative?

« Non et encore non, a répondu le président de la CCM. Les changements qui ont pris place ou ceux à venir ne concernent que les moyens utilisés pour atteindre ces objectifs ».

On a également confirmé, hier, que des coupures de personnel ont dû être faites; dans les quatre magasins, il y a eu huit mises à pied touchant des employés à temps régulier, d'autres à temps partiel. La CCM compte présentement 252 employés à temps régulier et à temps partiel. « Ces coupures, a précisé M. Milord, ne sont que temporaires et n'affectent en rien la qualité des services et l'accueil particulier aux Cooprix ».

## Pénurie de sucre en 1980

MEXIQUE (AFP) — L'année 1980 pourrait connaître une pénurie de 3,4 millions de tonnes de sucre, ont affirmé samedi à Coyococ (Mexique), les membres du groupe de pays latino-américains et des Caraïbes producteurs de sucre (GEPACE).

Les 22 pays membres du GEPACE, qui produisent 55% du sucre mondial, ont estimé que la production mondiale s'élèverait en 1980 à 90 millions de tonnes et ne couvrirait pas la demande. Ils prévoient également des difficultés de commercialisation.

Les producteurs, réunis à Coyococ depuis le 25 octobre, ont d'autre part souligné que 1979 avait été une année difficile pour les producteurs et les consommateurs. Ils ont expliqué cette mauvaise conjoncture par l'attitude négative des États-Unis et des pays membres de la Communauté économique européenne concernant l'accord international sur le sucre, et la pénurie mondiale due à une baisse de la production.

### LE SABAYON

LE CHOIX DE ZORBA

JUSQU'À 3 A.M.

MANGEZ, BUVEZ, DANSEZ

À LA GRECQUE

Célébrez le dîner grec: agneau tourne-broche

Cuisine grecque et continentale. Mets délicieux: Assiette Athénienne, Mousaka, Filet Mignon, Scampi, Steak au Poivre, Flambé, Shish Kebab. Vous savourerez le café Sabayon flambé.

Réservez dès maintenant pour Noël et le Jour de l'an

Dîners d'hommes d'affaires

288-0373 ou 288-3872

Ouvert 11 a.m. à 3 a.m.

666 ouest, rue Sherbrooke (coin Université)

## Régalez-vous à la carte American Express

Au restaurant "Le Toit Rouge" la bonne cuisine a pignon sur rue.

Si vous avez envie de mordre dans une belle côte de bœuf rôtie au jus, si vous avez un faible pour les fruits de mer ou si vous aimez découvrir les délices de la cuisine continentale...

venez vous attabler au restaurant Le Toit Rouge, en face du Village Olympique. Le midi, c'est l'endroit idéal pour les repas d'affaires.

La carte American Express Ne partez pas sans elle

American Express, 1979 American Express Company est la propriétaire des marques de commerce qui sont utilisées par American Express Canada, Inc. à titre d'utilisateur inscrit.

Bien sûr, Le Toit Rouge accepte la carte American Express... la Carte qui a pignon sur rue. Le Toit Rouge, 5440 est, rue Sherbrooke, Montréal. Réservations: (514) 259-3748.



LE TOIT ROUGE restaurant

## Prix spéciaux de fin d'année

\$...

d'escompte

Grand choix de couleurs disponible.



## le DIESEL

Pas de carburateur. Pas de distributeur. Pas de vis platinées. Pas de condensateur. Pas de bobine d'allumage. Pas de bougies... Pas de mises au point.

MAIS un moteur de type diesel. Économique. Robuste. sûr. Créé par le génie Peugeot.

Plus: toutes les qualités de la 504 marquées au coin d'un confort intégral grâce à la suspension Peugeot aux 4 roues indépendantes munies d'amortisseurs exclusifs à Peugeot selon les spécifications propres à la 504.

Grâce aussi à la souplesse de sa direction à crémaillère assistée. Le tout couronné d'un équipement complet où le luxe devient standard.

Faites le choix de l'excellence  
**PEUGEOT ET BIARRITZ**

Automobiles Ltée - 323-1900-08  
10,825 Racette, Montréal-Nord  
Depuis 19 ans à la même adresse.

Un système téléphonique à votre mesure  
vaut bien huit heures de votre temps.

Bell



# Power Corporation

par Paul Morisset

**P**OWER Corporation a le vent dans les voiles. Du haut de son empire de \$7 milliards, dit-on, elle scrute l'horizon intensément à la recherche d'une belle acquisition. Et cette fois, la firme de M. Paul Desmarais semble être tentée par une expansion du côté des États-Unis.

« Il n'est pas illogique de regarder vers le sud, a reconnu ces jours derniers un responsable de Power. Nous sommes déjà bien implantés dans l'Est du Canada, dans le Centre et dans l'Ouest. Au fond, il ne reste plus que le Sud pour l'expansion ».

« Power a déjà des actifs aux États-Unis, notamment par le biais de sa filiale Great West, a-t-il poursuivi. Mais si on veut se donner une dimension continentale, il faut reconnaître que les grands marchés financiers fonctionnent sur une échelle continentale, et qu'ils sont situés aux États-Unis. »

La grande société de gestion dont M. Desmarais est président du conseil et principal actionnaire — avec 69,3% des actions — est bien placée actuellement pour accroître sa puissance. Avec plus de \$88 millions en liquidités, sans compter ses lignes de crédit

inutilisées, la firme projette une acquisition importante d'ici un an.

Les possibilités sont relativement nombreuses, ce qui alimente d'autant plus le « moulin à rumeurs ». Selon certains bruits persistants, rue Saint-Jacques, Power envisagerait une prise de participation dans une autre grande société de gestion montréalaise, le Canadien Pacifique.

Une autre hypothèse veut que la prochaine acquisition se fasse du côté des services financiers. On signale à cet égard que le nouveau président de Power, M. James Burns, est lui-même issu du secteur financier, ayant présidé auparavant la compagnie d'assurances Great West Life Insurance.

Mais les spéculations sur une acquisition américaine se sont accentuées récemment avec l'entrée au conseil d'administration de Power de M. William Simon, secrétaire au Trésor des États-Unis de 1974 à 1977. Adparavant, M. Simon avait dirigé le programme énergétique d'urgence mis sur pied par les États-Unis lors de l'embargo pétrolier de 1973. Administrateur de nombreuses entreprises, il a ses entrées depuis longtemps dans les milieux financiers américains, où il est considéré comme un ardent défenseur de la libre entreprise. Un autre Américain siégeait déjà au conseil de

Power: M. William Fuller, de Forth Worth (Texas).

Alors qu'on apprenait la nomination de M. Simon, une nouvelle rumeur se mettait à circuler sur l'état de santé de M. Desmarais. Le grand financier, chuchote-t-on, serait atteint d'une affection cardiaque. Mais ses proches disent tout ignorer de cette « maladie » hypothétique, soulignant que M. Desmarais a toutes les apparences d'un homme en bonne santé. Officiellement, le numéro un de Power vient de passer plusieurs semaines en voyage d'affaires à l'étranger et devait rentrer d'Europe ces jours derniers.

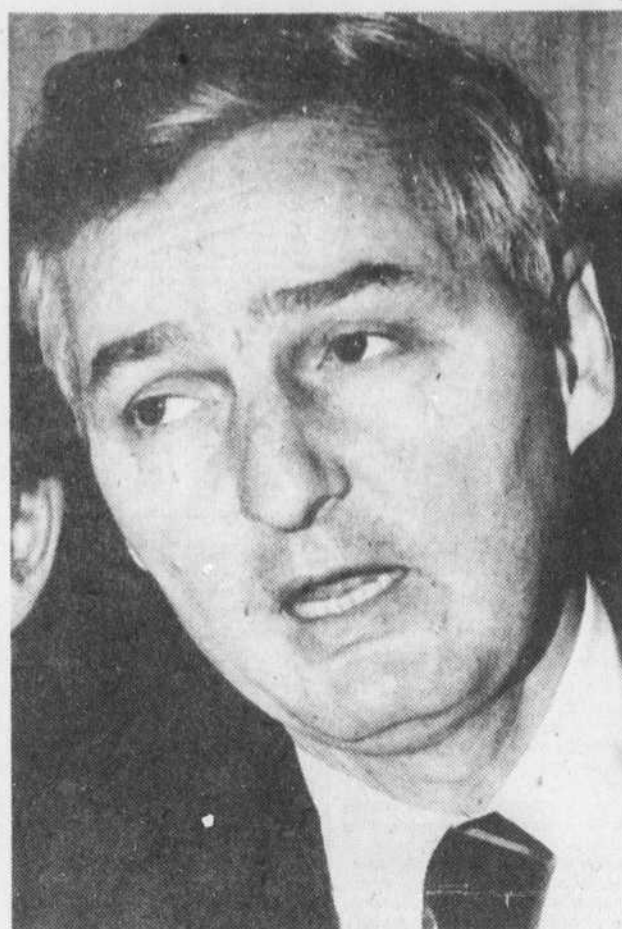
Entre-temps, Power Corporation affiche une performance financière enviable et l'avenir est encore plus prometteur, selon M. Ronald Jones, analyste de la maison de courtage torontoise Pitfield, Mackay and Ross.

M. Jones, qui recommande chaudement les actions de Power, souligne que leur rendement est nettement supérieur à la moyenne. L'entreprise se situe bien au-dessus de l'indice moyen de la Bourse de Toronto depuis le milieu de 1977 et devrait maintenir cette position au moins jusqu'à l'an prochain.

Pour le semestre terminé le 31 juin, les profits de Power, à l'exclusion des bénéfices réalisés sur la vente d'actifs, ont fait un bond de 165,3%, atteignant \$35.01 millions, soit \$1.35 l'action. A pareille époque en 1978, ils s'élevaient à \$13.20 millions, ou 48 cents l'action.

D'après M. Jones, les bénéfices de Power devraient atteindre \$3.25 l'action cette année, comparativement à \$1.97 en 1978. Pour 1980, il prévoit un rendement de \$4 l'action.

La firme publiera ses prochains états financiers à la mi-novembre. Conformément à la nouvelle loi ontarienne sur les valeurs mobilières, il s'agit d'un rapport trimestriel aussi détaillé que les rapports semestriels. « A ma connaissance, la tendance des derniers trimestres à l'air de se maintenir », a indiqué récemment un porte-parole de Power.



M. Paul Desmarais, président du conseil et principal actionnaire de Power Corporation.

C'est donc une période faste pour la firme de M. Desmarais. Une bonne partie de cette prospérité est due à l'excellente tenue d'Investors Group de Winnipeg, dans lequel Power a porté sa participation de 25 à 99% l'an dernier. Par la suite Investors Group prenait une participation de 97% dans Great West, qu'il contrôlait déjà à 50,1%.

Les profits d'Investors Group pour le premier semestre se sont élevés à \$25.6 millions, contre \$14.6 millions l'an passé. Ce holding de services financiers, explique M. Jones, a profité de la vitalité du marché boursier grâce à ses actions et à ses fonds mutuels. Il faut signaler que Great West Life a apporté une sérieuse contribution avec des bénéfices semestriels de \$9.21 l'action, en hausse de plus de 20% sur 1978.

« Nous avons tout lieu de croire que cette performance se maintiendra », affirme M. Jones, ajoutant que la force de

## À la recherche d'une dimension continentale

née, mais l'analyse s'attend à ce qu'ils baissent de \$2.73 à \$2.50 l'action pour l'ensemble de l'exercice, en raison du rétrécissement de la fourchette des taux d'intérêt.

Parmi les autres poulains de l'écurie Power, M. Jones signale la Consolidated-Bathurst de Montréal qui, à son avis, devrait rapporter au moins \$4.20 l'action cette année, comparativement à \$2.60 en 1978. Trois facteurs contribueraient à ce résultat: la consommation de papier-journal est à la hausse aux États-Unis, le prix du papier-journal a augmenté le 1er octobre et les prix des pâtes va probablement monter avant la fin de l'année.

Pour sa part, la Canada Steamship Lines de Montréal, filiale à part entière de Power Corporation, a enregistré son traditionnel déficit du premier trimestre — dû au gel hivernal — mais a affiché un profit respectable dès le trimestre suivant.

Canada Steamship bénéficie d'une intensification du trafic associée à des taux de transport plus élevés, et a serré la vis sur les dépenses. Cette société s'est véritablement ressaisie et apporte maintenant une bonne contribution aux bénéfices de Power.

Par ailleurs, la firme montréalaise Gesca Ltée devrait afficher un profit pour 1979 après avoir enregistré un déficit en 1978 par suite de la grève de La Presse, qui est sa propriété. Enfin, Laurentide Finance, qui a fusionné en février dernier avec une filiale de la Banque Provinciale, apporte régulièrement de l'eau au moulin de Power grâce aux dividendes versés sur ses actions privilégiées de la Banque Provinciale.

Autre élément d'intérêt qui ne manque pas d'alimenter la spéculation sur les projets de Power: la société Great West, dont le siège est à Winnipeg,

vient d'annoncer l'ouverture d'un bureau à Denver (Colorado), d'où seront désormais administrés ses activités américaines. Environ 200 employés seront ainsi transférés du Manitoba aux États-Unis.

Toutes les hypothèses qui circulent actuellement dans les milieux financiers, emmêlées de bribes d'information, ne peuvent qu'attirer l'attention des investisseurs sur les actions de Power, ce qui en rehausse évidemment la valeur.

Si vous détenez des actions de Power Corporation, conclut M. Jones, n'allez surtout pas les vendre.

### Les associés de

**JOHNSTON, HEENAN & BLAIKIE**

ont le plaisir de vous annoncer qu'ils poursuivront leur pratique de droit sous le nom

**HEENAN, BLAIKIE, POTVIN, TREPANIER, COBBETT**

et que

**l'Honorable Jean Chrétien, C.P.**

**et Donald J. Johnston, M.P.**

**deviendront avocats-conseils**

### LES ASSOCIÉS ET AUTRES MEMBRES DE L'ÉTUDE SONT

Georges Audet  
Max R. Bernard  
Stuart H. Cobbett  
Guy Dufort  
Roy L. Heenan  
Daneil J. Levinson  
Jean Potvin  
Guy Tremblay

Claudette Bellemare  
Peter M. Blaikie  
André Comtois  
Ralph D. Farley  
Michelle LeFrançois  
Patrick McClements  
Suzanne Thibaut  
Pierre Trépanier

William R. Noble

Suite 512  
4 Place Ville-Marie  
Montréal, Québec  
H3B 2E7  
Téléphone (514) 861-0941  
Télex 05-24475

**PREUVE  
DIESEL**

maintenant en stock  
pour livraison  
immédiate

**ROGER**

4269 ouest, Ste-Catherine

932-2925

Le plus important  
concessionnaire  
Peugeot  
au Canada

Carling O'Keefe  
Limitée



M. John H. Devlin

M. John C. Lockwood, président du conseil d'administration de Carling O'Keefe Limitée a le plaisir d'annoncer la nomination de M. John H. Devlin, président du conseil d'administration de La Compagnie Rothmans de Pall Mall Canada Limitée, au conseil d'administration de Carling O'Keefe Limitée. La Compagnie Rothmans de Pall Mall Canada Limitée est l'actionnaire majoritaire de Carling O'Keefe Limitée. M. Devlin est membre du conseil d'administration de Rothmans International Limited, de la Banque de Montréal et de plusieurs autres compagnies canadiennes.

### BÉNÉFICES

Consolidated Bathurst: neuf mois clos le 30 sept.: 1979, \$69,200,000, \$3.01 par action; 1978, \$36,800,000, \$1.62.

Credit Foncier Franco-Canadien: neuf mois clos le 30 sept.: 1979, \$7,957,000, \$9.15 par action; 1978, \$7,517,000, \$8.68.

Imperial Life Assurance: neuf mois clos le 30 sept.: 1979, \$1,739,000, \$1.74 par action; aucun chiffre comparatif avec 1978.

Interprovincial Steel and Pipe: exercice clos le 31 août: 1979, \$14,097,000, \$2.74 par action; 1978, \$13,626,000, \$2.93.

Pacific Northern Gas: neuf mois clos le 30 sept.: 1979, \$1,081,872, 68 cents par action; 1978, \$603,898, 38 cents.

Peerless Rug: semestre clos le 1er sept.: 1979, \$1,450,000, 73 cents par action; 1978, \$1,070,000, 54 cents.

Petrosar: trimestre clos le 30 sept.: 1979, \$6,200,000, aucun chiffre par action; 1978, \$3,500,000, perte.

## Faites le choix de l'excellence avec la 504 SL DIESEL de Peugeot.

Au volant de cette grande routière vous vous joindrez à ceux qui savent que l'on peut prendre du plaisir à économiser l'énergie dans une voiture offrant CONFORT et SÉCURITÉ.

La 504 SL DIESEL c'est aussi l'avantage de profiter de l'expérience de 50 ans de Peugeot dans cette technique. La 504 SL DIESEL vous offre en plus un équipement STANDARD complet et raffiné:

- Toit ouvrant
- Glaces latérales avant électriques
- Freins à disques assistés aux 4 roues
- Sécurité "enfants" aux portes arrière
- Siège avant à dossier inclinable
- Pneus Michelin
- Console de transmission
- Lunette arrière chauffante
- Montre électrique au Quartz
- Toutes glaces teintées
- Suspension aux 4 roues indépendantes.

Boîte de vitesses manuelle ou automatique en option pour répondre aux goûts de chacun. Choix de couleurs élégantes. Venez choisir la VÔTRE.

On ne juge jamais mieux que par soi-même.

**PEUGEOT**

Tout modèle Peugeot offre une garantie d'un an, kilométrage illimité.

**Roger Automobile Ltée**  
4269 ouest, rue Ste-Catherine  
Montréal, P.Q.  
H3Z 1P7  
Tél: (514) 932-2925

**Auto Grand Tourisme Inc.**  
1740 Boul. Labelle  
Chomedey, Laval, P.Q.  
H7T 1L2  
Tél: (514) 331-6554

**Biarritz Automobiles Ltée**  
10825 Racette  
Montréal-Nord, P.Q.  
H1G 5H5  
Tél: (514) 323-1900

**Renault Longueuil Ltée**  
465 Curé Poirier ouest  
Longueuil, P.Q.  
J4J 2H4  
Tél: (514) 677-6361



Livraison immédiate

## Le monde d'Air Canada.



Un monde de choix pour vos affaires

### de San Francisco

- Tokyo
- Hong Kong
- Singapour
- Taipei
- Reno

### de Los Angeles

- Honolulu
- Las Vegas
- Sydney
- Auckland
- Seoul

De Montréal, Air Canada vous offre des vols quotidiens vers Londres ou Paris, Los Angeles et San Francisco. De là, d'excellentes correspondances peuvent vous conduire en Europe, en Asie, au Moyen-Orient, dans des pays du Pacifique ou au sud des États-Unis. Avec un nombre de départs de Montréal plus élevé que n'importe quelle autre ligne aérienne, Air Canada vous amène efficacement là où vous voulez et avec toutes les attentions d'un personnel soucieux de votre bien-être.

### de Londres

- Amsterdam
- Luxembourg
- Bombay
- Bruxelles
- Delhi
- Madrid

### de Paris

- Vienne
- Bahreïn
- Bangkok
- Karachi
- Pékin
- Zurich
- Tel Aviv

Renseignez-vous auprès de votre agent de voyage ou Air Canada au 931-4411.

On y va ensemble



**AIR CANADA**







## L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

## Métro-Richelieu ouvre un centre de distribution pour l'Est du Québec

QUÉBEC — Dans le cadre de sa « grande offensive » dans l'Est du Québec, la société Métro-Richelieu a inauguré hier dans la Vieille Capitale un centre de distribution alimentaire qui desservira tout le territoire formé par la Mauricie, la Gaspésie, la Beauce, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la basse Côte-Nord et les Bois-Francs.

Ce centre qui doit employer une centaine de personnes, approvisionnera 70 épiciers indépendants membres du ré-

seau Métro-Richelieu. Le réseau possédait déjà deux entrepôts, situés tous deux à Montréal.

« L'édification d'un centre de distribution pour l'Est du Québec s'inscrit dans la politique d'expansion que s'est tracée la direction de Métro-Richelieu Inc., depuis la fusion en 1976 des Marchés d'Aliments Métro Ltée et des Épiceries Richelieu Ltée », a déclaré M. J.-Claude Messier, président du conseil d'administration de Métro-Richelieu.

lors de la cérémonie d'hier à laquelle participaient M. Jean Garon, ministre de l'Agriculture, et M. Jean Pelletier, maire de Québec.

« En situant le centre à Québec, a ajouté M. Messier, nous avons le souci de bien représenter la région et nous voulions augmenter notre part du marché alimentaire au Québec. »

Les quelque 580 épiciers indépendants qui sont actionnaires du réseau Métro-Richelieu comptent pour environ 16% des ventes alimentaires totales au Québec. Au moment de la fusion en 1976, leur part du marché était de 12,5%.

Le Québec est la seule province du Canada où l'épicerie indépendante prend le plus en plus d'importance par rapport aux grandes chaînes d'alimentation.

« La part de marché des épiciers indépendants au Québec est de 60% alors qu'elle n'est que de 40% pour les grandes chaînes alimentaires », souligne M. Messier. En Ontario, la part de l'épicerie indépendante est d'environ 25% et « la situation semble stagnante ».

Métro-Richelieu se présente comme un « concurrent déterminé » des grandes chaînes d'alimentation et vise un objectif de \$1 milliard de ventes en 1981. Son chiffre de ventes l'an dernier était de

\$750,000,000 et pour l'ensemble de cette année elle prévoit un total de \$850,000,000.

Une partie du nouveau centre de distribution de Québec, d'une superficie totale de 90,000 pieds, sera réservée à un libre-service. « Métro-Richelieu Inc. et le promoteur du projet, M. Paul Farrah, ont investi au-delà de \$500,000 pour sa réalisation, en incluant les inventaires », précise un communiqué de la compagnie.

Il y a deux semaines, un supermarché Métro ouvrait à Saint-Augustin et un autre ouvrait, début novembre, à Beauport. D'autres sont prévus dans les mois qui viennent à Sainte-Anne-de-Beaupré, à Saint-Félicien, dans le bas du fleuve et dans le Québec métropolitain. « De plus, signale le communiqué, une quinzaine d'épiciers indépendants se joindront à la bannière Richelieu, laquelle sera lancée au Lac-Saint-Jean au début de l'année 1980. »

De son côté Provigo a procédé la semaine dernière à l'inauguration du centre commercial. Les Promenades Montarville à Boucherville.

Ce centre commercial d'une superficie totale de 130,000 pieds carrés, comprend un su-

permarket Provigo de 32,000 pieds carrés, un magasin Canadian Tire, de 21,000 pieds carrés, des commerces tels que La Société des Alcools du Québec, une Pharmascomptes Jean-Coutu, un Sports-Experts, un Sears (catalogue), une succursale de la Banque de Montréal, une succursale de la Banque d'Épargne et plus de 10 autres magasins et boutiques donnant sur un mail intérieur avec puits de lumière et doté d'un aménagement paysagé créant une ambiance chaleureuse.

Ce projet réalisé entièrement par le développement immobilier de Provigo représente un investissement de l'ordre de \$6 millions et contribuera à créer plus de 300 emplois à Boucherville.

Le centre commercial Les Promenades Montarville est construit dans un secteur connaissant une croissance dynamique de population et offrant un potentiel intéressant en plus de constituer un impact économique important pour la région.

Ce nouveau développement revêt une importance toute particulière puisqu'elle constitue une nouvelle étape pour l'entreprise Provigo dans le développement de centres commerciaux.

## Northrop revendique certains contrats offerts par McDonnell

OTTAWA (d'après CP) — Rebondissement important hier dans les négociations en vue du « contrat du siècle » de \$2,3 milliards pour les nouveaux avions des forces canadiennes.

La société Northrop a fait savoir en effet qu'elle poursuivait la société McDonnell Douglas devant un tribunal fédéral de Los Angeles pour rupture de contrat. McDonnell Douglas aurait offert à des firmes canadiennes des contrats de sous-traitance qui devaient prétendument être réservés à Northrop.

Un porte-parole de McDonnell Douglas a déclaré hier à Ottawa que ce procès ne modifiait en rien l'offre de sa compagnie de construire de 130 à 150 chasseurs pour les forces canadiennes.

Le ministre de la Défense, M. Allan McKinnon, a affirmé pour sa part que le gouvernement canadien examinerait la situation « à fond » avant de signer un éventuel contrat avec McDonnell Douglas, qui dans ces négociations est en concurrence avec une autre firme américaine, General Dynamics.

Le gouvernement canadien a terminé ses pourparlers avec les deux compagnies et espère prendre une décision avant la fin de

l'année. L'équipe d'experts chargée d'étudier les deux offres est en train de mettre la dernière main à son rapport au ministre de la Défense.

Joint au téléphone à Detroit, un représentant de Northrop a expliqué hier que sa firme était le principal sous-traitant de McDonnell Douglas pour la construction de l'avion F-18, en concurrence avec le F-16 de General Dynamics. En fait, c'est Northrop qui avait mis au point le F-18 mais elle avait recherché l'appui de McDonnell Douglas pour en vendre une version modifiée à la marine américaine.

La première version du F-18 avait été éliminée l'an dernier par le Canada à la suite d'une première ronde de négociations.

Le porte-parole de Northrop a soutenu que sa compagnie était prête à confier à des entreprises canadiennes une partie des tâches de choix sur McDonnell Douglas. Mais cette dernière firme serait allée au-delà de son entente avec Northrop et aurait offert à des entreprises canadiennes des contrats reliés aux commandes pour la marine américaine ainsi que tout autre contrat pour le F-18 venant de l'étranger.

**Les Trois Tilleuls**  
Restaurant Français

Ouvrez tous les jours à midi  
Ferme lundi

**SUR SEMAINE**  
**TABLE D'HÔTE LE MIDI**

SAINT-MARC-SUR-RICHELIEU  
(Transcanadienne sortie 112)

RESERVATIONS: 584-2231

*Carrières et Professions*

Les postes sont offerts également aux hommes et aux femmes

**UNIVERSITÉ LAURENTIENNE**

solicite les candidatures ou mises en candidature de personnes hautement qualifiées pour le poste de

## VICE-RECTEUR (ADMINISTRATION)

L'Université Laurentienne est une université bilingue appuyée par l'État, située à Sudbury (Ontario). Des programmes conduisant à des grades sont offerts dans diverses disciplines et dans huit écoles professionnelles. L'Université possède un programme d'études supérieures en expansion et offre des cours d'éducation permanente dans de nombreux centres du nord-est de l'Ontario. Elle compte présentement environ 2,200 étudiants à plein temps et 6,000 étudiants à temps partiel.

Trois collèges fédérés partagent le campus de Sudbury et l'Université a des collèges affiliés à North Bay, Sault-Sainte-Marie et Hearst.

L'Université est organisée en deux principales divisions de fonctionnement: l'Enseignement et l'Administration. Le Vice-recteur (Administration) relève du Recteur, et est responsable des services d'administration, de finances, d'installations, de personnel et de communications. Il est également Secrétaire du Conseil des gouverneurs de l'Université.

Il est souhaitable que les candidats aient de l'expérience dans le milieu universitaire et une formation en administration et en comptabilité. On s'attend à ce que la personne nommée puisse communiquer tant en français qu'en anglais. Le traitement et les attributions peuvent être discutés.

Les candidatures ou mises en candidature, présentées par écrit et accompagnées d'un résumé des titres et qualités, seront acceptées jusqu'au 15 novembre 1979, et doivent être adressées à:

Bureau du Recteur  
Université Laurentienne  
Chemin du lac Ramsey  
Sudbury (Ontario)  
P3E 2C6

**C.L.S.C.**  
SEIGNEURIE DE BEAUHARNOIS

## 3ième PARUTION

## DIRECTEUR (TRICE) GÉNÉRAL(E)

## RESPONSABILITÉS:

- Sous l'autorité du Conseil d'Administration, voit à l'administration générale du C.L.S.C.
- En collaboration avec une équipe de gestion, planifie, dirige, coordonne et contrôle les ressources humaines, matérielles et financières.
- Applique les politiques déterminées par le Conseil d'Administration.
- S'occupe, à l'intérieur des mécanismes mis en place par le Conseil d'Administration, de tout mouvement de personnel à l'exception des postes cadres.
- Établit et maintient des relations avec les groupes du milieu, les établissements du réseau et le ministère des Affaires Sociales.
- Prévoit les services et programmes nécessaires, veille à leur mise en activité et à leur maintien par le C.L.S.C. et en contrôle la qualité et l'utilisation.

## QUALIFICATIONS MINIMALES REQUISES:

- Un diplôme universitaire terminal de premier cycle, mais de préférence de deuxième cycle, en sciences humaines ou administratives.
- Une équivalence peut être accordée par le C.L.S.C. au niveau de la formation.
- Sept (7) ans d'expérience, de préférence dans le réseau des Affaires Sociales, dont au moins trois (3) dans un emploi impliquant des fonctions de direction et de coordination.
- Une équivalence peut être accordée par le C.L.S.C. au niveau de l'expérience.
- Facilité de communication avec le milieu.
- Connaissance des objectifs et rôles du C.L.S.C.
- Intérêts et aptitudes pour le travail d'équipe.

## SALAIRE:

— Selon les normes du ministère des Affaires Sociales et selon les qualifications du candidat.

**ENTRÉE EN FONCTION:** Le ou vers le 6 décembre 1979.

## INSCRIPTION:

- Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur candidature avant 17:00 heures, le 6 novembre 1979, en fournissant les documents suivants:
  - a) un curriculum vitae détaillé comprenant les attestations officielles de scolarité et d'expérience.
  - b) un énoncé des raisons qui les motivent pour ce poste.
  - c) un énoncé de leur conception des diverses dimensions du poste de directeur général.

C.L.S.C. SEIGNEURIE DE BEAUHARNOIS  
a/s Président du Comité de Sélection  
110, Chemin Larocque  
Valleyfield  
J6T 4A8

## Soquip veut ajouter à son arc un mandat de négociateur

Suite de la page 13

somme actuellement plus de la moitié du pétrole importé au Canada (les 2/3 dans les années 80) s'introduise dans les transactions internationales de pétrole. « C'est l'essentiel, affirme M. Cloutier, pour assurer la sécurité de nos approvisionnements en pétrole ».

Le fameux accord sur l'énergie négocié au printemps dernier entre le gouvernement

mexicain et le gouvernement canadien, accord qui attend toujours la signature des deux ministres responsables mais qui n'a pas perdu son actualité aux yeux des Mexicains, stipule ce qui suit: « le Mexique devrait commencer à livrer du pétrole à l'est du Canada par petites quantités vers la fin de 1979 le début des années 80, pour atteindre 50,000 barils par jour pendant les douze mois suivants. »

Le reste, rédigé en termes flous, démontre que les Mexicains ont dû pratiquement se faire tordre le bras, faute de disposer de telles quantités, pour promettre 100,000 barils par jour « aussitôt que possible, en accord avec le niveau de production de Pemex ».

Le Mexique a essuyé au cours de l'été des retards de production, provoqués entre autres par l'explosion du puits Ixtoc survenue le 3 juin dans la baie de Campeche et dont la fuite n'a pu encore être contrôlée. Les efforts gigantesques en hommes et en matériel déployés autour d'Ixtoc n'ont pas stoppé cependant la production de la Baie de Campeche où l'on espère produire 200,000 barils par jour à la fin de l'année prochaine.

Pemex estime à plus de dix milliards de barils le champ pétrolier qui se trouve à 3,500 mètres sous le niveau de la mer de Campeche, dans le golfe du Mexique. La réserve

totale du Mexique est estimée actuellement à 45 milliards de barils, ce qui place ce pays au sixième rang des pays producteurs, mais son potentiel pourrait en faire dans les années 90 l'un des premiers pays exportateurs de pétrole.

Pour Bernard Cloutier, l'éventualité que Soquip se transforme en négociateur de nos achats de pétrole mexicain serait un précédent. Mais si précédent il y a, il pourrait s'étendre à d'autres de nos fournisseurs de pétrole. « Nous sommes prêts, de répéter M. Cloutier. Tout ce qui nous manque, c'est un mandat ».

**LES INDUSTRIES REDPATH LIMITÉE**

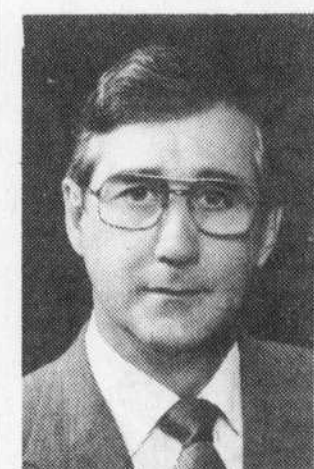
**ACTIONS ORDINAIRES**

**AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ**

Un dividende trimestriel de 25,758 cents par action sur les actions ordinaires en circulation, sera versé le 3 décembre 1979 aux actionnaires inscrits à la date de fermeture des bureaux, le 9 novembre 1979.

Par Ordre du Conseil d'Administration  
J.E. Wood,  
Secrétaire

Toronto, Ontario  
le 23 octobre 1979

NOMINATIONS  
F.W. WOOLWORTH CIE LIMITÉE

Gilles Dubé



Jean-Paul Léger

M. W.R. Gray, vice-président du Conseil et directeur général de la compagnie est heureux d'annoncer que, lors d'une récente réunion du Conseil d'administration, MM. Gilles Dubé et Jean-Paul Léger, respectivement Directeur du Bureau de Montréal et du Centre Distribuo-Mode, et Responsable des techniques marchandes et des ventes dans le prêt-à-porter ont été élus vice-présidents de la compagnie canadienne.

Ces nominations soulignent le travail exceptionnel de ces hommes au sein de la compagnie.



## DIVIDENDE NO 375

Un dividende de vingt-neuf cents par action du capital versé de cette Banque a été déclaré pour le trimestre courant, payable le premier novembre 1979, aux actionnaires inscrits à la fermeture des affaires, le 9 octobre 1979.

Les nouvelles actions souscrites et partiellement payées recevront une partie de ce dividende selon la proportion du montant des versements effectués à la date d'inscription.

Par ordre du Conseil d'administration  
ROGER LAVOIE  
Président et Chef des opérations

**LA BANQUE D'ÉPARGNE**

**TROÏKA**

Pour un festin de tsar,  
La Troïka, da! da!

Que ce soit pour un repas d'affaires ou une soirée romantique, La Troïka vous fera découvrir des merveilles gastronomiques dignes des tsars de l'ancienne Russie. Vous savourerez le poulet à la Kiev, le bœuf Stroganoff ou toute autre spécialité délectable que vous arroserez de vin et de vodka authentiquement russes. Vous vous laisserez charmer par les mélodies tziganes, vous vivrez des moments inoubliables au cœur de l'ancienne Russie. Et pour couronner un repas inoubliable, la carte American Express va de soi.

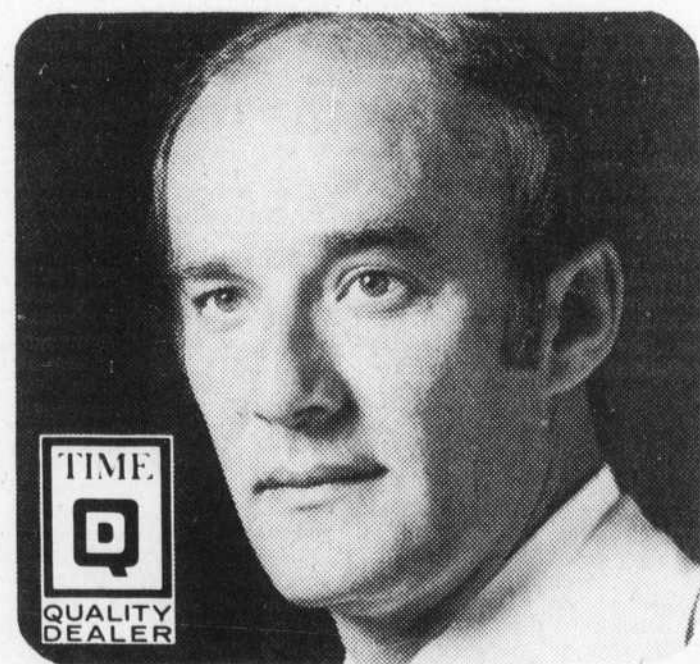
La Troïka, 2171, rue Crescent, Montréal.  
Réservations: (514) 849-9333

La carte American Express.  
Ne partez pas sans elle.

**AMERICAN EXPRESS**

American Express Company est la propriétaire des marques de commerce qui sont utilisées par American Express Canada, Inc. à titre d'usage licencé.

**Chrysler Canada Ltée félicite Leonard Kantor, président et gérant général de Montreal Chrysler Plymouth Inc. le concessionnaire par excellence d'après le Time Magazine, pour la région de Montréal.**



Leonard Kantor a été reconnu par l'Association des Marchands d'Automobiles de Montréal Ltée comme étant le "concessionnaire par excellence d'après le Time Magazine". M. Kantor est l'un des 11 lauréats canadiens qui ont été honorés pour leurs remarquables efforts, en tant qu'excellents concessionnaires et citoyens respectables de leurs communautés.

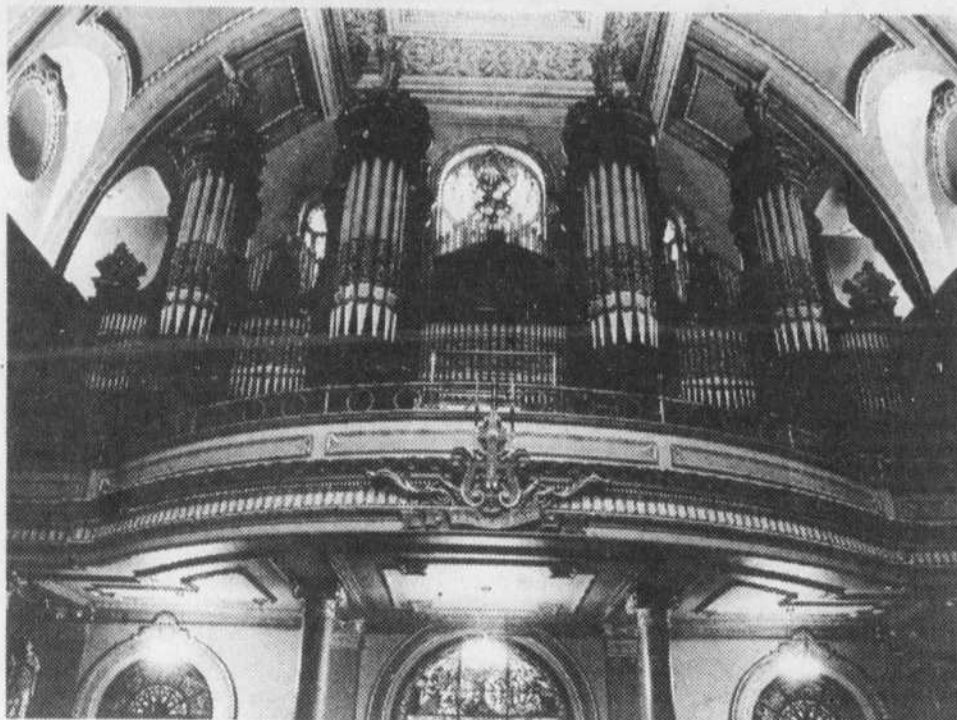
La Compagnie Chrysler est fière de compter M. Leonard Kantor parmi les membres dévoués de son équipe. Tous les employés et concessionnaires de Chrysler offrent leurs plus sincères félicitations à M. Kantor, pour cet honneur bien mérité.





## Grand Concert

Le premier Grand Concert du FM de Radio-Canada (100.7) aura lieu le vendredi 2 novembre à 20 h 30. Exceptionnellement présenté en l'église Saint-Jean-Baptiste de Montréal, ce concert inusité fera entendre, Gaston Litaize, organiste et compositeur français de réputation internationale et Antoine Reboulot, organiste établi au Québec et dont la renommée n'est plus à faire. Les deux artistes touchent à tour de rôle le grand orgue et l'orgue de chœur et René Lacourse dirigera le Chœur de Radio-Canada. Au programme, des oeuvres de Fauré, Verne et Gaston Litaize.



# Les habitudes culturelles des Québécois: un sondage

par Nathalie Petrowski

La participation des Québécois à la vie culturelle de même que la qualité de cette participation sont étroitement liées à l'accessibilité des biens et des activités culturelles. Telles sont les premières conclusions d'un sondage mené par la maison CROP pour le compte du ministère des Affaires culturelles sur les habitudes des Québécois en matière culturelle.

Le sondage effectué auprès de 2.000 répondants à travers le Québec ne sera rendu public par le ministre, M. Denis Vaugeois, qu'à la fin du

mois de novembre, mais un résumé du document circule entre les hauts fonctionnaires. L'enquête menée aussi bien dans les grands centres urbains que dans les régions plus éloignées pourrait être un précieux outil pour rallier les commanditaires, plus friands d'événements sportifs que de manifestations culturelles. On y apprend ainsi que les événements sportifs qui intéressent 39% de la population sont à peine plus appréciés que les spectacles de musique populaire qui, eux, attirent 38% des Québécois, obtenant la plus haute cote de fréquentation parmi les manifestations culturelles. Au chapitre de la lec-

ture, on note que les trois quarts de la population adulte lit régulièrement des journaux. Le pourcentage pour la lecture régulière de revues ou de livres de la population est cependant plus bas et ne dépasse pas 56%. Les lecteurs de livres, de plus, ne s'en tiennent pas à un seul genre mais se promènent du roman (71%) aux ouvrages spécialisés (62%) aux biographies (47%) et aux grandes oeuvres littéraires (31%). Une majorité de lecteurs (71%) achètent habituellement leurs livres dans une librairie (50%) plutôt que dans une boutique ou un kiosque à journaux (10%). Au chapitre de la musique, 80% des Qué-

bécois écoutent de la musique, et généralement par le truchement de la radio (70%). Seulement 25% écoutent leurs propres disques ou cassettes. Le sondage révèle de plus que les Québécois aiment mieux payer et posséder leurs biens culturels plutôt que d'en louer. Au cours des douze derniers mois, la moitié de la population a été au moins une fois dans une boutique d'artisanat (52%), dans une librairie (50%), et chez un disquaire (49%). Le taux de fréquentation des bibliothèques publiques, des galeries et des musées d'art est, cependant, plus faible et ne dépasse pas le 23%.

Selon le bureau de presse du ministre, la plus importante conclusion du rapport concerne la régionalisation. Ainsi l'île de Montréal comme on pouvait s'y attendre est le foyer culturel de la province, non seulement en raison de la concentration des effectifs mais en raison d'une plus grande participation de la population à la vie culturelle. D'une manière générale, les taux de fréquentation des divers établissements culturels de Montréal sont supérieurs ou égaux aux moyennes provinciales. La population de l'île de Montréal est d'ailleurs celle qui s'est déclarée la plus satisfaisante dans l'ensemble de la province en ce qui regarde l'accessibilité aux biens et aux manifestations culturelles. Dans le Québec métropolitain, la situation est plus ou moins semblable avec deux seules exceptions: une fréquentation de bibliothèque très basse et le premier rang pour le taux d'assistance au théâtre (44%). À travers ces données sommaires, il apparaît clairement que certains Québécois, notamment ceux du Nord-Ouest, de la Côte-Nord et des petites villes sont plus défavorisés que les autres en matière d'activité et d'accessibilité culturelle.

par Gilles Potvin

Après un premier concert cette saison consacré au quintette avec deux violoncelles par le Quintetto Boccherini, la Société Pro Musica se tournait dimanche après-midi vers le quintette avec deux altos, une formation qui n'existe pas comme telle dans le circuit des tournées mais pour laquelle les plus grands compositeurs, Mozart, Beethoven et Brahms notamment, ont écrit largement. On avait donc invité le Quatuor à cordes Juillard, un vieil habitué de Pro Musica, ainsi qu'un altiste, l'Américain John Graham, pour présenter des quintettes de Mozart et de Beethoven, le quatuor seul se réservant l'oeuvre initiale au programme, le Quatuor en ré majeur, op. 20, no 4, de Haydn.

D'un intérêt particulier était le Quintette en do

majeur, op. 29, de Beethoven, la seule oeuvre originale qu'il composa pour cette formation bien qu'il ait transcrit d'autres oeuvres pour elle. Il est rarement joué et il est bien possible que l'audition de dimanche en ait été la première à Pro Musica. L'oeuvre est passablement élaborée et l'addition d'une voix supplémentaire au quatuor se traduit par une texture harmonique enrichie dont le compositeur utilise adroitement toutes les possibilités. Particulièrement frappant sont un adagio très expressif, évocateur des quatuors de l'op. 18 et un finale tourbillonnant et très développé qui reprend presque textuellement certains thèmes de Fidelio auquel le compositeur travaillait à la même époque. Beethoven innove cependant en interrompant brusquement les élan du finale par un court adagio aux accents déchirants, lequel pré-

cède immédiatement la coda. Le Quintette en ré majeur, K. 593, de Mozart date de l'année précédant sa mort mais l'on n'y trouve pas la densité expressive et la troublante interiorité de celui en sol mineur, K. 516, son chef-d'oeuvre pour cette formation. Mais son adagio, malgré son caractère mélodique prononcé, n'est toutefois pas exempt de moments dramatiques.

Le Quatuor Juillard, composé de Robert Mann et Earl Carlyss, violons; Samuel Rhodes, alto et Joel Krosnick, violoncelle, a défendu ces deux oeuvres avec son excellence habituelle, sur le plan technique comme sur celui de l'interprétation. John Graham a su pour sa part s'intégrer parfaitement à l'ensemble. Le quatuor de Haydn, présenté au début, a lui aussi bénéficié d'une exécution supérieure.

## LABOIR À ÉCHOS

Un historien enseignant à l'Université du Québec à Trois-Rivières, Serge Gagnon, vient de recevoir le prix Lionel-Groulx pour son étude *Le Québec et ses historiens*, parue aux Presses de l'Université Laval. Ce prix a été décerné par l'Institut d'histoire de l'Amérique française, qui a aussi attribué le prix Guy-Frégault à Mme Nadia Eid pour son article: «Education et classes sociales au Québec au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle», paru dans la Revue d'histoire de l'Amérique française. Le jury qui a siégé pour désigner les bénéficiaires de ces prix était formé de MM. Blair Neatby, Jean Hamelin et Alfred Dubuc, tous trois historiens.

Ce soir, au Club Canadien (436 rue Sherbrooke est) s'ouvre une exposition du peintre Albert Rousseau — jusqu'au 10 novembre. En même temps que le vernissage se déroule le lancement d'un

volume de Guy Robert intitulé *Rousseau et le Moulin des Arts* publié chez Marcel Broquet. M. Rousseau, né en 1908, a fondé et animé longtemps le Moulin des Arts, à Saint-Étienne de Launoy.

La Place aux poètes a repris ses activités à nouveau cet automne mais dans de nouveaux locaux: le café Noosphère (816 rue Ontario est au coin de Saint-Hubert). Mercredi, jour des déguisements et dissimulations par excellence, Janou Saint-Denis reçoit le fantaisiste poético-humoriste et comédien, Jean Richard. Musique et poésie compléteront la soirée qui commence à 21 h.

C'est hier que trois organismes reliés au théâtre se regroupaient dans de nouveaux locaux, au 952 rue Cherrier est, pour poursuivre leurs activités. Il s'agit du Centre d'essai des auteurs dra-

matiques, de la revue *Jeu* qui lançait en même temps son 12<sup>e</sup> numéro et de l'Association québécoise du jeune théâtre. Leurs nouveaux numéros de téléphone sont respectivement: 524-3059, 523-1757 et 526-5967.

Trois oeuvres importantes du compositeur Jacques Hétu seront présentées au public montréalais prochainement. Au concert de Pro Musica du 11 novembre, le soprano Anna Chornodolska et le pianiste William Tritt interpréteront son cycle de mélodies, *Les Clartés de la nuit*, op. 20, sur des poèmes d'Émile Nelligan dont on commémore cette année le centenaire de la naissance. Aux Grands concerts de l'OSM des 13 et 14 novembre, Hubert Soudant dirigera, en création montréalaise, son oeuvre symphonique *Antinomie*, op. 23. Son *Quintette pour instruments à vent*, op. 13,

sera joué par le Quintette à vent du Québec, le dimanche 11 novembre, à la salle Pollock.

Le Tritorium du cégep du Vieux-Montréal présente du 31 octobre au 4 novembre à 20 h 30 un film de Jean Chartier intitulé *Civilisations mystérieuses, Mexique précolombien*. Le réalisateur qui se spécialise depuis huit ans sur l'histoire et l'archéologie de l'Amérique latine est aussi président de la Société des cinéastes-conférenciers découverte du monde. En 1976 il remporta le prix du Film d'exploration avec *Guatemala, Mayas d'hier et d'aujourd'hui*. Son dernier film sur le Mexique est le résultat de cinq voyages consécutifs dans ce pays et plusieurs mois de recherches. Il développe dans ce long-métrage l'histoire des cinq grandes civilisations précolombiennes du Mexique.

# Un Nouveau Mic-Mac québécois

par Angèle Dagenais

Un nouveau magazine québécois de bandes dessinées, *Mic-Mac* tentera de concurrencer *Pilote*, *Tintin* et *Mad* dans les tabagies et comptoirs à journaux. Contrairement à son grand frère de l'écurie Hergé qui s'adresse aux 7 à 77 ans, *Mic-Mac* vise un public cible se situant entre 8 et 13 ans — fin de l'élémentaire, premier cycle du secondaire.

La revue a été lancée à la fin de septembre et un deuxième numéro sortira déjà la semaine prochaine. Il s'agit d'un mensuel de 48 pages dans son format de départ, aux couleurs et dessins attrayants, qui se vend \$1.25 le numéro au \$12 l'abonnement (moins cher que tous ses concurrents). Fait intéressant, le magazine ne contient aucune publicité. Claude Gervais, son rédacteur en chef explique que la revue se finance à même les fonds de la maison d'édition Le Nordais Ltée qui est connue déjà par de nombreuses publications (*Décoration chez soi*, *Rénovation bricolage*, etc.) Pour le moment, Gervais ne pense pas être obligé d'inclure de publicité dans *Mic-Mac*; s'il en mettait, ce ne serait à la limite qu'une seule page. Le magazine est distribué par Les Distributeurs associés, compagnie entièrement québécoise.

Tout le magazine est d'auteurs québécois: rédacteurs, dessinateurs, chercheurs, graphistes, etc. Claude Gervais souligne qu'à l'inter-vue au bas mot 200 dessinateurs avant de choisir les quatre noms qu'il a retenus: Jean Bello, Daniel Houde, Raymond Parent et Charles Vinh. «Le Québec est plein de talent, à ce chapitre, précise-t-il, les candidatures ne manquent pas, ce sont les débouchés qui sont rarissimes.»

L'ossature du magazine consiste de bandes dessinées de différents styles: histoires complètes ou à suivre,



Ainsi «Les Aventures du joyeux Mic-Mac» qui donne son nom au magazine est une histoire algonquienne, rédigée par Bernard Assiniwi, qui présente l'Amérindien sous un aspect tout à fait inédit: joyeux, espiègle, généreux, ami de la nature. Sans être moralisatrice, cette bande dessinée révèle des traits fort sympathiques de la vie amérindienne où, pour une fois, elle n'est pas mise en opposition à la vie des blancs. Il n'est aucunement question de hache de guerre, de tomahawks ou de tout le fourbi des clichés habituels concernant les premiers habitants de ce pays.

«Eglantine et Magané» sont deux autres personnages qui reviennent régulièrement. Eglantine est une «coureuse des bois» qui au cours de sa première sortie de chasse de la saison rencontre Magané, un canard esculé,

comédien comme pas un, dernier survivant de sa race, qui réussit à s'épargner la rafale de plombs que lui destinait Eglantine...

«Les Naufragés de l'espace» est une bande à continuer qui, comme son nom l'indique s'adresse aux passionnés de science-fiction. Enfin, «Les Cyclones»: une équipe du tonnerre est une bande dessinée tout à fait loufoque sur les travers de notre sport national, mettant en vedette Raymond dit «Ray la Lancette» à la défensive, Jean-Lou Monpétit à la ligne bleue, détenteur du trophée Lady Bong et détestant le jeu rude, au centre Pit Casgrain dit le «Cérébral», le Victor Hugo du hockey, compteur hors pair, Guy Babin dit «Protéine», le vrai dynamo de la patinoire, joueur polyvalent, et enfin, le gardien de but des Cyclones, le célèbre

Jean-Paul Bérubé dit «Jipi». Cette brillante équipe affronte les Pacifiques composés de Guy Gosselin dit «Gogosse», Max Pratte, Adélard Gougeon dit «Le Toaster», Rémi Remillard dit «Le Taon» et Le Pic Picard dit «Léo». La joute qui s'annonce terrible est télédiffusée et commentée par Bob «Cola» Marcoux dont la partialité n'a pas d'égale. La partie se déroule selon les affres habituelles du jeu: «mise en échec virile, défensive étanche, coup de patin tranchant, tirs foudroyants», etc. On connaît dans les Cyclones les dessous fascinants de ces deux équipes que rien ne sépare, même pas un sandwich...

Sur la couverture arrière du magazine on retrouvera «Capharnaüm, le grand ménage» signé Parent. Celui-ci dessine aussi dans ce magazine Eglantine et Les Cyclones.

Comme tout bon magazine qui se respecte, *Mic-Mac* offre à ses lecteurs des chroniques d'information (livres, pièces à l'affiche destinées spécialement aux jeunes, des jeux éducatifs, des contes, poèmes, etc.). Le magazine est visuellement très attrayant, couleurs vives, papier glacé, tout à fait à la hauteur de ses principaux concurrents. Le contenu est intéressant à plusieurs points de vue, ne se contentant pas des idées reçues et des clichés habituels que l'on sert aux enfants. Le tout reste un magazine de bandes dessinées mais pour ceux qui ne liraient pas autre chose, c'est toujours ça de pris.

admission 12 \$  
**LE CINÉMA PARALLÈLE**  
3602 W. LAUREL, 543-4725  
DEMANDEZ NOTRE PROGRAMME  
19 h 30 et 21 h 30  
**LES ENFANTS DE SOLZHENITSYN**  
font beaucoup de bruit à Paris  
de Michael Rubbo

**Les Soeurs Brontë**  
POUR TOUS  
ADJANI-PISIER-HUPPERT  
**CREMAZIE**  
ST-DENIS - CREMAZIE 388-4210  
Sem. 8:45 - 9:15, Sam. - Dim. 1:45 - 4:15 - 6:45 - 9:15.

**Un succès d'humour et de Rire**  
**20.000 spectateurs jusqu'à maintenant**  
la Compagnie Albert Millaire  
**Trois Actrices, un Coq**  
Un show écrit par Clémence Desrochers  
Prolongation jusqu'au 10 novembre 1979.  
Représentation 20h.30 relâche lundi  
Le Théâtre **ARLEQUIN**  
1004 1<sup>er</sup> rue St-Catharine  
Réservations acceptées dès maintenant.  
Tél.: 288-2943

**L'ÉVÉNEMENT DU FESTIVAL DE NEW-YORK!**  
POUR TOUS  
écrit et mis en scène par ARIANE MNOUCHKINE  
produit par CLAUDE LELOUCH  
VERSION INTÉGRALE DE 4 HEURES  
**Molière**  
LUNDI À VENDREDI EN MATINÉE, ADULTES \$3.00  
Le PARISIEN 5  
486 STE CATHERINE O. 866-3856  
Tous les jours à 1.15 & 7.15 p.m.

**MOURIR A TUE-TÊTE**  
14 ANS  
L'HISTOIRE D'UN VIOL  
le DAUPHIN 1  
BEAUBIEN PRES D'BERVILLE 721-6060  
Sem. 7:30 - 9:30, Sam. - Dim. 1:30 - 3:30 - 5:30 - 7:30 - 9:30.

Gilles Barbeau présente  
**COUP DE TÊTE**  
POUR TOUS  
UN VOTOU DEVIENT VELETTE SPORTIVE  
C'EST DRÔLE! C'EST TORDANT!  
C'EST COMIQUE! C'EST FOU!  
FRANÇOIS VEBER  
un film de JEAN-JACQUES ANNAUD  
desjardins 2  
BASILAIRE 1 788-3141  
12:10 - 2:00 - 3:50  
5:40 - 7:30 - 9:20

**théâtre du rideau vert**  
4664, rue St-Denis  
Mardi à samedi: 20 h.  
Dimanche: 19 h.  
**Émile et une nuit**  
Une création de Jean Barbeau  
mise en scène JEAN-JOSEPH TREMBLAY  
Jean Marchand Aude Nantais Jean-Joseph Tremblay Larry-Michel Demers  
Réservations de 12h à 19h. Tél. 844-1793  
Métro Laurier, sortie Gifford

**OLYSSÉE 1** 35 MILTON / 642-6053  
SELECTION OFFICIELLE CANES 1979 MONTREAL 1979 TORONTO 1979 WOSCOUT 1979  
"CE FILM FIGURE DEJA PARMI LES CHEFS-D'OEUVRE DE FELLINI"  
"Une oeuvre pleine de subtilité, profondément poétique et parfaitement maîtrisée"  
"Le meilleur film de ce brillant maître en scène"  
GLORIEUSEMENT DRÔLE, si profond, si humain et si spirituel... Répétition d'orchestre: est l'un des meilleurs films de ce brillant maître en scène  
EXTRAORDINAIRE, BRILLANT, UNE MERVEILLE  
Fellini a créé une oeuvre universelle  
6:30-8:00-9:30  
LE DÉCLIN DE L'OCIDENT EN 30 TABLEAUX  
VICTOR LEROY PRÉSENTE  
**Federico Fellini PROVA D'ORCHESTRA**  
RÉPÉTITION D'ORCHESTRE  
un film de CLAUDE LELOUCH  
**ROBERT et ROBERT**  
CAVALEUR 7:30, ROBERT 9:30  
**OLYSSÉE 2** 35 MILTON / 642-6053  
"Un 'opéra des guesus' servi par une rare galerie de personnages superbes."  
"Un spectacle, une fresque, qui participe d'un débat politique important."  
"La revue de cinéma, ROBERT DES SAUDES"  
"Entre la violence de la vie quotidienne et la violence du texte épique à voir."  
Nouvel Observateur: MICHEL GRISOLIA  
7:30 9:30  
Maurice Maréchal  
Cécile D'Amboise  
Cécile D'Amboise  
Cécile D'Amboise  
**La Chanson de ROLAND**  
un film de PHILIPPE DE BROCA  
Cinéma **CAVALIER**  
1222 9302  
3180 rue BELANGER

**À compter du 9 novembre de France Vézina**  
**L'hippocanthrope**  
**Mise en scène de Jean-Pierre Ronfard**  
**avec: Marc Béland Patricia Nolin Danielle Proulx Lionel Villeneuve**  
Décor, costumes et éclairages de Jean-Pierre Ronfard et Guy Beausoleil.  
**tnm** 861-0563  
84 ouest, rue Ste-Catherine  
Tarifs spéciaux: groupes 25 ans et moins/60 ans et plus

**5 DERNIÈRES**  
**MOLIÈRE**  
**DOM JUAN**  
mise en scène Jean-Louis Roux  
avec Léo Lital Luc Durand et plusieurs autres  
décor, costumes et éclairages Robert Prévost  
**tnm** 861-0563  
84 ouest, Ste-Catherine  
Vaste stationnement

**ce soir et demain à l'OSM**  
30, 31 octobre  
**XENAKIS**  
Grands Concerts  
Charles Dutoit, chef d'orchestre  
Kyung Wha Chung, violoniste  
Bach-Webern, Récitcare a 6, de l'Offrande musicale  
Xenakis, Metastases (1953)  
Xenakis, Empreintes (1975)  
Mendelssohn, Concerto pour violon en mi mineur  
Debussy, La Mer  
13:25 à 19:15  
Tous les concerts de l'OSM sont présentés les mardi et mercredi à 20h30, Salle Wilfrid Pelletier.  
Renseignements Place des Arts: 842-2141  
Si disponibles à 19:00 heures 100 billets de dernière heure à \$2.50  
Procurez-vous "Variations", le magazine programme de l'OSM par abonnement ou aux concerts.  
**Orchestre symphonique de Montréal**



## La lutte continue en Guinée équatoriale

par Clément Trudel

La lutte pour la démocratie continue en Guinée équatoriale, ex-colonie espagnole dont les voisins immédiats sont le Cameroun et le Gabon. On y compte encore plus de 25% d'exilés, soit 125,000 personnes acculées à des conditions de vie pénibles dans des pays comme le Nigeria, le Cameroun, le Gabon et l'Espagne. Le changement de régime intervenu en août — chute du régime de Macias Nguema — ne constitue pas vraiment une source d'espoir puisque le successeur du sanguinaire Macias Nguema, Teodoro Nguema, était déjà ministre de la Défense, donc complice du tyran.

Telle est l'opinion de Eya Nchama, secrétaire général de l'Alliance nationale pour la restauration de la démocratie en Guinée équatoriale (ANRD). Depuis plus de cinq ans, cet organisme dénonce la répression, exige des réformes et, le 10 août 1979, il rappelait dans un communiqué les différentes condamnations d'organismes internationaux contre le régime Macias Nguema, souhaitant l'amnistie pour tous les prisonniers politiques, la fin du régime militaire et des actions dirigées contre le peuple guinéen. Rien n'est sorti de cet appel à Teodoro Nguema, souligne M. Nchama qui était de passage ces jours-ci à Montréal, après une tournée nord-américaine entreprise le 30 septembre au siège des Nations unies, à New York.

M. Nchama est notamment venu au Canada remercier les Affaires étrangères d'avoir favorisé la présentation d'un mémoire de l'ANRD devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU qui a siégé en mars 1979, à Genève, pour faire le point sur le régime de Macias Nguema. À cette tribune, M. Nchama avait évoqué le « terrorisme gouvernemental », énuméré les exactions les plus notables de ce régime et l'assassinat de son propre père, en juillet 1978: « je suis un ennemi du régime car je sais lire et écrire. »

L'ANRD ne jouit pas de la reconnaissance officielle mais elle a su faire valoir ses points de vues en plusieurs occasions où siégeaient des congrès internationaux, à Alger, à Monrovia ou dans d'autres capitales.

Pour M. Nchama, il est très important que le peuple canadien et la population du Québec soient plus amplement informés sur la Guinée équatoriale, petit pays d'un demi-million d'habitants qui détient le record de la persécution politique et de l'exil forcé. Un bulletin de l'ANRD: *La Voix du peuple* renseigne périodiquement sur l'évolution de la situation dans ce pays africain mais rien n'est modifié quant à l'illégalité de cette Alliance (sorte de front commun de l'opposition) sur le territoire guinéen.

La structure du pouvoir est demeurée intacte; on a sacrifié Macias pour mieux assurer la pérennité du régime, soutient Eya Nchama qui était accompagné d'un responsable à l'organisation pour l'ANRD, Dougan Beaca. Les deux délégués ont pu contacter, au Canada, des organismes comme Développement et Paix et SUCO, différentes Églises et des hauts fonctionnaires, expliquant chaque fois la nécessité d'une aide concrète à l'alphabétisation et à la « conscientisation » de la population.

Notre indépendance en 1968, s'est faite sous le signe d'une décolonisation ratée, de dire M. Nchama. Même le Vatican (les Guinéens sont catholiques à 90%) qui n'était pas lié par concordat, a accepté que Macias Nguema lui suggère les noms des futurs évêques. Ce facteur et beaucoup d'autres (l'isolement linguistique en Afrique où le français et l'anglais sont souvent les langues de communication) ont fait qu'on s'est peu soucié, dans les sphères internationales, du sort de la Guinée espagnole. Canadiens et Québécois peuvent accomplir beaucoup, du moins l'ANRD le souhaite, pour que les conditions minimales pour le retour à la démocratie se réalisent dans ce petit pays qui a vécu 11 ans de « pseudo-indépendance », soutient l'ANRD.

## Le pape à Lourdes

LOURDES (AFP) — La venue du pape Jean-Paul II au congrès eucharistique international de Lourdes, en 1981, est tenue pour assurée, mais on ignore encore les modalités de cette visite, a déclaré, hier à Lourdes, Mgr Henri Donze, évêque de Tarbes et Lourdes.

D'autre part, mère Teresa, de Calcutta, à qui vient d'être attribué le prix Nobel de la paix, a manifesté le désir d'être invitée et elle assistera également à ce congrès, a-t-on annoncé au cours des débats de l'assemblée plénière de l'Épiscopat français qui se tient en ce moment à Lourdes.

# Dimanche, on votera dans 1,075 municipalités

par Donald Charette

QUÉBEC (PC) — Il y aura des postes à combler à la mairie de 1,075 municipalités du Québec, dimanche prochain.

Ce sont, en fait, les deux tiers des administrations municipales (on compte 1,550 cités, villes, villages, paroisses et cantons au Québec) qui seront soumises au jugement populaire d'ici quelques jours, pour un bassin de population de deux millions de personnes.

Et il ne s'agit que des élections pour le choix d'un maire,

puisque ces chiffres n'incluent pas les municipalités où on ne fera que renouveler le mandat de quelques échevins.

Ces données sont tempérées, toutefois, par le nombre de conseils où il n'y a pas de contestation et les maires réélus par acclamation.

Pour comprendre les raisons de ce branle-bas municipal, il faut savoir que les municipalités jouissent d'une autonomie dans l'établissement de la durée du mandat de leurs édiles, mandats qui varient de deux à quatre ans. Il y a donc des « grosses » et des

« petites » années d'élections municipales.

L'an dernier, par exemple, seulement 180 villes du Québec ont eu à choisir un nouveau maire; mais comme on y dénombrerait quelques « gros morceaux », soit Montréal, Québec, Longueuil et Laval, ces élections ont fait passablement de bruit.

Il faut savoir également qu'il y a des élections tous les ans dans le monde rural; ce n'est pas le siège du maire qui est en jeu à chaque fois, mais celui des conseillers par « tranche » de deux ou trois.

Dans les agglomérations urbaines, c'est tout le conseil municipal « qui sort » tous les quatre ans.

Parmi les plus importantes villes où il y aura des élections le 4 novembre, notons Gaspé, Drummondville, Jonquière, Saint-Georges, Thetford-Mines, Rivière-du-Loup, Sorel et Gatineau.

Ce mouvement électoral couvrira les quatre coins du territoire québécois avec Fermond au nord, Beebe-Plain au sud, Notre-Dame-du-Nord à l'ouest et Natashquan à l'est. Montréal et sa région vient

en tête avec 280 élections municipales, suivi de la région de Québec avec 272, de Trois-Rivières avec 137, du Bas-St-Laurent et de la Gaspésie avec 105, des Cantons de l'Est avec 85, de l'Outaouais avec 84, du nord-Ouest avec 52, du Saguenay-Lac-Saint-Jean avec 37 et de la Côte-Nord avec 23.

Pour la région montréalaise, notons des élections à Rigaud, Westmount, Terrebonne, Saint-Jovite, Rawdon, Lachute, Lacolle, LaSalle, Châteauguay, Chambly.

Cette longue liste permet de découvrir des noms aussi évo-

cateurs que Saint-Zéphirin-de-Courval, Saint-Majorique-de-Grantham, Saint-Mathieu-de-Dixville, Godmanchester, Fréglisburg, Entrelacs, Saint-Michel-du-Squatec, Sainte-Praxède, Saint-Victor-de-Trint, Saint-Zénon-du-Lac-Humqui, Trécession, etc.

On peut remarquer que la répartition des municipalités comprend des villes, des cités, des villages, des paroisses, des cantons, des cantons-unis et des sans-désignation.

Une municipalité devient une ville si elle compte plus de 2,000 citoyens résidents. Le

statut de cité est accordé à une ville qui en fait la demande et qui compte plus de 6,000 habitants.

Le mot « cité » est en voie de disparition puisqu'on ne crée plus de cités au Québec depuis 1968. « Cité » découle du mot anglais « city » et devait conférer à la ville un certain prestige.

Le ministère des Affaires municipales encourage d'ailleurs les municipalités à devenir des « villes », comme le propose l'Office de la langue française.

# Nos avions ne sont pas plus rapides. Mais à l'aéroport, notre service l'est.

Grâce aux avions à réaction qui atteignent presque la vitesse du son, il est aujourd'hui simple et facile de se rendre d'un bout à l'autre du pays. Il n'en va pas de même lorsqu'il s'agit de se rendre d'un bout à l'autre de l'aéroport. Voici comment American s'y prend pour accélérer le service.



**Avec American, vous vous présentez à un seul endroit (celui qui vous convient le mieux).**

Certaines compagnies aériennes vous obligent à vous rendre à un comptoir pour prendre vos billets, puis à un autre endroit pour recevoir vos cartes d'embarquement et choisir vos places.

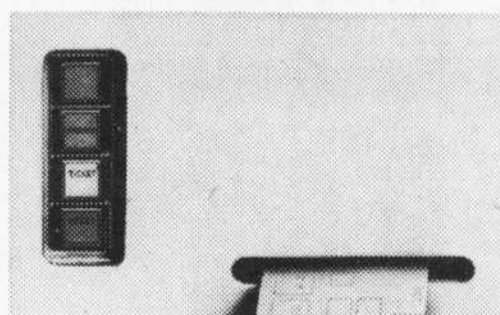
Ce qu'il y a d'ironique, c'est qu'après vous être promené d'un endroit à l'autre, vous n'êtes pas plus près de votre destination.

Le système d'ordinateurs SABRE d'American peut vous éviter tous ces pas inutiles. Il permet à nos agents de vous fournir tout ce qu'il faut à

n'importe quel comptoir et, dans la plupart des aéroports, à la porte de départ. Vous pouvez tout obtenir en un seul temps et à l'endroit qui vous convient le mieux.

**Des cartes d'embarquement pour tout le voyage: American vous évite une fois de plus de faire la queue.**

American Airlines, contrairement à certaines compagnies aériennes, est en mesure de vous donner toutes vos cartes d'embarquement à l'avance et ce, pour toutes les



étapes de votre trajet, qu'il s'agisse de correspondances ou de votre vol de retour, avec American.

N'oubliez pas que toutes ces cartes d'embarquement vous éviteront de faire la queue chaque fois que vous devrez prendre un avion.

## American Airlines, américaine par excellence.

**RESERVED**

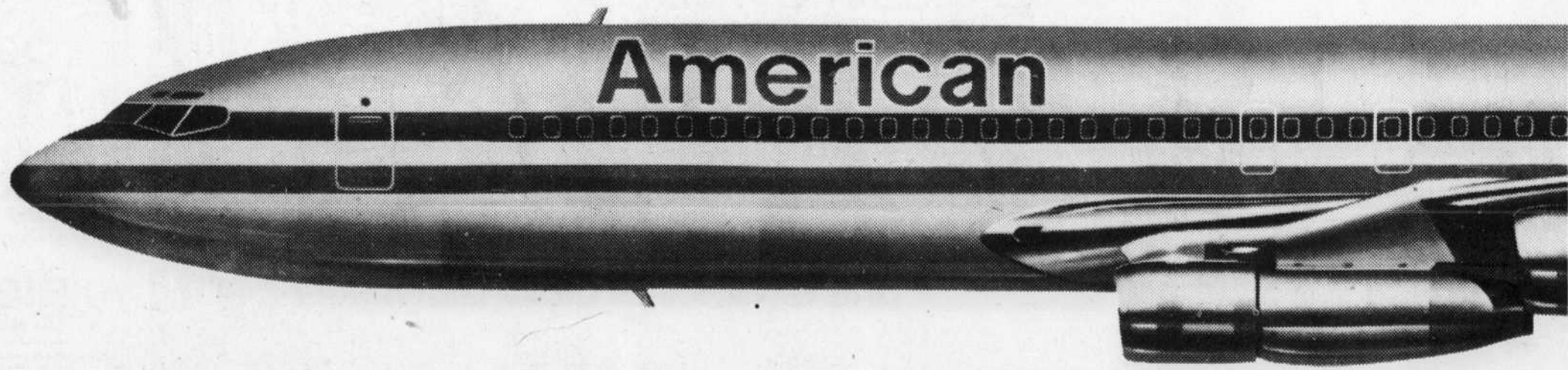
**Lorsque vos places sont réservées d'avance, pas besoin d'attendre debout pour savoir où vous serez assis.**

Vous est-il déjà arrivé de faire la queue à une porte de départ tandis que les passagers devant vous choisissent les places côté couloir ou côté fenêtre? Avec American, cela ne risque pas de vous arriver.

Lorsque vous nous appelez pour réserver, dites-nous quelle place vous désirez occuper, en plus de quel vol vous choisirez. Nous pouvons garder cette place pour vous pendant onze mois et jusqu'à 15 minutes avant le départ de l'avion.

**Le but d'American est de vous offrir le meilleur service qui soit.**

Nous travaillons tous, chez American, dans le seul but de vous offrir le service que vous méritez. Après tout, c'est la qualité de notre service qui a fait notre réputation. Et c'est la qualité de notre service qui nous permettra de la conserver.





# Willie Mays quitte le baseball

NEW YORK (AP) — Les yeux humides et le regard triste, Willie Mays a dit hier qu'il était davantage déçu qu'outré par la décision du commissaire Bowie Kuhn l'invitant à cesser toute association avec le baseball s'il acceptait le poste de relationniste pour le compte d'un casino d'Atlantic City.

« Le baseball a été toute ma vie, a déclaré Mays, récemment élu au Temple de la renommée. Mais je dois avant tout veiller au bien-être de ma famille.

« C'est comme si l'on m'envoyait aux mines. Mais ce n'est pas le cas, rassurez-vous. Je m'associe à un merveilleux groupe. Je dois simplement mettre fin à mon association avec les Mets de New York. J'ignore encore pourquoi. Je ne dis pas adieu au baseball cependant. Je serai de retour un jour. »

Mays a formulé ces commentaires à l'occasion de la signature du contrat avec Bally Manufacturing Corp., le holding qui contrôle le Parc Place Casino où l'ex-vedette des Giants de New York et de San Francisco travaillera comme relationniste à l'occasion de fêtes communautaires et d'événements spéciaux. Il s'agit d'un contrat de trois ans à raison de \$100,000 par année.

Mays peut également prolonger cette entente durant sept autres années au terme desquelles il toucherait \$150,000 en 1989.

Hier matin, Mays a rencontré Bowie Kuhn, qui l'a invité à quitter l'organisation des Mets s'il acceptait l'offre du casino. Kuhn lui a fait valoir qu'une association avec un casino était incompatible avec une fonction au baseball organisé. Mays était encore lié aux Mets pour les deux prochaines années à la suite d'un contrat amical signé avec l'ancienne propriétaire de l'équipe, Joan Payson, décédée depuis.

Mays a expliqué que sa rencontre avec le commissaire avait été très courtoise, mais qu'il ne comprenait pas encore la raison ayant motivé la décision de Kuhn.

« Le commissaire n'a pas cherché à me faire changer d'idée. Mais j'ai rapidement compris qu'il ne changerait pas sa position et je suis parti en le saluant.

« Ne condamnez pas le commissaire. La décision est la mienne. Nous nous sommes quittés en amis. Je n'éprouve aucune rancœur. »

Mays était accompagné de sa femme Mae et de son avocat, Steve Lindeman.



Willie Mays, l'un des plus grands joueurs de baseball, a annoncé hier à New York qu'il coupait tous les liens avec le sport qu'il aime tant afin d'occuper les fonctions de relationniste avec un casino du New Jersey. Le commissaire Bowie Kuhn a demandé à Mays de quitter l'organisation des Mets de New York, avec lesquels il était instructeur adjoint, s'il décidait de s'associer au casino d'Atlantic City.

# Robbie Ftorek, la nouvelle idole des Nordiques

QUÉBEC (PC) — Après avoir connu leurs plus intenses émotions et travaillé comme véritables champions en fin de semaine, les porte-couleurs des Nordiques de Québec ont relaxé hier. Pas d'exercices, pas de travail.

Comme leurs milliers de partisans, ils ont savouré pleinement la grande joie que leur a procurée le gain de 5-4 dimanche soir contre la puissante machine des Canadiens de Montréal. Une victoire stimulante que personne n'osait croire possible si tôt après l'entrée des Nordiques dans le circuit Ziegler.

L'instructeur Jacques Demers, dont plusieurs reconnaissent de plus en plus les talents de stratège et de meneur d'hommes, ne cessait de répéter après la joute mémorable: « Vous rendez-vous compte de ce que c'est que de battre la plus formidable machine de hockey au monde? Oui, vraiment, c'est tout un honneur et quelle dose d'optimisme et de stimulant pour nos joueurs. »

En arrivant dans le vestiaire, Demers s'est fait arroser par des équipiers fous de joie.

Une serviette autour du cou, s'épongeant la figure, il acceptait tout sourire les félicitations de tous ceux qui entraient dans son petit bureau près de la chambre des joueurs. Pour la première fois depuis trois semaines, il sirotait une bonne bière après un match. « Oui, c'est ma première depuis trois semaines et je vous assure qu'elle est bonne. »

devant les tribunaux avec l'idée fixe d'évoluer pour les Nordiques, paraissait très déçu de la tournure des événements une fois qu'il eût finalement endossé le chandail fleurdelisé.

Encouragé par son instructeur et ses coéquipiers, il est finalement sorti de sa coquille mercredi dernier contre les Whalers de Hartford.

Et dimanche soir, il a donné sa pleine mesure quand il a été chargé de surveiller Guy Lafleur, tenu à une seule « passe » pendant le match.

« Ca s'en vient, la confiance, disait-il. Il faut que je joue régulièrement pour cela et le fait d'être employé régulièrement contre un adversaire de la trempe de Lafleur m'a beaucoup aidé, motivé. Mais ce Lafleur démarre vite, il ne faut jamais le perdre de vue, ni la rondelle », d'ajouter Goulet qui a récolté une assistance sur le but de Pierre Plante.

Auteur de 28 buts l'année dernière avec les Bulls de Birmingham, Goulet n'a pas encore trouvé le fond du filet cette année mais il a retrouvé sa confiance, et c'est le plus important. Le reste viendra avec un peu de chance.

Le public québécois a déjà adopté depuis belle lurette ses idoles Marc Tardif et Réal Cloutier dont la renommée n'est plus à faire dans la Vieille capitale.

Mais il se trouve un petit diable blond d'Amérique de cinq pieds huit pouces, originaire de Needham, dans le Massachusetts, Robbie Ftorek, qui a aussi gagné le cœur des partisans des Nordiques par sa combativité, son maniement du bâton, son coup de patin.

Il constitue une véritable inspiration pour ses coéquipiers et quand il saute sur la glace, on peut être certain qu'il y aura de l'action. Il ne lâche jamais un adversaire, bouscule tout sur son passage et le petit numéro sept ne craint pas plus des colosses comme Larry Robinson, Gordie Howe ou Jim Schoenfeld que les autres. Il l'a bien démontré quand il a joué contre eux la semaine dernière. Samedi soir, il a passé environ 40 minutes sur la glace au grand plaisir de la foule.

Ftorek, un gentilhomme, a ajouté un fleuron à sa couronne quand il a dit quelques mots en français seulement en présentant un cadeau à Jean-Claude Tremblay avant la partie de dimanche.

Son petit boniment hésitant l'a rendu d'autant plus sympathique et la foule lui a réservé de chauds applaudissements.

La période euphorique doit cependant avoir une fin et la saison est loin d'être terminée. Dès ce matin, à 11 heures, les hommes de Demers retomberont sur terre...

Ils se prépareront au Colisée à affronter les Jets de Winnipeg demain à Québec, un de leurs cousins de l'expansion de la LNH.

# Geoffrion doit faire confiance à Herron

par François Lemenu

Lorsque le Canadien de Montréal a fait l'acquisition du gardien Denis Herron à la suite de la retraite prématurée de Ken Dryden, il était entendu qu'il partagerait le travail avec Michel Larocque. Trop souvent ignoré par Scotty Bowman qui lui préférait Dryden dans les matchs importants, Larocque a eu finalement l'occasion de prouver qu'il peut être un gardien de premier plan capable de garder les filets du Tricolore en quête d'une cinquième coupe Stanley.

Or depuis le début de la saison, Larocque n'a rien d'un grand gardien. Au contraire, il semble venir directement des rangs juniors tellement ses gestes sont nerveux et incertains. Dimanche soir face aux Nordiques de Québec, Larocque a concédé des retours de lancers qui ont permis au moins deux buts à la formation québécoise. Certes toute l'équipe a joué mollement. Mais Larocque doit partager une part de responsabilité.

Denis Herron a remporté pour sa part les quatre matchs auxquels il a participé. Il a vaincu les Nordiques, les Rangers de New York et les Red Wings de Detroit au Forum, ainsi que les Flames à Atlanta. En revanche, Larocque a perdu face aux Black Hawks à Chicago, aux Nordiques à Québec, et il a fait

match nul 6-6 contre les Flyers à Philadelphie. Ses deux seules victoires en cinq parties ont été acquises contre les Flames et les Penguins de Pittsburgh au Forum. Et dans les deux cas, il n'a pas impressionné.

Herron avait au début de la saison qu'il lui faudrait encore quelques matchs pour s'adapter au jeu du Canadien. N'ayant plus l'habitude de recevoir moins de 30 lancers par match, le gardien originaire de Chambly a souffert d'un manque de concentration durant les parties d'entraînement et ces « absences » ont pu lui jouer de vilains tours. De plus, Herron expliquait qu'il devrait établir une meilleure communication avec ses joueurs, et particulièrement ses défenseurs.

Mais à la lumière des neuf parties disputées cette saison, il semble que Herron ait déchargé ses problèmes et préoccupations sur les épaules de Larocque, qui n'a rien du gardien qui relevait si adéquatement Ken Dryden.

L'entraîneur Bernard Geoffrion devra donc prendre une décision. Doit-il en effet poursuivre avec le système d'alternance ou au contraire confier le poste de gardien à Denis Herron? Ce soir, à Washington, Herron sera devant le filet. Et advenant une bonne performance, Geoffrion devrait le lancer dans la mêlée contre les surprénants North

Starts du Minnesota, jeudi au Forum.

Les gardiens de but sont un peu comme les repreneurs au baseball. Ils connaissent de bonnes périodes et de mauvaises. Le travail de l'entraîneur ou du gérant est donc de savoir quand son homme est prêt à jouer. Pour l'instant, Larocque semble dans le creux de la vague et un repos de quelques matchs pourrait lui être salutaire. Certes, une telle décision peut avoir l'effet contraire et le miner encore davantage. C'est pourtant le risque que Geoffrion doit courir s'il entend redresser la barque du Canadien. Tous reconnaissent en effet que l'équipe n'a plus la cohésion ni l'unité de jadis.

Le premier remède serait justement un changement de gardien. Le second serait une meilleure utilisation des ressources conjuguée à une meilleure stratégie.

Bernard Geoffrion possède en Guy Lafleur le plus redoutable compteur de la LNH. Pourtant contre les Nordiques, dimanche, Lafleur n'a presque pas joué en deuxième période, Geoffrion préférant employer des joueurs à caractère défensif alors que la situation suggérait exactement le contraire. A trois contre trois, un entraîneur fait toujours appel à ses meilleurs éléments. Jacques Demers, des Nordiques l'a compris et il n'a pas hésité à lancer Réal Cloutier dans la mêlée.

Geoffrion, lui, s'en est abstenu.

Samedi contre les Red Wings, le Canadien a cessé d'attaquer en troisième période afin de protéger une mince avance. La stratégie a porté fruit, mais de justesse. Et l'on ne parle pas du spectacle. Dimanche, même stratégie, mais cette fois les Nordiques ont su tirer profit de ses replis défensifs aussi inutiles que suicidaires. Dans les deux cas, Geoffrion a brisé de son meilleur trio de Steve Shutt, Pierre Larocque et Lafleur. Et Larocque est la victime de ces changements, lui qui a pourtant marqué quatre buts jeudi dernier contre son ancienne équipe. Il mérite un meilleur sort, d'autant qu'il ajoute énormément au spectacle.

Le Canadien possède suffisamment de bons éléments pour poursuivre une offensive soutenue durant trois périodes tout en pratiquant un jeu serré en défensive. L'un n'exclut pas l'autre.

Bernard Geoffrion ne dirige pas les Rockies du Colorado. Il a sous la main les champions de la Coupe Stanley et ce n'est pas en étouffant son offensive qu'il parviendra à assumer victorieusement la succession de son illustre prédécesseur.

Geoffrion devra s'affranchir du système de Bowman et diriger l'équipe selon les critères qu'il a énoncés à son arrivée à Montréal.

# Le film d'Ali ne sera pas projeté à Boston

BOSTON — Le premier film de l'ancien boxeur Mohamed Ali, « Freedom Road » (La Route de la Liberté), ne sera pas programmé à Boston, car il est de nature à attiser les tensions raciales de la ville. En effet, les autorités de la

ville et la station WBZ-TV, estiment que le film est inutilement violent. « Freedom Road » raconte l'histoire d'un ancien esclave qui devient sénateur après la guerre de Sécession et qui est assassiné par le Klu Klux Klan au cours

d'une embuscade.

BOSTON — La direction des Patriots, de la Nouvelle-Angleterre a permis à quelques-uns de ses joueurs étoiles de visiter les high school de la région de Boston,

afin de tenter d'apaiser le climat racial extrêmement tendu qui y règne présentement. L'incident qui a mis le feu au poudre est survenu il y a un mois, lorsqu'un joueur de football a été atteint par un coup de feu au cours d'un

match entre collégiens. Le jeune homme noir a été touché au cou et il est encore partiellement paralysé. Depuis, plusieurs manifestations très violentes ont eu lieu dans les écoles secondaires.

Il a déclaré à Tokyo qu'il ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat, vieux de huit ans, quand il viendra à expiration l'an prochain. Il est possible cependant qu'on lui demande de demeurer en poste jusqu'au mois de septembre 1981, lors du congrès du CIO à Baden-Baden. Lord Killanin a présidé, la semaine dernière, à une réunion de la commission exécutive consacrée à la réadmission de la Chine au sein de l'Olympisme.

BERNE — La Fédération internationale de ski (F-IS) a verti les autorités de l'Etat de New York que les épreuves de ski alpin des Jeux d'hiver de Lake Placid seront annulées si l'interdiction de survoler le site en hélicoptère n'est pas levée. La commission de ski alpin, estime que, sans l'aide de l'hélicoptère, il est impossible de garantir aux skieurs un transport rapide à l'hôpital en cas de blessure grave. La commission a donné, jusqu'au 15 décembre, aux autorités de l'Etat de New York pour prendre les mesures nécessaires. Dans les montagnes Adirondack, le survol en hélicoptère du secteur de Lake Placid est interdit par des règlements sur la protection de la nature.

Ligue Nationale									
Dimanche									
Québec 5, Montréal 4									
Winnipeg 2, St-Louis 2									
Hartford 2, Rangers NY 2									
Philadelphie 5, Detroit 4									
Washington 6, Edmonton 4									
Boston 4, Chicago 1									
Buffalo 4, Colorado 2									
Ce soir									
Edmonton à Islanders NY									
Montréal à Atlanta									
Los Angeles au Colorado									
Boston à St-Louis									
Mercredi									
Islanders NY à Vancouver									
Hartford à Toronto									
Colorado à Pittsburgh									
Minnesota à Detroit									
Buffalo à Chicago									
Winnipeg à Québec									
Les meneurs									
b	p	pts							
Dionne, LA	15	24							
Simmer, LA	11	20							
Taylor, LA	9	17							
Perreault, Buf.	7	10							

Ligue Canadienne									
Dimanche									
Calgary 28, Toronto 12									
Saskatchewan 26, C.-Britannique 12									
Edmonton 19, Winnipeg 11									
Samedi									
Toronto à Ottawa									
Edmonton en C.-Britannique									
Dimanche									
Hamilton à Montréal									
Saskatchewan à Calgary (fin de la saison régulière)									
LIGUE CANADIENNE									
Section Est									
pj	g	p	n	pp	pc	pts			
MONTREAL	15	10	4	1	310	264			
OTTAWA	15	7	6	2	326	309			
HAMILTON	15	6	9	0	260	297			
TORONTO	15	5	10	0	228	329			
Section Ouest									
EDMONTON	15	11	2	2	470	202			
CALGARY	15	11	4	1	231	270			
C.-BRITANNIQUE	15	9	5	1	311	308			
WINNIPEG	16	4	12	0	283	340			
SASKATCHEWAN	15	2	13	0	186	410			

Ligue Nationale									
Dimanche									
Houston 27, Jets NY 24									
Buffalo 20, Detroit 17									
Pittsburgh 14, Dallas 3									
N.-Orléans 14, Washington 10									
Baltimore 31, N.-Angleterre 26									
Cleveland 38, St-Louis 20									
Tampa Bay 12, Minnesota 10									
Miami 27, Green Bay 7									
Denver 20, Kansas City 3									
Cincinnati 37, Philadelphie 13									
Chicago 28, San Francisco 27									
Giants NY 20, Los Angeles 14									

LIGUE NATIONALE									
Section Label									
pj	g	p	n	bp	bc	pts			
PHILADELPHIE	8	6	1	1	40	31			
MONTRÉAL	9	6	2	1	39	30			
BUFFALO	10	6	3	1	37	26			
MINNESOTA	8	5	2	1	35	24			
BOSTON	8	5	2	1	29	21			
LOS ANGELES	9	5	3	1	46	42			
VANCOUVER	9	4	3	2	30	26			
ISLANDERS NY	8	4	3	1	28	23			
RANGERS NY	9	2	4	1	41	35			
ATLANTA	9	4	4	1	33	29			
TORONTO	9	4	4	1	29	30			
CHICAGO	9	3	4	2	22	27			
PITTSBURGH	8	3	4	1	31	33			
QUÉBEC	8	3	4	1	22	25			
WINNIPEG	9	3	5	1	16	29			
ST-LOUIS	9	2	4	3	24	32			
DETROIT	8	2	4	2	26	26			
EDMONTON	9	1	4	4	32	45			
HARTFORD	9	1	4	4	20	28			
WASHINGTON	9	3	6	0	34	44			
COLORADO	8	1	5	2	20	28			

LIGUE MAJEURE DU QUÉBEC									
Section Label									
pj	g	p	n	bp	bc	pts			
HULL	15	7	4	4	79	70			
VERDUN	14	7	5	2	89	74			
MONTRÉAL	17	8	9	0	84	103			
CORNWALL	16	7	8	1	83	95			
LAVAL	16	2	14	0	68	120			
Section Dillo									
SHERBROOKE	16	12	2	2	98	61			
T.-RIVIERES	15	8	5	2	90	65			
CHICOUTIMI	13	8	5	0	82	62			
SHAWINIGAN	15	5	8	0	66	79			
QUÉBEC	15	5	9	1	80	90			

# TÉLÉ-PRÊT

L'ARGENT EST DANS VOTRE TÉLÉPHONE!

Télé-prêt est la solution-prêt simple, rapide et pratique. Un simple coup de fil et, généralement en moins de 24 heures, votre argent vous attend à la succursale de votre choix.

Télé-prêt, c'est tous prêts... tout près!

SERVICE:  
Du lundi au vendredi: 9h à 21h  
Le samedi: 9h à 17h

DE MONTRÉAL:  
**281-3333**

D'AILLEURS (sans frais):  
**1-800-361-0660**

une exclusivité de la banque provinciale

## Comble d'économie garder les deux pieds dans la même bottine pour épargner sur les chaussures

Le jeu facile où il suffit  
de marquer 6 numéros sur 36

**6/36**



## Création d'un comité d'étude

## Ottawa compte réviser sa politique nucléaire

par Michel Vastel

OTTAWA — Le gouvernement conservateur relance le débat sur le nucléaire. Le mandat d'un comité mixte de la Chambre des communes et du Sénat, tel qu'exposé vendredi dans une motion du gouvernement, ressemble fort à celui d'une commission royale d'enquête.

Le comité qui siégera un an et devra faire rapport au gouvernement, est chargé d'étudier « les considérations d'ordre économique, social, environnemental, sanitaire et international qui influent sur le rôle que joue le gouvernement fédéral dans la production, l'utilisation, la réglementation et l'exportation de l'énergie nucléaire ».

## Les voleurs de Picasso en procès

AVIGNON (AFP) — Six personnes accusées de recel de 118 tableaux de Picasso dérobés en 1976 à Avignon ont comparu hier devant le tribunal de cette ville, qui a toutefois, au terme d'un long débat de procédure, renvoyé leur procès à une date indéterminée.

Les six hommes avaient été arrêtés à Marseille, dix mois après le cambriolage, dans des circonstances rocambolesques: un « chasseur de primes », détective privé attiré par la récompense promise par les sociétés d'assurances (environ 10% du montant du vol estimé à 20 millions de francs) avait réussi, en se faisant passer pour un amateur d'art, à entrer en contact avec les détenteurs des toiles.

Le « chasseur de primes », un Belge d'une quarantaine d'années, avait fixé rendez-vous aux receleurs dans le centre de Marseille. Les policiers étaient là pour appréhender sept malfaiteurs, cinq Français, un Allemand et un Belge, Theodore Timmers, qui devait succomber à une crise cardiaque peu après son arrestation.

Les toiles avaient été récupérées intactes.

Le porte-parole du leader du gouvernement, M. Walter Baker, a confié au DEVOIR que le gouvernement attache la plus haute importance à cette révision de la politique nucléaire canadienne. Le ministre de l'Énergie, et peut-être le ministre de l'Environnement, seront appelés à déposer, devant le comité mixte, des documents de travail au nom du gouvernement.

Le comité tiendra sans doute des séances à l'extérieur d'Ottawa et entendra, outre les provinces, plusieurs groupes intéressés à la question du nucléaire. Les députés et sénateurs pourront également engager une équipe de recherche ou commander des études à l'extérieur. La création de ce comité avait été promise dans le Discours du trône.

Le mandat du comité mixte des Communes et du Sénat, qui devrait comprendre une vingtaine de membres, porte sur quatre points:

■ dans le domaine énergétique et économique, il doit notamment étudier les coûts, les dangers et les avantages de la production d'énergie nucléaire par rapport à d'autres types d'énergie. On sait que le Québec notamment a imposé un moratoire sur toute nouvelle construction de centrale nucléaire et il était même question hier de prolonger ce moratoire. L'Ontario, qui est la province la plus dépendante du nucléaire, fait face à l'opposition de groupes d'écologistes;

■ dans le domaine de l'environnement, le comité devra étudier la gestion des déchets radioactifs, la qualité des normes nationales en matière d'énergie nucléaire, de santé, de sécurité et d'environnement, et le droit du public quant à l'accès aux renseignements touchant les questions nucléaires;

■ toute la question du partage des pouvoirs entre le gouvernement fédéral et les provinces sera également abordée, notamment le rôle des organismes fédéraux et l'utilité des lois fédérales en cas d'accident nucléaire et pour la protection de l'homme et du milieu naturel. Le gouvernement fédéral cherchera à connaître, par ce comité, les vues des provinces sur

les arrangements intergouvernementaux visant au financement de l'énergie nucléaire;

■ enfin le comité s'attaquera à tout l'aspect international de la politique nucléaire canadienne. Il devra notamment réviser la politique canadienne en matière d'exportation et porter un jugement sur les garanties qu'exige le Canada pour exporter du matériel, des substances nucléaires, de l'équipement et des renseignements dans le contexte de l'établissement d'un système international efficace de non prolifération.

C'est ce dernier aspect de la mission du comité qui risque de donner lieu à des débats fort animés. La récente affaire du Candu, que l'Argentine a refusé d'acheter en raison de la sévérité des exigences canadiennes sur l'utilisation des déchets de plutonium, a violamment opposé les libéraux au gouvernement. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures Mme Flora MacDonald, a pour sa part annoncé à l'ONU qu'elle rechercherait l'établissement de normes internationales plus sévères. Le cabinet était divisé sur cette question le ministre du commerce international, M. Wilson, étant plutôt préoccupé de vendre des réacteurs.

Le comité mixte devra faire son rapport final au plus tard le 31 octobre 1980. On ne sait encore quand il commencera à siéger car la motion du gouvernement réclamant sa formation n'a toujours pas été débattue aux Communes. Les leaders du gouvernement et de l'opposition sont toujours en négociation et il ne serait pas impossible que les libéraux cherchent à faire un mini-débat la semaine prochaine sur cette motion.

Un mille à pied, ça n'use que les souliers.



Participation Marchez. Dès aujourd'hui.

## ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC

Corporation professionnelle d'exercice exclusif régie par le Code des professions

680, rue Sherbrooke ouest, Montréal, Québec H3A 2S3  
Téléphone: (514) 288-3256

**ARTHUR ANDERSEN & CIE**  
Comptables Agréés,  
800 Boul. Dorchester ouest,  
Montréal, H3B 1X9  
Bureaux à Montréal, Ottawa, Toronto,  
Winnipeg, Calgary, Vancouver,  
Société affiliée - Gagné, Vaillancourt  
& Associés

**AUDET, GOSSELIN,  
LAPOINTE, MOREAU  
& ASSOCIÉS**  
Comptables Agréés  
Romain Audet, L.S.C.C.A.  
Michel H. Gosselin, M.S.C.C.A.  
Robert Moreau, M.S.C.C.A.  
Carol Lapointe, C.A.  
50 ouest, Boul. Crémazie,  
Suite 700  
Montréal H2P 2T4  
382-3080

**BERNIER & BISSON**  
Comptables Agréés  
Georges Bernier, C.A.  
Marcel Bisson, C.A.  
60, St-Jacques, Suite 601  
Montréal — 845-0209

**BOUCHARD VIAU  
DUHAMEL & CIE**  
Comptables Agréés  
Guy Bouchard, c.a.  
Paul Viau, c.a.  
Paul Duhamel, c.a.  
59 rue St-Jacques, Mt.  
284-1117

**CHARETTE, FORTIER,  
HAWAY & CIE**  
TOUCHE ROSS & CIE  
1 Place Ville-Marie  
Montréal - H3B 2A2  
861-8531

**CLARKSON, GORDON & CIE**  
Comptables Agréés  
Associés-Residents  
Montréal - Québec  
A. Benoit, C.A.  
C.W. Bissegger, C.A.  
M. Camirand, C.A.  
L.J. Carrière, C.A.  
J.P. Desautels, C.A.  
G. Fréchette, C.A.  
R. Gervais, C.A.  
J.P. Gravelle, C.A.  
R.E. Lavoie, C.A.  
R.J. Messier, C.A.  
R.K. Palmer, C.A.  
R. Poirier, C.A.  
G.S. Wells, C.A.

**CLOUTIER, LACHANCE  
FONTAINE, ALLARD  
CROTEAU & ASSOCIÉS**  
Comptables Agréés  
Montréal - LAVAL  
1320, Boul. Graham  
Ville Mont-Royal  
341-3680

**COGAN, LANDORI & DUBÉ**  
Comptables Agréés  
Montréal - OTTAWA  
C. Blatt, C.A.  
J. Dolnik, C.A.  
S.M. Hoyer, C.A.  
R. Landori-Hoffmann, C.A.  
A. Sorok, C.A.  
I. Toubertsen, C.A.  
J.F. Witkowski, C.A.

**COOPER & LYBRAND**  
Comptables Agréés  
Montréal - LAVAL  
1320, Boul. Graham  
Ville Mont-Royal  
341-3680

**DELOITTE, HASKINS  
& SELLS**  
Comptables Agréés  
1, Place Ville-Marie 861-8512  
Montréal, Québec H3B 2W3  
Bureaux au Canada et  
cabinets associés à travers le monde.

**DUNWOODY & COMPAGNIE**  
Comptables Agréés  
1440, rue Ste-Catherine ouest  
Suite 810 - 861-8081  
Montréal, Québec H3G 1R8  
Bureaux dans les principales villes du  
Canada et cabinets associés  
à travers le monde.

**ERNST & WHINNEY**  
Comptables Agréés  
Sept-Îles, Montréal, Ottawa,  
Toronto, Hamilton, Kitchener,  
London, Winnipeg, Calgary,  
Edmonton, Abbotsford, Langley,  
Vancouver, Victoria, Halifax  
et dans les principales villes  
du monde.

**GAUVIN, PRENOVOST,  
DUMAIS & ASSOCIÉS**  
Comptables Agréés  
Roger Gauvin, C.A.  
Bernard Dumais, C.A.  
Roger Forget, C.A.  
Claude Boyer, C.A.  
Gilles Villeneuve, C.A.  
Jean-Marc Charette, C.A.  
Michel Durette, C.A.  
561 est, boul. Crémazie  
Montréal H2M 1L8 — 384-1430

**GRIGNON, DE PALMA,  
POIRIER & ASSOCIÉS**  
Société Nationale  
CAMPBELL SHARP  
Comptables Agréés  
3730 est, boul. Crémazie  
Montréal, Québec, H2A 1B4  
375-5010

**HAREL, DROUIN & ASSOCIÉS**  
Comptables Agréés  
278 ouest, St-Jacques suite 800  
Montréal H2Y 1N3  
845-9253  
Bureaux: Montréal  
Repentigny  
Iles de la Madeleine

**KENDALL, TRUDEL & CIE**  
Comptables Agréés  
688 ouest, rue Sherbrooke  
Suite 1400 288-0988

**LALIBERTÉ, LANCOT,  
MORIN & ASSOCIÉS**  
Comptables Agréés  
530, boul. Dorchester ouest  
Montréal H3B 1W6  
(514) 871-9792

**LAVALLÉE, BÉDARD & CIE**  
Comptables Agréés  
Pierre Bédard, c.a.  
Michel Champoux, c.a.  
19 ouest, Le Royer — Suite 300  
Montréal H2Y 1W4  
844-1153

**MAHEU, NOISEUX  
& ASSOCIÉS**  
Comptables Agréés  
2, Complexe Desjardins,  
Bureau 2600, C.P. 153  
Montréal H3B 1E5  
Tél: 281-1555  
Société nationale  
Collins Barrow  
avec bureaux à Vancouver, Calgary,  
Edmonton, Winnipeg, Toronto et  
Halifax.

**MACGILLIVRAY & BRUNEAU**  
Comptables Agréés -  
Chartered Accountants  
1155 Dorchester ouest  
Montréal, P.Q. H3B 3T9  
(514) 871-8630  
National  
MacGILLIVRAY & CO.  
Bureaux dans les principales villes au  
Canada et partout dans le monde

**MALLETTE, BENOIT,  
BOULANGER, RONDEAU  
& ASSOCIÉS**  
Comptables Agréés  
1 Complexe Desjardins  
Montréal  
Téléphone 281-1850  
Bureau Québec: St-Jérôme,  
Montréal, Ste-Anne-des-Monts  
Firme nationale: Ward, Mallette  
& Co.  
Affiliation internationale  
Binder, Seidman & Co.

**MESSIER, BOURGEOIS & CIE**  
NADEAU, PAQUET & CIE  
Comptables Agréés  
Guy Messier, L.S.C.C.A.  
Jacques Bourgeois, L.S.C.C.A.  
Robert Houde, B.A.C.A.  
Guy Guimard, C.A.  
Jacques Desmarais, L.S.C.C.A.  
André Mongrain, L.S.C.C.A.  
Yvon Marois, C.A.  
Gilles Blouin, C.A.  
Rémi Manville, C.A.  
50, Place Crémazie suite 921  
Montréal H2P 2T6 — 844-1020

**NORMANDIN,  
SÉGUIN & ASSOCIÉS**  
Comptables Agréés  
225, rue Notre-Dame ouest  
Montréal, Québec H2Y 1T4  
Téléphone (514) 844-4442  
Bureau: Montréal  
Montréal, Ottawa, Newbury, Hull,  
Gatineau, Grand-Mère, Shawinigan,  
Ville Saint-Georges, Lac Etchemin,  
Banc-Cormier

**THORNE, RIDDELL & CIE**  
Comptables Agréés  
630 ouest, Boul. Dorchester  
Suite 2500  
Montréal, Québec H3B 1W2  
Téléphone (514) 866-7351  
A l'échelle internationale  
McIntosh Main Lafrentz

**VIAU, ROBIN & ASSOCIÉS**  
Comptables Agréés  
Lucien D. Viau, C.A.  
Armand H. Viau, C.A.  
J. Serge Gervais, C.A.  
Waghu Boules, C.A.  
Jacques R. Chadiou, C.A.  
Jacques Jovai, C.A.  
Louis Baril, C.A.  
Farid A. Chai, C.A.

**WILFRID PELLETIER**  
Place des  
Arts, 175 ouest, Ste-Catherine (42-2112) —  
L'OSM et Kyung-Wa Chung, violoniste, 20  
h 30. Oudres de Bach, Webern, Schostakovich,  
Debussy, Mendelssohn.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a  
game" de Mars Frisch. Mise en scène: Alex-  
ander Hausvater. Lun. ou mar. 20 h 30.  
Dim. 19 h 30. Matinée mar. jeu. 13 h 30.  
Relâche ven.

**LE SOLEIL LEVANT**, 286 ouest, Ste-  
Catherine (861-0657) — Albert King. Tous  
les soirs 20 h 00.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a  
game" de Mars Frisch. Mise en scène: Alex-  
ander Hausvater. Lun. ou mar. 20 h 30.  
Dim. 19 h 30. Matinée mar. jeu. 13 h 30.  
Relâche ven.

**LE SOLEIL LEVANT**, 286 ouest, Ste-  
Catherine (861-0657) — Albert King. Tous  
les soirs 20 h 00.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a  
game" de Mars Frisch. Mise en scène: Alex-  
ander Hausvater. Lun. ou mar. 20 h 30.  
Dim. 19 h 30. Matinée mar. jeu. 13 h 30.  
Relâche ven.

**LE SOLEIL LEVANT**, 286 ouest, Ste-  
Catherine (861-0657) — Albert King. Tous  
les soirs 20 h 00.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a  
game" de Mars Frisch. Mise en scène: Alex-  
ander Hausvater. Lun. ou mar. 20 h 30.  
Dim. 19 h 30. Matinée mar. jeu. 13 h 30.  
Relâche ven.

**LE SOLEIL LEVANT**, 286 ouest, Ste-  
Catherine (861-0657) — Albert King. Tous  
les soirs 20 h 00.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a  
game" de Mars Frisch. Mise en scène: Alex-  
ander Hausvater. Lun. ou mar. 20 h 30.  
Dim. 19 h 30. Matinée mar. jeu. 13 h 30.  
Relâche ven.

**LE SOLEIL LEVANT**, 286 ouest, Ste-  
Catherine (861-0657) — Albert King. Tous  
les soirs 20 h 00.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a  
game" de Mars Frisch. Mise en scène: Alex-  
ander Hausvater. Lun. ou mar. 20 h 30.  
Dim. 19 h 30. Matinée mar. jeu. 13 h 30.  
Relâche ven.

**LE SOLEIL LEVANT**, 286 ouest, Ste-  
Catherine (861-0657) — Albert King. Tous  
les soirs 20 h 00.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a  
game" de Mars Frisch. Mise en scène: Alex-  
ander Hausvater. Lun. ou mar. 20 h 30.  
Dim. 19 h 30. Matinée mar. jeu. 13 h 30.  
Relâche ven.

**LE SOLEIL LEVANT**, 286 ouest, Ste-  
Catherine (861-0657) — Albert King. Tous  
les soirs 20 h 00.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a  
game" de Mars Frisch. Mise en scène: Alex-  
ander Hausvater. Lun. ou mar. 20 h 30.  
Dim. 19 h 30. Matinée mar. jeu. 13 h 30.  
Relâche ven.

**LE SOLEIL LEVANT**, 286 ouest, Ste-  
Catherine (861-0657) — Albert King. Tous  
les soirs 20 h 00.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a  
game" de Mars Frisch. Mise en scène: Alex-  
ander Hausvater. Lun. ou mar. 20 h 30.  
Dim. 19 h 30. Matinée mar. jeu. 13 h 30.  
Relâche ven.

**LE SOLEIL LEVANT**, 286 ouest, Ste-  
Catherine (861-0657) — Albert King. Tous  
les soirs 20 h 00.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a  
game" de Mars Frisch. Mise en scène: Alex-  
ander Hausvater. Lun. ou mar. 20 h 30.  
Dim. 19 h 30. Matinée mar. jeu. 13 h 30.  
Relâche ven.

**LE SOLEIL LEVANT**, 286 ouest, Ste-  
Catherine (861-0657) — Albert King. Tous  
les soirs 20 h 00.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a  
game" de Mars Frisch. Mise en scène: Alex-  
ander Hausvater. Lun. ou mar. 20 h 30.  
Dim. 19 h 30. Matinée mar. jeu. 13 h 30.  
Relâche ven.

**LE SOLEIL LEVANT**, 286 ouest, Ste-  
Catherine (861-0657) — Albert King. Tous  
les soirs 20 h 00.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a  
game" de Mars Frisch. Mise en scène: Alex-  
ander Hausvater. Lun. ou mar. 20 h 30.  
Dim. 19 h 30. Matinée mar. jeu. 13 h 30.  
Relâche ven.

**LE SOLEIL LEVANT**, 286 ouest, Ste-  
Catherine (861-0657) — Albert King. Tous  
les soirs 20 h 00.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a  
game" de Mars Frisch. Mise en scène: Alex-  
ander Hausvater. Lun. ou mar. 20 h 30.  
Dim. 19 h 30. Matinée mar. jeu. 13 h 30.  
Relâche ven.

**LE SOLEIL LEVANT**, 286 ouest, Ste-  
Catherine (861-0657) — Albert King. Tous  
les soirs 20 h 00.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a  
game" de Mars Frisch. Mise en scène: Alex-  
ander Hausvater. Lun. ou mar. 20 h 30.  
Dim. 19 h 30. Matinée mar. jeu. 13 h 30.  
Relâche ven.

**LE SOLEIL LEVANT**, 286 ouest, Ste-  
Catherine (861-0657) — Albert King. Tous  
les soirs 20 h 00.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a  
game" de Mars Frisch. Mise en scène: Alex-  
ander Hausvater. Lun. ou mar. 20 h 30.  
Dim. 19 h 30. Matinée mar. jeu. 13 h 30.  
Relâche ven.

**LE SOLEIL LEVANT**, 286 ouest, Ste-  
Catherine (861-0657) — Albert King. Tous  
les soirs 20 h 00.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a  
game" de Mars Frisch. Mise en scène: Alex-  
ander Hausvater. Lun. ou mar. 20 h 30.  
Dim. 19 h 30. Matinée mar. jeu. 13 h 30.  
Relâche ven.

**LE SOLEIL LEVANT**, 286 ouest, Ste-  
Catherine (861-0657) — Albert King. Tous  
les soirs 20 h 00.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a  
game" de Mars Frisch. Mise en scène: Alex-  
ander Hausvater. Lun. ou mar. 20 h 30.  
Dim. 19 h 30. Matinée mar. jeu. 13 h 30.  
Relâche ven.

**LE SOLEIL LEVANT**, 286 ouest, Ste-  
Catherine (861-0657) — Albert King. Tous  
les soirs 20 h 00.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a  
game" de Mars Frisch. Mise en scène: Alex-  
ander Hausvater. Lun. ou mar. 20 h 30.  
Dim. 19 h 30. Matinée mar. jeu. 13 h 30.  
Relâche ven.

**LE SOLEIL LEVANT**, 286 ouest, Ste-  
Catherine (861-0657) — Albert King. Tous  
les soirs 20 h 00.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a  
game" de Mars Frisch. Mise en scène: Alex-  
ander Hausvater. Lun. ou mar. 20 h 30.  
Dim. 19 h 30. Matinée mar. jeu. 13 h 30.  
Relâche ven.

**LE SOLEIL LEVANT**, 286 ouest, Ste-  
Catherine (861-0657) — Albert King. Tous  
les soirs 20 h 00.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a  
game" de Mars Frisch. Mise en scène: Alex-  
ander Hausvater. Lun. ou mar. 20 h 30.  
Dim. 19 h 30. Matinée mar. jeu. 13 h 30.  
Relâche ven.

**LE SOLEIL LEVANT**, 286 ouest, Ste-  
Catherine (861-0657) — Albert King. Tous  
les soirs 20 h 00.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a  
game" de Mars Frisch. Mise en scène: Alex-  
ander Hausvater. Lun. ou mar. 20 h 30.  
Dim. 19 h 30. Matinée mar. jeu. 13 h 30.  
Relâche ven.

**LE SOLEIL LEVANT**, 286 ouest, Ste-  
Catherine (861-0657) — Albert King. Tous  
les soirs 20 h 00.

**PIANO NOBLE**, Place des Arts — Carte  
blanche: Marguerite Duras par Jean  
Marchand, à midi.

**PLANETARIUM DOW**, 1000 ouest, Ste-  
Catherine (738-2301) — "Biography: a



## Avis légaux - Avis publics - Appels d'offres

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE BEAUPREAU  
**COUR SUPÉRIEURE**  
NO 760-05-000625-79  
COMPAGNIE TRUST METROPOLITAIN, un corps  
sociétaire et corporation ayant une place d'affaires  
pour la Province de Québec, 2224 Chemin  
Lucerne, dans la ville et district de Montréal,  
demandeur

CONSTRUCTION ST PLACIDE INC., un corps so-  
ciétaire et corporation, maintenant des lieux in-  
connus;

Défendeur  
La défenderesse CONSTRUCTION ST PLACIDE  
INC. est par les présentes requise de comparaître  
dans un délai de trente (30) jours à compter de  
la publication. Une copie du bref d'assignation  
et de la déclaration a été déposée au greffe de la  
Cour Supérieure à son intention.

R. LEDUC  
P.A.C.S.B.  
Mes Rapport & Ass.  
Avocats  
1080 Beaver Hall Hill  
Montréal, Québec,  
H2Z 1G3

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
**COUR SUPÉRIEURE**  
NO 500-04-003889-790  
OSCA RYD  
REQUÉRANT

ROSE ANNA DARACHE  
INTIMÉE  
PAR ORDRE DE LA COUR  
L'intimée, Rose Anna Darache, d'adresse in-  
connue est par les présentes requise de com-  
paraître devant la division de pratique de ce pa-  
lais. Une copie de la requête en divorce a été  
à 9 h 30 heures de l'avant-midi ou aussitôt que  
conseil pourra être entendu.

Une copie de la requête pour divorce d'enfants,  
affidavit et avis a été déposée à la Direction gé-  
nérale des greffes au Palais de Justice de  
Montréal.

Faite par l'intimée, de comparaitre. Statuer sur  
la demande et prononcer jugement par défaut  
avec les mêmes conséquences juridiques qu'à  
la suite d'un débat contradictoire.

Montréal, ce 25 octobre 1979  
Armand Beaulieu, procureur adjoint

Mes Chiquette, Bissonnette & ass.  
30 St-Foy, suite 200  
Longueuil

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
**COUR SUPÉRIEURE**  
(Division des Divorces)  
NO 500-12-090-391-792  
MARIE ROSE LUNAY,  
REQUÉRANTE

DOMINIQUE CASAMAJOR,  
INTIMÉE  
PAR ORDRE DE LA COUR  
L'intimée DOMINIQUE CASAMAJOR, est par les  
présentes requises de comparaître dans un délai  
de 60 jours à compter de la dernière publica-  
tion.

Une copie de la requête en divorce a été déposée  
à la Division des Divorces de Montréal à son in-  
tention.

PRENEZ DE PLUS AVIS qu'à défaut par vous de  
signifier et de déposer votre comparution ou  
contestation dans les délais susdits, la requé-  
rante procédera à obtenir contre vous, par dé-  
faut, un jugement de divorce accompagné de  
toute ordonnance accueillant les mesures ac-  
cessoires qu'elle sollicite contre vous.

Montréal, ce 27ième jour de septembre 1979.  
RONALD CHASSE  
Registraire des divorces

Me Michèle Racine  
210 est rue St-Catherine  
Suite 201  
Montréal H2X 1L2  
Tel. 866-5051

PRENEZ AVIS QUE  
MM. : Alain Archambault, M-500838-001;  
Michel Asselin, M-505574-02; Guy Audette,  
M-502881-001; Gérard Audette, M-505858-  
001; Lucien Audette, M-502979-001; Maurice  
Barrette, M-503411-001; Jean-Claude Barrette,  
M-507141-002; Jean-Roch Beaudin, M-50476-  
001; René Beauregard, M-502926-001; René  
Beauregard, M-502926-002; Robert Bellis, M-  
507623-001; Guy Benoit, M-508722-001; Jean-  
Bertrand Benoit, M-50102-001; Réjean  
Berthiaume, M-505959-001; Claude Bigas, M-  
503552-001; Henri Bissonnette, M-500244-  
002; Paul Blain, M-507218-001; Pierre Blain,  
M-502978-001; Normand Boismenu, M-  
508297-001; Denis Bortous, M-502887-001;  
Gilbert Boulton, M-508951-001; Claude Bour-  
deau, M-505649-001; Fernand Bourgeois, M-  
508127-001; Gilles Bombardier, M-501758-  
001; Jean-Paul Broder, M-502798-001; Daniel  
Burque, M-501119-001; Denis Carrière, M-  
507232-001; Jean Carmel, M-505251-002;  
Yves Chabot, M-506885-001; Donald Chagnon,  
M-503356-001; Michel Chailoux, M-508056-  
001; Mme Rita Charro, M-502427-001; Yvonne  
Côté, M-508227-001; Claude Côté, M-507864-  
001; Irène Côté, M-502407-001; François Cyr,  
M-502799-001; Fernand Cyr, M-501719-001;  
Mme Rita Cyr, M-508165-001; Régis Demers,  
M-508332-001; Réjean Demers, M-506661-001;  
Rosario Demers, M-501784-001; Emilian Dreyer,  
M-502157-001; Claude Desloup, M-501747-  
001; Excavation A&R Desroches Ltee, M-  
507412-001; Claude Desroches, M-506634-  
001; Gilles Duracher, M-50819-001; Léon Fo-  
rest, M-503555-001; Maurice Forget, M-  
50245-001; Lucien Gagnon, M-509042-001;  
Roland Gagnon, M-505247-001; Arsène Garand  
M-507590-001; Yvon Garneau, M-501029-  
001; Albert Gauthier, M-502388-001; Florent  
Gauthier, M-502748-001; Auguste Gendron, M-  
505595-002; Valère Gendron, M-508334-001;  
Jacques Gernier, M-508075-001; Laurent Ger-  
main, M-501804-001; Daniel Girard, M-502778-  
001; Gilles Grégoire, M-507456-001; René Guil-  
bert, M-507886-001; Gérard Hamelin, M-  
501765-002; Transport Gilbert Hamelin Inc., M-  
50857-003; Réal Hamelin, M-501762-001; Gé-  
rald Henry, M-503418-001; Ronald Jacques, M-  
508070-001; Pierre Jetté, M-507346-001; Si-  
mon Joly, M-506679-002; Simon Lacombe, M-  
502420-001; Daniel Laffamme, M-503530-001;  
Gaston Laffamme, M-503534-001; Michel  
Lafontaine, M-506359-001; Gérard Lajeu-  
nesse, M-509097-001; Gérard Lajeunesse, M-  
502765-001; Ronald Lamoureux, M-501750-  
001; Daniel Langlois, M-508575-001; Michel  
Langlois, M-501757-001; Ferdinand Langlois,  
M-508921-001; Pierre Langlois, M-508820-  
001; Yvon Larocque, M-502726-001; Marcel  
Lavallière Eng., M-508229-001; André La-  
voie, M-508349-001; Joseph Legault, M-  
504540-001; Robert Lemonde, M-507221-001;  
Fernand Lévesque, M-507077-001; Robert Lé-  
veillé, M-502772-001; Marcel Longin, M-  
501752-001; Paul Longin, M-507897-001;  
Georges Mailoux, M-501788-001; Paul Melo,  
M-502408-001; Gérard Mercier, M-505824-002;  
Gérald Martel, M-508330-001; Paul Martel, M-  
501639-001; Anatole Meunier, M-506726-001;  
Hubert Meunier, M-503585-001; Marcel  
McDuff, M-505873-001; Gilles Morier, M-  
502701-001; M. Guy Morier, M-503095-001; Gilles  
Myre, M-501743-001; Jean-Guy Myre, M-  
501771-001; Fernand Ouellet, M-504952-001;  
Michel Ouellet, M-501757-001; Maurice Villeneuve,  
M-502422-001; Gérard Paquette, M-503556-  
001; Réal Paquette, M-502795-001; Pelletier  
Exc. Inc., M-501539-003; Réal Perras,  
M-501742-001; André Pion, M-502404-001;  
Les Entreprises Yvan Pion Inc., M-507758-003;  
Robert Plante, M-507709-001; Réal Poirier, M-  
508305-001; Roland Poirier, M-503690-001;  
Paul-Emile Poirier, M-501753-001; Jude Pro-  
vost, M-501776-001; Bernard Provost, M-  
501777-001; Orlin Racine, M-502900-001; Robert  
Rendeau, M-501557-001; André Robert,  
M-508350-001; Jules Robitoux, M-503674-  
001; Wilfrid Robitoux, M-506798-001; Luc  
Roche, M-506339-001; Bernard Roy, M-  
500890-001; Guy St-Jacques, M-502704-001;  
Jean-Marc St-Pierre, M-502303-001; Réjean St-  
Jean, M-507515-001; Gérard Santoro, M-  
501513-001; André Séguin, M-503718-001;  
Claude Sénéchal, M-501805-001; Robert Sené-  
chal, M-501803-001; Serge Thibert, M-501769-  
001; Transport Donald Inc., M-508274-001;  
Transport Donald Inc., M-508274-002; Georges  
Vallières, M-501757-001; Maurice Villeneuve,  
M-502024-001; Serge Villeneuve, M-500960-  
001 demandant à la Commission des Transports  
du Québec de leur remettre un permis spécial  
pour le transport de la neige dans la Région 10,  
pour une période de 180 jours et/ou la saison hi-  
vernale 1979-80. Tout intéressé peut s'opposer  
à cette demande dans les cinq (5) jours qui sui-  
vent la troisième parution de cet avis.

POSTE D'AFFECTATION DE LA RÉGION 6 DE COM-  
PTER, 1000, de Longueuil, suite 530,  
Longueuil, P.Q.  
JAK 581  
1ère publication: 30 octobre 1979  
2ème publication: 31 octobre 1979  
3ème publication: 1er novembre 1979

AVIS DE DEMANDE D'ABANDON DE CHARTRE  
CHEVRIER & SCOTT INC.  
Avis est par les présentes donné que la com-  
pagnie CHEVRIER & SCOTT INC., constituée en  
vertu de la Loi des compagnies du Québec et  
ayant son siège social dans la ville de Montréal,  
demandera au Ministre des Consommateurs,  
Coopératives et Institutions financières de la  
province de Québec la permission d'abandonner  
sa charte conformément aux dispositions de la  
Loi des compagnies.

Montréal, ce 24ième jour d'octobre 1979.  
ALLAIRE, VALIQUETTE ET ASSOCIÉS

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
**COUR PROVINCIALE**  
NO 500-02-050-051-795  
LA COMMISSION SCOLAIRE LES ÉCOTES, cor-  
poration légalement constituée ayant sa prin-  
cipale place d'affaires à 3100 boul. de la Con-  
corde, à Dorval, Ville de Laval, district de  
Montréal.

partie demanderesse  
KRISHNAN MEHTA, autrefois domicilié à 1023  
rue Plessis, à St-Vincent-de-Paul, Ville de La-  
val, district de Montréal, et maintenant de lieux  
inconnus,

partie défenderesse  
LE REGISTREUR DU BUREAU DE LA DIVISION  
D'ENREGISTREMENT DE LAVAL, en sa qualité  
de régistrateur du bureau de la division d'en-  
registrement de Laval.

IL EST ENJOINT à Krishnan Mehta à l'intention  
duquel une copie du bref et de la déclaration a  
été déposée au greffe de cette Cour, de com-  
paraître dans un délai de trente (30) jours de la  
présente publication.

Montréal, le 19 octobre 1979.  
ANDRÉ BRUNET  
Procureur de la partie demanderesse  
Me André Brunet  
Procureur de la défenderesse  
500 Place d'Armes, suite 1980  
Montréal, Qué. H2Y 2W1

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
**COUR SUPÉRIEURE**  
NO 500-05-00870-792  
The Prudential Insurance Company of America  
(La Prudentielle d'Amérique, Compagnie  
d'assurance)

demanderesse  
Solar Leaseholds S.A.  
défenderesse

La Régistrateur de la division d'enregistrement  
de Montréal,

PAR ORDRE DE LA COUR:  
AVIS est donné à la défenderesse qu'un juge-  
ment a été rendu le 17 octobre 1979 déclarant la  
demanderesse propriétaire de l'immeuble sis au  
1710 à 1770 boul. St-Régis, Dorval, rétroac-  
tivement au 28 septembre 1975, et qu'une  
copie du dit jugement est disponible pour la  
défenderesse au greffe de la Cour supérieure, au  
Palais de Justice de Montréal.

(s) Armand Beaulieu, P.A.  
Doherty, Mackenzie, Grivakis,  
Gervais & Lefebvre  
Procureurs de la demanderesse

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
**COUR SUPÉRIEURE**  
CHAMBRE DE LA FAMILLE  
DIVORCES  
NO 500-12-088819-798  
MARIA AMARAL,  
REQUÉRANTE

ALFREDO SIMOES,  
INTIMÉE  
PAR ORDRE DE LA COUR  
L'intimée ALFREDO SIMOES est par les présentes  
requis de comparaître dans un délai de 60 jours  
de la publication. Une copie de la requête a été  
laissée à la Division des Divorces à son in-  
tention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous  
de signifier et de déposer votre comparution ou  
contestation dans les délais susdits, la requé-  
rante procédera contre vous à obtenir par  
défaut un jugement de divorce accompagné de  
toute ordonnance accueillant les mesures ac-  
cessoires qu'elle sollicite contre vous, s'il y a  
lieu.

Montréal, le 19 octobre 1979  
(s) YVAN BAILLON, J.C.S.  
MES BODIER ST-PIERRE & CARRIÈRE  
4444, rue de Laroche,  
Montréal, Qué.  
Procureurs de la requérante

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
**COUR SUPÉRIEURE**  
NO 500-12-09035-795  
DAME JOSEF MELOCH, professeur, épouse en  
société d'acquies de YVES CÔTÉ, comptable, et  
laidite DAME JOSEF MELOCH est domiciliée et  
réside au 5194 rue Orsini, Cité et district de  
Montréal, province de Québec.

Requérante  
YVES CÔTÉ, comptable, autrefois de la Cité et  
du District de Montréal, et présentement de  
lieux inconnus;

INTIMÉE  
L'intimée est par les présentes requis de com-  
paraître dans un délai de trente (30) jours sui-  
vant la présente publication. Une copie de la Re-  
quête en divorce a été déposée au greffe de la  
Division des Divorces de Montréal à son in-  
tention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous  
de signifier et de déposer votre comparution ou  
contestation dans les délais susdits, la requé-  
rante procédera à obtenir contre vous, par dé-  
faut, un jugement de divorce accompagné de  
toute ordonnance accueillant les mesures ac-  
cessoires qu'elle sollicite contre vous.

Montréal, le 17 octobre 1979  
ARMAND BEAULIEU P.A.  
REGISTRATEUR-ADJOINT

ALVIN B. JACOBS O.C. & ASSOC.  
PROCUREURS DE LA REQUÉRANTE  
380 rue St-Jacques O.  
Suite 725  
Montréal (Québec)  
H2Y 1P5

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
**COUR SUPÉRIEURE**  
NO 500-05-01419-792  
THE TORONTO DOMINION BANK, corporation lé-  
galement constituée ayant une place d'affaires  
au 5295 Queen Mary, dans les cité et district de  
Montréal.

Partie demanderesse  
MODE KAIZER homme d'affaires au 11300 James  
Morrison dans les cité et district de Montréal, et  
WILLIAM MANELLA homme d'affaires ayant sa  
résidence et domicile au 20 de Chatelets,  
Chomedy, dans la cité de Laval, District de  
Montréal.

Parties défenderesses  
Ledit MODE KAIZER homme d'affaires au 11300  
James Morrison dans les cité et district de  
Montréal.

Partie défenderesse  
Ledit WILLIAM MANELLA, homme d'affaires,  
ayant eu sa résidence et domicile au 20 de Cha-  
telets, Chomedy, dans la cité de Laval, District  
de Montréal.

Partie défenderesse  
Le défendeur en garantie WILLIAM MANELLA  
est par les présentes requis de comparaître dans  
un délai de trente (30) jours à compter de  
cette publication. Une copie du bref d'assigna-  
tion a été déposée au greffe de la Cour à son in-  
tention.

PRENEZ DE PLUS AVIS qu'à défaut par vous de  
signifier et de déposer votre comparution ou  
contestation dans les délais susdits, la demande-  
resse en garantie procédera à obtenir contre  
vous jugement par défaut.

Montréal, le 25 septembre 1979  
JOSELINE GUENET  
P.A. C.S.M.

ERIC S. HELFELD  
Procureur de la demanderesse  
en garantie  
Chambre 1247  
1 Carré Westmount  
Westmount (Québec)

ROSARIO SALVO  
AVIS est par les présentes donné, que Monsieur  
Rosario Salvo, commerçant, domicilié au 6160,  
de la rue Robert, dans la cité de St-Leonard,  
district de Montréal, présentera une requête au  
ministre de la Justice du Québec, afin d'obtenir  
un décret du Lieutenant-Gouverneur en Conseil,  
changeant son nom en celui de Ross Rosario  
Salvo.

Montréal, le 16 octobre 1979.  
Les procureurs du requérant,  
LEMA, WEINSTEIN & CARON

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
**COUR SUPÉRIEURE**  
No 500-04-004001-799  
VICKI TODD,  
partie demanderesse

JAMES JOHN DOOLAN  
partie défenderesse  
La partie défenderesse, JAMES JOHN DOOLAN  
est par les présentes requise de comparaître  
dans un délai de trente (30) jours de cette publi-  
cation.

Une copie de l'acte en séparation de corps a  
été déposée au greffe de la Cour Supérieure,  
district de Montréal, à son intention.  
Prenez de plus avis qu'à défaut, par vous, de  
signifier et de déposer votre comparution ou  
contestation dans les délais susdits, la partie  
demanderesse procédera à obtenir contre vous  
par défaut, un jugement sur ladite action, qu'il  
s'agisse de sollicite contre vous.

FAIT À SAINT-LAURENT, ce 24 octobre 1979  
DESCOTTEAU, JARBY & HEBERT  
a/s Me Simon Desrochers,  
790 boul. Laurentin, No 202  
Ville Saint-Laurent, P.Q. H4M 2M6

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
**COUR PROVINCIALE**  
NO 500-02-047529-792  
AIME MARTINEAU, domicilié et résidant au  
11ième Rang, Ste. Agathe, Province de Québec,  
Demanderesse,

HERITIERS DE FÉLIX HELENE DROUIN, jus-  
qu'à présent résidant et domicilié au 50 rue St-  
Jacques, Ste. Agathe, Province de Québec, et  
d'adresse actuellement inconnue.

DEFENSEURS  
Les Défenseurs, LES HERITIERS DE FÉLIX  
HELENE DROUIN, est par les présentes requis  
de comparaître dans un délai de trente (30)  
jours suivant la dernière publication de cet avis.  
Une copie du bref d'assignation et de la déclara-  
tion a été déposée au greffe de la Cour Supérieure  
de Montréal, le 23 octobre 1979.

RONALD CHASSE  
PROTOTAIRE-ADJOINT C.P.M.  
Mes. Kandestin, Kugler & Associés  
800 Place Victoria, Suite 2204  
Montréal, Québec, H4Z 1C5  
878-2861

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
**COUR SUPÉRIEURE**  
NO 500-05-015779-794  
COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE LA  
SAUVEGARDE, corporation légalement consti-  
tuée, ayant son siège social au 1, Complexe  
Desjardins, en les cité et district de Montréal,  
Québec,

la demanderesse  
M. SYDNEY SPINNER, demeurant au 278, Outre-  
mont, Montréal et M. Michel Leblanc, demeurant  
au 809, rue Claudine, Fabreville, Laval et M.  
MYER SPINNER, demeurant au 444 Ogi-  
vie, app. 17, Montréal, et maintenant d'adresse  
inconnue.

PAR ORDRE DE LA COUR  
Le défendeur, Sydney Spinner et les mis-en-  
cause, Myer Spinner et Michel Leblanc sont par  
les présentes requis de comparaître dans un dé-  
lai de trente (30) jours de la publication. Une  
copie du bref d'assignation et de la déclaration a  
été déposée au greffe de la Cour Supérieure, 10 est, Craig  
à Montréal, à leur intention. Montréal, ce 15 oc-  
tobre 1979.

M. A. BEAULIEU  
PROTOTAIRE-ADJOINT  
Me Michel Desmarais, avocat  
1, Complexe Desjardins  
Montréal, Québec  
H5B 1E2

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE JOLLETTE  
GREFFE DES DIVORCES  
NO 500-12-002048-79  
JEAN-GUY SIMONEAU, demeurant et résidant au  
311, Du Domaine, St-Félix de Valois, district de  
Jollette,

partie requérante  
DAME FLEURETTE PELLETIER, d'adresse in-  
connue,

partie intimée  
PAR ORDRE DE LA COUR  
La partie intimée, Dame Fleurette Pelletier, est  
par les présentes requis de comparaître dans un  
délai de 60 jours à compter de la dernière publi-  
cation.

PRENEZ DE PLUS AVIS qu'à défaut par vous de  
signifier et de déposer votre comparution ou  
contestation dans les délais susdits, la partie  
requérante procédera à obtenir contre vous, par  
défaut, un jugement de divorce, accompagné de  
toute ordonnance accueillant les mesures ac-  
cessoires qu'elle sollicite contre vous.

JOLLETTE, ce 22 octobre 1979  
Mes Landreville, Bourdais,  
Gauthier, Lacoste & Thiffault,  
102 Nord, Place Bourget,  
Jollette

ALVIN B. JACOBS O.C. & ASSOC.  
PROCUREURS DE LA REQUÉRANTE  
380 rue St-Jacques O.  
Suite 725  
Montréal (Québec)  
H2Y 1P5

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
**COUR SUPÉRIEURE**  
NO 500-05-01419-792  
THE TORONTO DOMINION BANK, corporation lé-  
galement constituée ayant une place d'affaires  
au 5295 Queen Mary, dans les cité et district de  
Montréal.

Partie demanderesse  
MODE KAIZER homme d'affaires au 11300 James  
Morrison dans les cité et district de Montréal, et  
WILLIAM MANELLA homme d'affaires ayant sa  
résidence et domicile au 20 de Chatelets,  
Chomedy, dans la cité de Laval, District de  
Montréal.

Parties défenderesses  
Ledit MODE KAIZER homme d'affaires au 11300  
James Morrison dans les cité et district de  
Montréal.

Partie défenderesse  
Ledit WILLIAM MANELLA, homme d'affaires,  
ayant eu sa résidence et domicile au 20 de Cha-  
telets, Chomedy, dans la cité de Laval, District  
de Montréal.

Partie défenderesse  
Le défendeur en garantie WILLIAM MANELLA  
est par les présentes requis de comparaître dans  
un délai de trente (30) jours à compter de  
cette publication. Une copie du bref d'assigna-  
tion a été déposée au greffe de la Cour à son in-  
tention.

PRENEZ DE PLUS AVIS qu'à défaut par vous de  
signifier et de déposer votre comparution ou  
contestation dans les délais susdits, la demande-  
resse en garantie procédera à obtenir contre  
vous jugement par défaut.

Montréal, le 25 septembre 1979  
JOSELINE GUENET  
P.A. C.S.M.

ERIC S. HELFELD  
Procureur de la demanderesse  
en garantie  
Chambre 1247  
1 Carré Westmount  
Westmount (Québec)

AVIS  
PRENEZ AVIS QUE le requérant Coastal Wood  
Treating Ltd s'adresse à la Commission des  
Transports du Québec, afin d'obtenir l'autorisa-  
tion de donner le service suivant:  
TRANSPORT RESTREINT - LONGUE  
DISTANCE - ROUTE RESTREINTE -  
CONTRAT

De la frontière Nouveau-Brunswick/Québec (tout  
port d'entrée) à Gaspé, New Richmond, Ri-  
mouki, St-Hilaire, Montréal et Tracy pour le  
transport de bois ayant subi d'autres transfor-  
mations que le sciage, l'ébranchage et l'écor-  
çage et retour pour le compte de Maritime Wood  
Preservers et Atlantic Pressure Treating Limi-  
ted.

Point d'origine:  
Durée: 364 jours.  
Tout intéressé peut dans les cinq jours de la  
troisième parution de cet avis, contester cette  
demande en s'adressant à la C.T.Q. au 505 est  
Sherbrooke, Montréal.

1ère publication: 29 octobre 1979  
2ème publication: 30 octobre 1979  
3ème publication: 31 octobre 1979  
PAQUETTE & ASSOCIÉS

Me François Perreault,  
200 St-Jacques, ouest suite 900  
Montréal, Qué. H2Y 1M1

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE TERREBONNE  
**COUR PROVINCIALE**  
NO 700-02-3271-799  
LE GROUPE COMMERCE COMPAGNIE  
D'ASSURANCES

demanderesse  
JOSEPH CHARLES,  
défendeur

ORDONNANCE  
Il est ordonné au défendeur de comparaître au  
greffe de cette Cour dans un délai de 30 jours  
suivant la publication de la présente ordonnan-  
ce. Une copie du bref et de la déclaration a  
été déposée au greffe à l'intention de Joseph  
Charles, ainsi que copie de la subrogation qui  
est jointe audit bref.

St-Jérôme, ce 22 octobre, 1979  
LUCIE PELOQUIN,  
protonotaire-adjoint c.s.t.

Me ROUSSEAU & BEAUCHAMP,  
1000, rue Labelle,  
Suite 320,  
St-Jérôme, Québec,  
J7Z 5N6  
Procureurs de la demanderesse

CANADA  
PROVINCE DE QUEBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
**COUR SUPÉRIEURE**  
(Division des Divorces)  
GREFFE DES DIVORCES  
DIVISION DE MONTRÉAL  
NO 500-12-089394-799  
FERNAND MALEFANT, résidant et domicilié à  
St-Hubert district de Montréal,

requérant  
DAME LOUISE CARRIER, résidant et domiciliée  
au 29 Rhein Strasse Ichenheim 7607 Neuquie,  
Allemagne

intimée  
PAR ORDRE DE LA COUR:  
L'intimée DAME LOUISE CARRIER est par les  
présentes requis de comparaître dans un délai  
de 60 jours de cette publication.

Une copie de la REQUÊTE EN DIVORCE a été  
laissée à la Division des Divorces de Montréal à  
son intention.

PRENEZ DE PLUS AVIS qu'à défaut par vous de  
signifier et de déposer votre comparution ou  
contestation dans les délais susdits, la Re-  
quérante procédera à obtenir contre vous par  
défaut, un jugement de divorce accompagné de  
toute ordonnance accueillant les mesures  
accessoires qu'il sollicite contre vous.

Montréal, ce 25 octobre 1979  
RONALD CHASSE, P.A.C.S.M.  
Me HENRI KELADA  
3785 Côte de Liesse  
Montréal, Qué. H4N 2N5  
PROCUREUR DU REQUÉRANT

AVIS  
PRENEZ AVIS QUE la requérante Fails Transport  
s'adresse à la Commission des Transports du  
Québec, afin d'obtenir l'autorisation de don-  
ner les services suivants: TRANSPORT  
RESTREINT - LONGUE DISTANCE - ROUTE  
RESTREINTE - CONTRAT

De la frontière Nouveau-Brunswick/Québec (tout  
port d'entrée) à Montréal et à toutes les localités  
situées dans un rayon de 300 milles, pour le  
transport de pommes de terre, grains et semences  
pour le compte de Toner Bros. Ltd et retour  
avec marchandises refusées et/ou avariées.

ORIGINE ET/OU DESTINATION:  
Grand Falls, Nouveau-Brunswick.  
DROIT ADDITIONNEL:  
A l'occasion du service ci-haut mentionné, la  
requérante pourra utiliser des véhicules à tem-  
pérature contrôlée.









Le gouverneur-général du Canada, M. Ed Schreyer, a donné l'exemple. À titre de président d'honneur de la Croix-Rouge canadienne, le gouverneur-général a décidé de la tenue, hier, de cette première collecte à la résidence officielle du gouvernement. (Photolaser CP)

## La moitié des 15,000 employés de Ford en Ontario ont repris le travail

TORONTO (PC) — Plus de la moitié des 15,000 employés de la société Ford Motor Co. of Canada Ltd. sont retournés au travail hier après la signature, dimanche, d'un contrat de trois ans négocié par le syndicat des Travailleurs unis de l'automobile (TUA). Un nombre presque égal demeurait toutefois inactif à la suite de mises à pied décrétées par la compagnie aux usines d'Oakville et de Windsor afin de réduire le nombre de véhicules non encore vendus.

Quelque 3,300 employés de l'usine d'assemblage d'automobiles de la Ford, à Oakville, à l'ouest de Toronto, sont demeurés dans leurs foyers; il s'agit pour eux d'une mise à pied devant durer jusqu'au 13 novembre. Un directeur des TUA a indiqué que la compagnie prévoyait six semaines d'arrêt de la production d'ici Noël.

A Windsor, 500 travailleurs étaient toujours à pied pour une période indéterminée. Une mise à pied de deux se-

maines et ayant débuté le 22 octobre, était toujours en vigueur pour 3,200 autres, a fait savoir M. Tony, directeur des relations publiques de la Ford.

M. Robert White, directeur canadien des TUA, a indiqué que près de 60% des membres avaient voté aux usines de la Ford à Talbotville, Brampton, Niagara Falls, Windsor et

Oakville.

Des employés de la production qui ont voté, 88% ont approuvé le contrat accepté par leur syndicat. À l'expiration de ce dernier, un travailleur des lignes d'assemblage atteindra un salaire moyen de \$11.32 l'heure au regard de \$8.66 l'heure actuellement.

Toujours selon M. White, 85% des travailleurs spéciali-

sés ayant exercé leur droit de vote ont approuvé le nouveau contrat qui fera passer leur salaire de \$10.62 à \$13.49 l'heure.

Dans l'ensemble, le contrat des employés de la Ford accorde des avantages semblables à ceux du contrat que les TUA ont signé plus tôt dans le mois avec la General Motors du Canada.

## Selon V. Moroz, l'URSS est à la veille d'exploser

par Patricia Dumas

TORONTO — Selon le dissident russe Valentine Moroz, toute l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est sont comme un volcan à la veille d'exploser et le Comité central attend la mort de Leonid Brejnev pour établir des relations plus réalistes avec l'Ouest.

Dans une entrevue accordée au DEVOIR lors d'une récente visite à Toronto, M. Moroz a comparé l'état actuel de l'URSS à celui de l'Iran juste avant le renversement du Shah. Il explique que dans les deux cas, le régime au pouvoir semble fort mais repose sur des explosifs plutôt que du granit. Et dans les deux cas les services d'espionnage américains ne sont pas au courant de ce qui se passe réellement.

Selon M. Moroz, si on veut savoir ce qui se passe en Russie, il faut consulter le département d'État américain et faire exactement le contraire. Par contre, il considère que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, Mme Flora MacDonald, a développé une politique extérieure « basée sur une position de force » et que ce ne sont que des politiques de force que Moscou comprend.

Il s'explique en disant que l'Ouest ne sait pas utiliser ses vrais armes que sont leurs exportations de blé: « une dimi-

nution ou un arrêt d'exportation de blé vers l'URSS serait aussi catastrophique pour Moscou que si les Arabes décidaient de ne plus exporter de pétrole vers l'Ouest. »

Tout en reconnaissant la domination des États-Unis dans les politiques internationales de l'Ouest, M. Moroz voit dans le Canada une force sur le plan international « que les Canadiens ne se reconnaissent pas ». Il rappelle que le Canada a déjà eu son Churchill, en la personne de M. John Diefenbaker, qui a été le premier leader à défendre la cause des Ukrainiens devant les Nations unies, sans demander l'avis des États-Unis et sans craindre les réactions de Moscou. Il perçoit un renouveau dans la politique extérieure du gouvernement fédéral actuel et dit de M. Trudeau « qu'il peut se féliciter d'avoir été capable de créer le mythe qu'il était un leader international ».

Depuis sa libération, en avril dernier, M. Moroz tente de persuader le plus de leaders politiques possible d'aider la cause de la libération de l'Ukraine. Au Canada, il a déjà obtenu l'appui du premier ministre de l'Ontario, M. William Davis, qui lui a aidé à retrouver sa femme et son fils et qui a tenté de récupérer des écrits retenus en URSS. Le

premier ministre du Canada, M. Clark, lui a pour sa part promis de prendre position sur un programme de décolonisation de la Russie.

M. Moroz lutte pour la libération de l'Ukraine parce que c'est cette région de la Russie qui est le plus durement touchée par le « colonialisme » de Moscou. Même s'il est difficile d'établir le nombre de prisonniers politiques en Russie, il semble qu'ils représentent 13% de la population et que 50% d'entre eux soient Ukrainiens.

L'appel à la libération de l'Ukraine se fait sans doute mieux à Toronto, selon M. Moroz, que partout ailleurs en Amérique du Nord parce que c'est à Toronto qu'on retrouve la plus grande communauté ukrainienne de l'Occident. Et le nationalisme ukrainien pourrait être une des principales causes du renversement du pouvoir à Moscou si on songe que depuis les années 20, quatre leaders nationalistes ukrainiens ont été assassinés, dont en 1950 le général Shukhevych, qui a lutté contre les Soviétiques de 1939 jusqu'à sa mort. Che Guevara aurait basé ses tactiques sur celles du mouvement des guérillas de Shukhevych, dont le fils est en prison depuis l'âge de 15 ans parce qu'il refuse de renier son père.

## L'État veut-il faire payer la crise aux travailleurs?

L'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de Laval appuie les employés de secteurs public et parapublic dans les négociations, parce qu'elle voit se dessiner, dans l'attitude du gouvernement-employeur, une volonté de « faire payer la crise aux travailleurs ».

Invitant le public et les groupes populaires à ne pas se laisser bernier par les arguments gouvernementaux qui ramènent la négociation à une

comparaison avec le secteur privé souvent non syndiqué, l'ACEF demeure convaincue que le salaire minimum de \$265 demandé par les 190,000 syndiqués du Front commun est une revendication juste.

En fait, l'ACEF résume l'enjeu monétaire comme suit: « obtenir gain de cause ou s'endetter ». Laisser monter les prix sans faire monter les salaires au même rythme ne fera qu'aggraver la situation et le gel des salaires.

## La classe suisse pour le Moyen-Orient.

47 vols par semaine depuis Zurich.

Prenez Swissair pour Zurich, puis faites un saut à l'est. Vols directs pour Le Caire, Tel Aviv, Abu Dhabi, Bagdad, Beyrouth, Dhahran, Dubai, Istanbul, Koweït, Téhéran et autres villes importantes, y compris notre plus récente destination, Djeddah. Swissair offre un service de gros porteurs DC 10-30 entre Toronto/Montréal et Zurich, avec tout le confort de classe suisse — un siège de moins par rangée, en classe économique, que tout autre gros porteur. Swissair transporte aussi du cargo, classe suisse. Pour toute information, consultez votre agent de voyage ou de fret. Ou téléphonez à Swissair.

Des vols de classe suisse partout dans le monde.

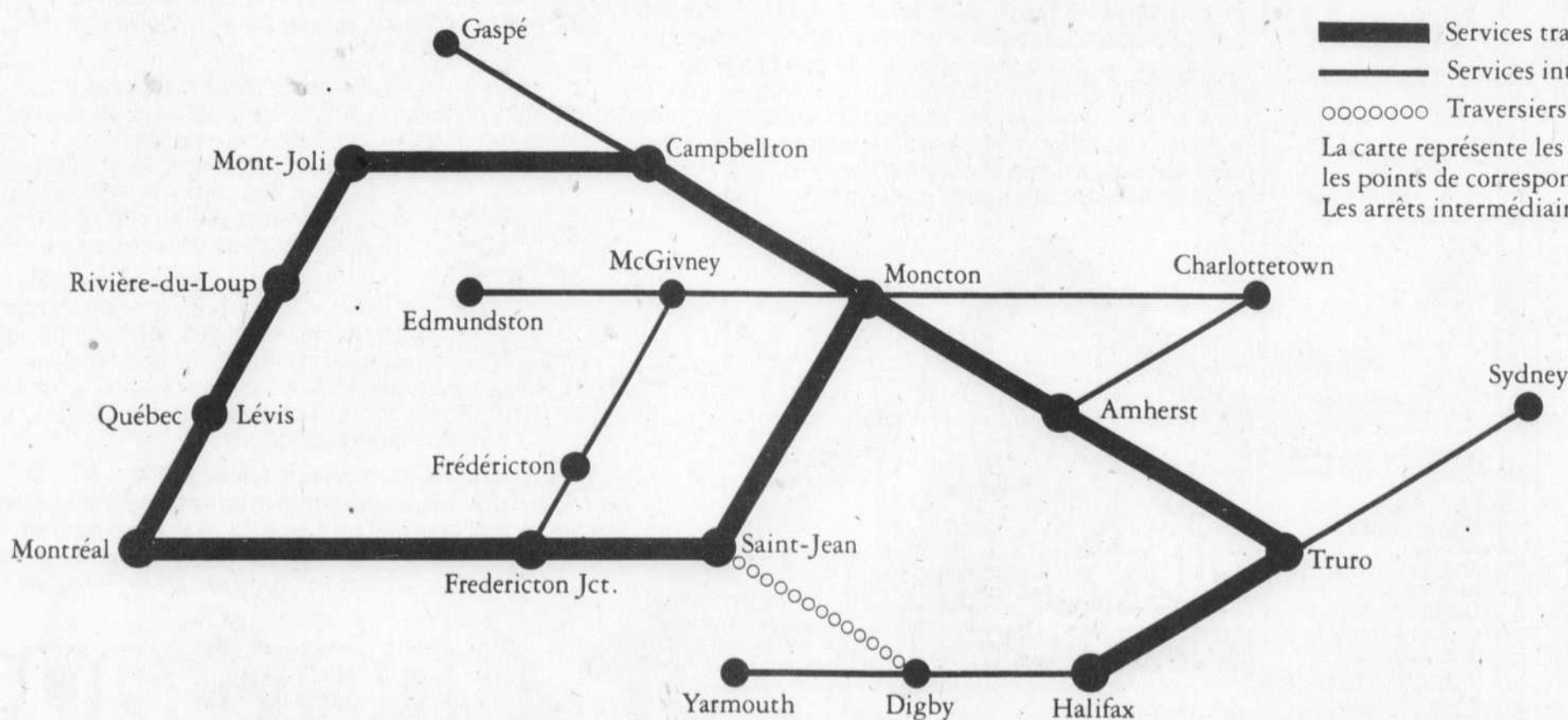
**swissair**

## Le Québec veut une nouvelle entente avec le reste du Canada.

**On sait ce qu'on veut.**

La Fondation des Québécois pour le OUI

## Le train, plus pratique que jamais dans les Maritimes.



Les nouveaux services intégrés de VIA, pour tout l'Est du Canada, entrent en vigueur le 28 octobre.

L'Atlantique assure désormais, avec l'Océan, la liaison Montréal-Halifax. Comme l'Océan, il offre toute la gamme de voitures et de services auxquels on s'attend d'un train de grande ligne: voitures coach et Superconfort, voitures-lits et salon, et tous les services de restauration. Ces deux trains partent chaque jour pour Montréal et Halifax et empruntent des parcours distincts. Leurs horaires améliorés sont intégrés à ceux des autres dessertes et offrent ainsi aux voyageurs de meilleures heures d'arrivée, de meilleures correspondances et de meilleures liaisons intervalles.

### Départs de Montréal (Gare Centrale)

- L'Atlantique quitte Montréal pour Frédéric-ton, Saint-Jean, Moncton et Halifax à 18h30, tous les jours.
- L'Océan quitte Montréal pour Rivière-du-Loup, Campbellton, Moncton et Halifax à 23h40, tous les jours.
- L'Atlantique et l'Océan offrent tous deux des correspondances vers Summerside/Charlottetown; l'Atlantique offre une correspondance pour Sydney et l'Océan, pour Gaspé.

- Un nouveau train de jour, Le Saint-Laurent, assure une liaison plus rapide entre Montréal et Mont-Joli. Départ tous les jours à 14h00.

Pour plus de renseignements sur les tarifs, les services et les correspondances vers toute autre destination, appelez un agent de voyages ou le bureau des ventes VIA.

A Montréal, composez le 861-7311.

## l'invitation au voyage

**VIA**